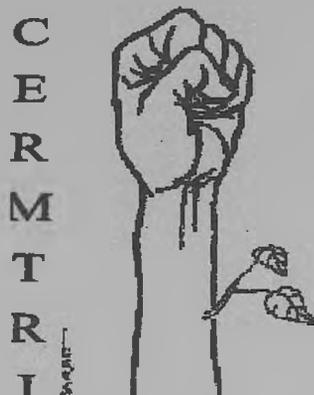


Cahiers du mouvement ouvrier

Les trotskystes en URSS

**Leurs positions, leur combat, leur extermination
par Staline, leur héritage. Avec des souvenirs
et des documents inédits, en particulier :**

- Documents sur l'écho rencontré dans le Parti bolchevique par le combat de l'Opposition de gauche en 1923 • Lettre d'Adolf Ioffé (12 août 1927)
- Déclarations de trotskystes un moment ralliés à Staline puis revenant sur ce ralliement (1935) • Procès-verbaux d'interrogatoires de militants trotskystes emprisonnés par le NKVD (Milman, Dorochenko, Iakovine, mars-avril 1936) • Souvenirs de Mikhaïl Baïtalski sur la grève de la faim des trotskystes à Magadan (1936-1937) qui dura 100 jours, contenant la confession d'un agent provocateur • Rapport à Nicolas Iejov du chef de la Sécurité d'Etat de Vorkouta sur la grève de la faim et sur les revendications des grévistes...



C.E.R.M.T.R.I.

Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie

Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine,
Frank La Brasca, Jean-Jacques Marie, Pierre Roy, Jean-Marc Schiappa.

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris
Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
Internet : www.trotsky.com.fr
E-mail : cermtri@wanadoo.fr.

Sommaire

- Présentation p. 7

Les trotskystes en URSS

**Leurs positions, leur combat,
leur extermination par Staline, leur héritage.
Avec des souvenirs et des documents inédits,
en particulier :**

- documents sur l'écho rencontré dans le Parti bolchevique par le combat de l'Opposition de gauche en 1923
- une lettre d'Adolf Ioffé (12 août 1927)
- des déclarations de trotskystes un moment ralliés à Staline puis revenant sur ce ralliement (1935)
- des procès-verbaux d'interrogatoires de militants trotskystes emprisonnés par le NKVD (Milman, Dorochenko, Iakovine, mars-avril 1936)
- les souvenirs de Mikhaïl Baïtalski sur la grève de la faim des trotskystes à Magadan (1936-1937) qui dura 100 jours, contenant la confession d'un agent provocateur
- le rapport à Nicolas Iejov du chef de la Sécurité d'Etat de Vorkouta sur la grève de la faim et sur les revendications des grévistes...

- Christian Coudène : Jaurès et Luxemburg p. 61

- Odile Dauphin : 14-18, les troupes coloniales mobilisées pour une guerre qui n'était pas la leur p. 69

- Camillo Berneri : lettre à Federica Montseny (mars 1937) p. 77

- Jacqueline Milon-Cellier, Pierre Roy : à propos du film sur Vial-Massat (avec l'interview de Jacqueline Milon-Cellier) p. 87

- Petit fragment d'histoire contemporaine..... p. 97

- Notes de lecture p. 101

- Chronique des falsifications p. 111

CONSULTEZ LE SITE DU CERMTRI

www.trotsky.com.fr
<http://www.trotsky.com.fr>

**Consultez le blog
“l’histoire défigurée,
la géographie manipulée”**

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 96 à 128 pages)

Prix du numéro : **9 euros (+ 1,50 euro de port)**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

— France : **32 euros** ;

— Etranger : Europe : **35 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **40 euros**.

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Chèques à l’ordre du CERMTRI

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Présentation

Ce numéro ne prétend pas présenter une histoire complète du combat des trotskystes en URSS. Il y faudrait de nombreux tomes et c'est une œuvre de longue haleine à laquelle nous allons nous atteler. Nous présentons ici un certain nombre de textes (pour certains inédits)

issus en grande partie des archives du KGB ou d'ailleurs, et qui illustrent certains moments-clé de leur combat.

Nous replaçons ces derniers documents dans une brève évocation des principaux moments de la lutte des trotskystes en URSS.

Nous invitons le lecteur, pour compléter ce numéro, à consulter les deux petits volumes publiés par les éditions Les bons caractères sous le titre L'opposition communiste en URSS.

Le lecteur peut aussi lire avec profit Communistes contre Staline, de Pierre Broué, et les deux volumes des Cahiers Léon-Trotsky : Les trotskystes en URSS (n° 6 et 7-8).

Mais le titre de ces deux « Cahiers » ne doit pas tromper : ils portent exclusivement sur les discussions vives, passionnées... et passionnantes que mènent les trotskystes, pour la plupart exilés, en 1929-1930.

La richesse de la documentation offerte par Pierre Broué dans ces deux volumes a pourtant son revers : pour les lire avec profit, il faut avoir une certaine connaissance et même une connaissance certaine de la situation internationale (la crise de 1929 et ses répercussions) et de celle de l'URSS à la fin des années 1920, du combat autour du premier plan quinquennal et de la collectivisation agraire, de la lutte de l'Opposition de gauche depuis 1923 puis de l'Opposition unifiée, et enfin des divisions qui apparaissent en son sein sous la pression de l'appareil stalinien, sinon, ces textes serrés et argumentés sont difficiles à comprendre.

Ralliements...

Entre 1929 et 1933, plusieurs centaines de dirigeants trotskystes, par vagues successives, se rallient à Staline pour diverses raisons. La principale en est le scepticisme croissant sur la perspective d'une victoire de la révolution ailleurs dans le monde : la défaite de la révolution chinoise et, plus encore sans doute, la montée du fascisme en Allemagne, qui paraissait hier encore le pays pivot de la révolution en Europe, nourrissent ce scepticisme, et d'assez nombreux cadres de l'opposition tiennent en gros le raisonnement suivant, particulièrement visible chez des cadres disons pragmatiques comme Piatakov : mieux vaut se consacrer à « construire le socialisme » (en réalité simplement contribuer à l'industrialisation du pays et à la collectivisation indispensable de l'agriculture), bref être « utile » à l'URSS dans la pratique, que de rester à moisir sans perspective dans des prisons (qualifiées d'isolateurs).

La victoire du nazisme en Allemagne, qui fait peser une menace mortelle pour l'URSS confortera ce sentiment : c'est elle qui fait « capituler » Racovsky, Sosnovsky et quelques autres. Ce calcul à courte vue s'avérera erroné.

... et retours à la lutte

En même temps, l'échec catastrophique de la politique de Staline — dont, sur le plan international, la victoire de Hitler avec son aide est le signe le plus net — puis son caractère contre-révolutionnaire de plus en plus manifeste suscitent une nouvelle vague d'adhésion au trotskysme de couches plus jeunes de militants communistes ou, comme on le verra par des documents souvent inédits, de ralliés hier à Staline qui reviennent sur leur ralliement et s'engagent à nouveau dans la lutte.

Dès lors, on peut dire sans guère exagérer que pour Staline, tout communiste est un trotskyste potentiel ou en puissance.

Il engage donc une purge sanglante du Parti communiste qui doit déboucher sur la liquidation de tous les trotskystes, seule force organisée — quoi que massivement déportée au goulag — susceptible de traduire en actes une opposition de gauche à la bureaucratie stalinienne et à son système politique totalitaire.

Les trotskystes soviétiques, qui engagent alors de grandioses mouvements de grève de la faim dans les camps, sont exterminés par la bureaucratie stalinienne en 1937-1938. Il ne reste que quatre ou cinq survivants, dont Dogard, arrêté seulement en 1949, que Vadim Rogovine avait rencontré et interviewé en 1994 (le numéro 4 des Cahiers du mouvement ouvrier ont publié cette interview dont nous reprenons dans ce numéro les passages les plus significatifs).

On peut ajouter à Dogard Ivan Vratchev, qui, après avoir craqué et « capitulé », avait accepté — cas très rare — de dénoncer des camarades au NKVD. Il avait, il est vrai, un lourd dossier aux yeux de Staline : il était en effet marié à la sœur de l'un des dirigeants de l'Opposition de gauche, rallié à Staline et condamné à mort lors du deuxième procès de Moscou, Mikhaïl Bogouslavski. Lorsque je l'ai rencontré à Moscou en 1989, il m'avait confié un texte à faire publier en France... dans L'Humanité et nulle part ailleurs !

1 825 trotskystes à la mort de Staline ?

Et pourtant, les statistiques du goulag recensaient 1 825 trotskystes à la mort de Staline. Certes, dans sa fureur hystérique contre tout ce qui pouvait évoquer l'idée même de révolution, Staline, ses sbires et ses policiers collaient l'étiquette de « trotskyste » à tout venant. Evguenia Guinzbourg raconte ainsi avoir rencontré au goulag une paysanne accusée d'être « trotskyste » et qui, ne comprenant pas le sens du mot, l'avait confondu avec un mot voisin « traktoriste » (conducteur ou conductrice de tracteur). Elle se jugeait accusée à tort... puisqu'elle n'avait jamais conduit de tracteur !

Mais ce détournement du mot, utilisé et brandi chaque jour par la bureaucratie et ses journaux partout dans le monde comme équivalent de saboteur, agent de la contre-révolution, du fascisme, etc., ne doit pas obscurcir une réalité : dans la mesure où l'héritage de la révolution, quoique trahi, souillé, trafiqué était encore vivant, il poussait des Soviétiques, surtout des jeunes, à se dresser contre le système stalinien sur des positions où l'on peut voir un héritage, certes appauvri, mais réel, du combat mené par les trotskystes jusqu'à leur dernier souffle.

Les dernières pages de ce numéro tenteront d'illustrer par des faits cette continuité ténue et inconsciente qui se poursuit au-delà même de la chute de l'URSS.

Jean-Jacques Marie

Les trotskystes en URSS

**Leurs positions, leur combat,
leur extermination par Staline, leur héritage.
Souvenirs et documents inédits**



Les trotskystes en URSS

Préambule

Contrairement à une vision trop largement répandue, le Parti bolchevique ne s'est constitué en parti réellement distinct qu'en avril 1917, lorsque Lénine, tout juste revenu d'exil en Russie, empêche la nouvelle réunification avec les mencheviks que la direction des bolcheviks en Russie (surtout Staline et Kamenev) appuyait. Une première réunion préparatoire avait été fixée au 4 avril avec les dirigeants mencheviques. Malheureusement pour les dirigeants bolcheviques, Lénine arriva à Petrograd la veille, le 3 avril, et son discours, tant à la réunion de la fraction bolchevique qu'à la réunion commune avec les mencheviks, mit fin à cette entreprise.

Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR) avait scissionné en deux courants, les mencheviks et les bolcheviks, en 1903 ; sous la pression de la révolution de 1906... et sous celle de Lénine pour les bolcheviks et de Martov pour les mencheviks, il s'était réuni en 1906. Au sein du parti unifié se développent deux courants : un courant ultra gauche chez les bolcheviks, dit « ultimatisiste » ou « otzoviste », dirigé par Bogdanov et Krasine, qui voulait réduire l'action du parti à l'action clandestine et refuser toute activité de type légal (entre autres les élections à la Douma), et un courant droitier chez les mencheviks que Lénine qualifie de liquidateur car il veut liquider l'activité clandestine au profit de la seule activité légale, ce qui interdirait toute campagne politique ne se situant pas dans le cadre du respect de la monarchie, comme la lutte pour la république. En 1909, Lénine expulse les ultimatisistes du courant bolchevik, puis, devant la passivité des autres, convoque à Prague, en janvier 1912, une conférence qui affirme représenter la continuité du POSDR et exclut les liquidateurs. La conférence ne proclame pas les bolcheviks en parti distinct, ce qui se manifeste d'ailleurs en ce que les sept députés mencheviques et les six députés bolcheviques élus à la Douma quelques mois plus tard forment un groupe parlementaire unique ; mais les autres courants refusent de reconnaître la légitimité de la conférence de Prague. En mars 1917, au lendemain de la révolution de Février, en l'absence de Lénine toujours retenu en Suisse, les principaux dirigeants du parti bolchevique restés en Russie, Kamenev et Staline, se prononcent pour la réunification avec les mencheviks en un POSDR unifié. L'arrivée de Lénine la veille même de la rencontre entre les deux courants, qui devaient adopter cette décision, bouleverse ce plan. Dès lors, les deux courants s'appellent toujours POSDR puisque la conférence bolchevique de fin avril refuse la proposition de Lénine de changer le nom du parti en Parti communiste (Lénine ne recueille que sa seule voix !), mais il s'agit bien désormais de deux partis distincts.

Dès le début, ce parti connaît des débats intenses et des oppositions profondes.

Ainsi, dès septembre 1917, Zinoviev et Kamenev, partisans d'un Parti bolchevique qui constituerait l'opposition de gauche d'une majorité « socialiste » s'opposent ouvertement (soutenus en sous-main par une bonne partie du comité central) à l'orientation vers l'insurrection proposée par Lénine. Au lendemain de la révolution d'Octobre, ils mènent campagne pour un gouvernement « socialiste » homogène avec les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, membres jusqu'alors du gouvernement provisoire.

Au début de 1918, les sommets du parti se divisent sur l'attitude à adopter dans les discussions d'armistice face aux exigences exorbitantes de l'Allemagne : Lénine veut accepter sans délai, alors que les derniers restes de l'armée s'évanouissent dans la nature ; Boukharine et les communistes de gauche veulent décréter la « guerre révolutionnaire » contre l'Allemagne, et Trotsky propose de faire traîner les négociations en proposant une solution intermédiaire : ni guerre ni paix, qui s'impose un petit moment.

Un peu plus tard, au cours de l'année 1918, se constitue une « opposition militaire » qui prône une armée de partisans plus ou moins autonomes contre l'armée centralisée prônée par Trotsky.

En 1919 se constitue l'opposition dite des « décistes » (initiales des mots russes demokratitcheski tsentralizm ou centralisme démocratique), dirigée par Vladimir Smirnov et Timothée Sapronov. Cette opposition critique l'insuffisance de la démocratie dans le Parti bolchevique.

En 1920, ce que l'on appelle la « question syndicale », c'est-à-dire le débat sur le rôle que doivent avoir les syndicats dans la reconstruction d'un pays entièrement ruiné et détruit par la guerre civile, suscite d'abord sept plateformes différentes, réduites finalement à trois (les « Dix » autour de Lénine ; la plate-forme de Trotsky et des trois secrétaires d'alors du comité central, et celle de l'Opposition ouvrière). Alors que Trotsky veut « militariser » les syndicats, c'est-à-dire en faire les organismes organisant les ouvriers pour la reconstruction de l'économie sous la direction du parti, l'Opposition ouvrière, qui critique aussi l'insuffisance de la démocratie dans le parti, insiste surtout sur la nécessité, selon elle, de confier aux syndicats la gestion de l'économie.

Toutes les oppositions qui se manifestent depuis septembre 1917 mettent en cause une ligne politique, et presque toutes critiquent l'insuffisance de la démocratie, tout en admettant plus ou moins clairement les nécessités imposées par la guerre civile.

L'Opposition de gauche qui se constitue en octobre 1923 autour de Trotsky est un autre type d'opposition, non seulement par son ampleur mais parce qu'elle pose la question de la nature même du parti dirigeant, des évolutions qu'il est en train de subir et du risque de dégénérescence qu'il encourt six ans après avoir pris le pouvoir.

C'est son premier trait distinctif par rapport aux oppositions antérieures. Le second trait distinctif est que l'Opposition de gauche se situe dans la tradition des bolcheviks de 1917 pour qui la révolution russe était un moment et un ressort de la révolution en Europe et que son sort était indissociable du sort de cette dernière. Elle s'affirme donc internationaliste puis se définira au fil des années comme un courant international.

CHAPITRE 1

Lettres au comité central

L'été 1923 est marqué par une profonde poussée révolutionnaire en Allemagne, provoquée entre autres par une inflation gigantesque qui ruine des millions de ménages ouvriers ; un regain d'espoir soulève les militants : l'isolement de la Russie soviétique va être rompu. Trotsky y puise une raison d'entamer une campagne pour la démocratisation du parti, l'industrialisation et la planification économique, c'est-à-dire à la fois sur la politique à mener et sur le fonctionnement du parti.

Dans une lettre au comité central du 8 octobre, il dénonce « *le système de la nomination des responsables dans le parti (...), la bureaucratisation de l'appareil du parti qui s'est développée dans des proportions inouïes avec les méthodes de sélection employées par le secrétariat (...), la très large couche de permanents qui, en entrant dans l'appareil de direction du parti, renoncent complètement à leur opinions politiques personnelles, ou du moins à leur expression ouverte.* »

Pour « *la large masse des adhérents du parti, chaque décision apparaît sous forme d'ordres ou de sommations* ».

L'appareil répond en renforçant son monolithisme et sa mainmise sur le parti. Quatre jours après la lettre de Trotsky, le 12, le bureau d'organisation, contrôlé par Staline, répond par une mesure bureaucratique : il établit la « *nomenklatura* » c'est-à-dire la liste des postes du parti et de l'Etat (les soviets) dont les titulaires sont nommés par le comité central, c'est-à-dire en réalité par le secrétariat, lui aussi contrôlé par Staline.

Le 8 novembre, le secrétariat ordonne à la section de répartition des cadres du comité central (l'Outchraspred) d'effectuer « *une révision systématique des sommets dirigeants* », à commencer par la liste des membres de la nomenklatura établie un

mois plus tôt. Le secrétariat, c'est-à-dire l'équipe de Staline, nomme qui il veut où il veut.

“Le parti est remplacé par un appareil bureaucratique sélectionné”

Une semaine plus tard, quarante-six cadres du parti reprennent le réquisitoire de Trotsky dans une lettre confidentielle au comité central. « *La crise économique et financière qui a éclaté à la fin de juillet de cette année (...) a révélé inexorablement l'incapacité de la direction* » dont les mesures empiriques au coup par coup préparent une catastrophe économique et donc politique. Cette situation exige un grand débat sur ses causes et sur les remèdes à y apporter. Or la démocratie dans le parti est moribonde. La libre discussion y a pratiquement disparu. Ce n'est plus le parti qui élit ses dirigeants mais ces derniers qui désignent les délégués aux congrès. Les militants critiques ou en désaccord ne font leurs remarques qu'en privé et s'ils sont sûrs de la discrétion de leur interlocuteur. Ce « *régime intolérable détruit le parti en le remplaçant par un appareil bureaucratique sélectionné (...) incapable de faire face aux crises et qui menace d'être totalement inefficace face aux événements graves qui s'annoncent* ».

En fait, « *le parti est remplacé par un appareil bureaucratique sélectionné* » qui, ce que l'opposition soulignera plus tard, tend à aggraver lourdement l'inégalité sociale entre l'élite dirigeante et la base, alors même que la classe ouvrière vit encore dans la misère engendrée par la ruine de la Russie, quasiment détruite par la guerre civile.

Ces deux textes sont l'acte de naissance effectif de l'Opposition de gauche. Trotsky et les quarante-six vont plus loin que Lénine dix mois plus tôt : Lénine critiquait brutalement l'appareil d'Etat comme un héritage du passé mais n'évoquait pas l'appareil du parti dont il disait seulement qu'en accédant à sa tête Staline avait acquis un « *pouvoir illimité* ». S'il dénonçait le « bureaucratisme » de l'appareil d'Etat, il ne disait mot de celui du parti, sans doute pour ne pas l'affronter de front avant d'avoir écarté Staline et forgé une nouvelle direction. Trotsky, lui, le prend de front et associe sa revendication de la démocratie dans le parti à la nécessité d'un plan économique unique et centralisé et à celle d'un plan d'industrialisation.

“L'inégalité criante entre les sommets et la base”

En Allemagne, le 22 octobre, faute d'un accord avec la gauche sociale-démocrate, la direction du PC allemand, avec l'aval de Moscou, décommande l'insurrection décidée. C'est la débâcle, d'autant plus démoralisante qu'elle s'est produite sans combat effectif. Or la lettre que Maguidov, le secrétaire du Parti communiste de l'oblast de Poltava en Ukraine, adresse le 10 novembre 1923 à Staline le montre : la révolution en Allemagne dominait même les soucis quotidiens d'ouvriers, révoltés, écrit-il, par « *l'inégalité criante* » entre « *les sommets* » et la « *base* », et les privilèges que s'attribuent les bureaucrates. Les mineurs du Donbass, « *plus mal logés que des bestiaux* » et payés très irrégulièrement, ont massivement fait grève en octobre en expliquant : « *Nous aurions réglé nos comptes (...), mais voilà, il est impossible de trahir la révolution allemande* » dirigée par les communistes allemands que les mineurs ne veulent pas affaiblir. Or l'espoir de la révolution en Allemagne qui romprait leur isolement, attendue depuis cinq ans par les militants et plus largement les ouvriers, s'éteint dans un fiasco. Le désarroi gagne les militants découragés. C'est une étape décisive de la consolidation de l'appareil et de sa victoire. Le sentiment de l'isolement renforce

l'aspiration à resserrer les rangs et à l'unité. L'appareil et Staline vont enfoncer le clou : peu importe ce qu'elle dit, l'opposition divise, fait du raffut, du chahut, nous détourne de nos tâches, nous paralyse. Elle est donc nocive.

Les réponses de la direction du parti à ses initiatives manifestent une crainte certaine : la commission de contrôle, dirigée par un fidèle de Staline, Soltz, décide cyniquement « *d'empêcher le développement d'une large discussion dans le parti* ». La haine de Trotsky rassemble ceux qui, hier, s'opposaient à la révolution d'Octobre qu'il a conduite et les membres et hérauts actuels d'un appareil bureaucratique hostiles à la révolution mondiale qu'ils perçoivent de plus en plus comme une aventure dérangeante pour eux.

La lettre de Maguidov, reçue par Staline à la mi-novembre, éclaire la profondeur de la crise du parti et donc l'écho que peuvent rencontrer Trotsky et les quarante-six. Il juge « *absolument anormal que le comité central n'informe absolument pas les secrétaires des comités régionaux sur la situation intérieure du parti, alors qu'on en parle partout* ».

Il pense à la déclaration de Trotsky et à la plate-forme des quarante-six dont il ne connaît rien. Il dénonce « *l'absence d'une information correcte, rapide, précise* » alors que la base « *désire savoir tout qui se passe en fait* ». Ironie de la situation, il s'en plaint à Staline, qui organise lui-même la rétention de l'information ; ses positions sont proches de celles de Trotsky, mais il n'en sait rien.

Il écrit en effet : « *La vieille garde du parti est très abattue. Il n'y a pas de vie du parti vivante, la pensée du parti stagne.* » Maguidov réclame enfin « *la mise en œuvre décidée et pratique dans la vie de la démocratie ouvrière à l'intérieur du parti* » (1). L'appareil du parti comporte encore des centaines de Maguidov. Staline, Kamenev et Zinoviev, qui forment alors la troïka dirigeante constituée dès 1923 contre Trotsky, veulent empêcher Trotsky de trouver la jonction avec eux. C'est pourquoi, par un apparent revirement, ils font décider l'ouverture d'une discussion publique.

(1) La lettre de Maguidov est publiée en entier dans le numéro 20 des *Cahiers du mouvement ouvrier*.

Le danger de «dégénérescence opportuniste»

Le 5 décembre, le bureau politique vote une résolution unanime, rédigée en grande partie par Trotsky, annonçant un cours nouveau démocratique dans le parti. Quelques jours plus tard, Trotsky rédige un long article intitulé *Cours nouveau*, qui va mettre le feu aux poudres. Il dénonce le bureaucratisme du parti et de l'Etat et le danger de «dégénérescence» du parti, et il définit l'axe du cours nouveau qu'il faut réaliser : « *Le parti doit se subordonner son propre appareil, sans cesser d'être une organisation centralisée.* »

Il affirme ainsi une règle : un parti n'est révolutionnaire que si l'appareil est son exécutant, non son maître. Ce faisant, il ne peut que dresser contre lui cet appareil, désireux, comme tout appareil, d'échapper au contrôle de ses mandants et de se subordonner complètement le parti. Il pose la question, sacrilège pour l'appareil, de sa bureaucratisation, qui devait se charger ensuite d'un contenu social alors seulement en germe ou virtuel. Certains jeunes opposants crient : « *40 000 membres du parti manient le marteau, 400 000 le cartable.* » Il y a donc 40 000 ouvriers et dix fois plus de bureaucrates.

Ce slogan renvoie à une réalité qui, sauf secousse extérieure, prédétermine le résultat de la bataille engagée par Trotsky et l'opposition : en 1923, le parti compte 35 000 ouvriers sur 370 000 membres (soit 9,5 %). Les deux tiers de ses membres sont des employés (et donc des salariés) des divers appareils dirigeants, du parti, des soviets, de l'économie, des syndicats, des coopératives et de l'armée. Leur liberté de comportement et de pensée est donc limitée ; plus on monte dans l'appareil plus elle l'est.

La parade de l'appareil

La troïka dirigeante trouve la parade pour interdire toute discussion réelle. Elle déclare « déplacé » le développement de Trotsky sur le danger de «dégénérescence opportuniste» de l'appareil du parti de la part d'un homme qui, « pendant de longues années a lutté contre le bolche-

visme la main dans la main avec les opportunistes ». Et Zinoviev dénonce dans *Cours nouveau* la résurgence du « trotskysme ». Coller cette étiquette sur la revendication de la démocratie interne et de la planification, c'est les présenter comme la suite des âpres luttes fractionnelles qui, de 1904 à 1917, ont violemment opposé Lénine à Trotsky, favorable à l'unité de tous les courants du POSDR (des ultragauches hostiles à l'activité légale aux liquidateurs qui voulaient réduire à cette dernière l'action du POSDR).

En avril 1913, dans une lettre au menchevik Tchkéidzé, Trotsky vitupérait Lénine : « *La misérable division que Lénine, maître en cet art, exploiteur professionnel de la routine du mouvement ouvrier russe, entretient systématiquement apparaît comme un cauchemar absurde (...). Tout le léninisme en ce moment est fondé sur le mensonge et la falsification et porte en lui les germes de sa propre décomposition.* »

L'Okhrana intercepta la lettre, la copia et archiva la copie. Une fois Lénine réduit au silence, les adversaires de Trotsky diffuseront ce texte découvert en 1921. L'étiquette de « trotskyste » vise donc à présenter l'opposition comme étrangère au combat et à la tradition de Lénine. Elle a une fonction d'exclusion, mais au fil des années finira par définir au yeux de tous la nature d'un courant qui adoptera bientôt la dénomination de « bolcheviks-léninistes » (B-L).

Les cellules du parti votent. A Moscou, l'opposition l'emporte dans 40 cellules sur 72, elle a la majorité dans les cellules de l'Armée rouge et du Guépéou, un tiers des voix dans les cellules ouvrières où la pression de l'appareil en cette période de chômage est plus forte qu'en faculté ou dans les casernes. Dans l'arrondissement de Bauman, la direction n'obtient que six voix sur plusieurs centaines.

L'opposition l'emporte dans la ville minière de Iouzovka, en Ukraine — où, parmi les jeunes mineurs qui votent pour elle, figure un certain Nikita Khrouchtchev, qui devra racheter ce péché de jeunesse pour faire carrière dans l'appareil —, dans le centre textile d'Ivanovo-Voznessensk, où fut, en 1905, constitué le véritable premier soviétique. Elle obtient un grand nombre de voix à Riazan, Penza, Kalouga, Simbirsk,

Tcheliabinsk. Mais la troïka trafique impudemment les votes et les résultats publiés dans la *Pravda*.

Grâce au trafic éhonté des votes, l'opposition n'obtient, pour toute l'URSS, que trois délégués à la conférence nationale réunie des 15 au 18 janvier, sans Trotsky dont l'absence l'affaiblit. Il n'assiste pas au comité central des 14 et 15 janvier où Piatakov refuse d'intervenir, car, dit-il, la discussion où l'on assimile l'opposant à un garde blanc n'est qu'une parodie de celles qu'il a connues.

Des témoignages inédits sur l'influence de l'Opposition

On a récemment publié en Russie des documents qui témoignent de la réalité de l'influence de l'Opposition.

Ainsi, la cellule communiste de l'Académie d'éducation socialiste de Moscou vote par 100 voix contre 84 une résolution condamnant les procédés utilisés dans la polémique contre Trotsky :

« La réunion de la cellule de l'Académie de l'éducation socialiste, sans entrer dans la discussion sur le fond de la lettre de Trotsky, exprime sa protestation résolue contre les procédés utilisés par des membres du comité central dans la polémique contre Trotsky et contre ses lettres, pour discréditer Trotsky en tant que communiste expérimenté et qui rabaissent par là même la dignité des membres du comité central. »

Le secrétaire du comité régional d'Odessa du PC ukrainien, Khataievitch, partisan de Staline, manifeste son inquiétude dans deux lettres au comité central. Dans la première, il écrit :

« Ces derniers jours dans l'organisation du parti de la ville d'Odessa, on sent fortement, en rapport avec la discussion et avec la forme qu'elle a prise à Moscou, la montée d'un mécontentement combiné d'éléments d'opposition de "la base" aux "sommets" et de toutes sortes d'éléments venus des autres partis désireux d'élargir leur place et leur influence dans le parti, et d'éléments faibles et instables désireux d'affaiblir et d'ébranler le cercle de la discipline du parti. »

Cette langue de bois bureaucratique laisse entendre qu'un vif mécontentement social (l'opposition de la « base », qui travaille dans des conditions souvent difficiles, aux « sommets », qui dirigent confortablement installés dans leurs bureaux) se conjugue avec une aspiration à la libre discussion démocratique.

Dans une seconde lettre, Khataievitch est plus clair encore :

« La discussion à Odessa a pris un caractère vif. Dans l'arrondissement de Peryspsko-Slobodski, le comité d'arrondissement puis les cadres du parti ont adopté une résolution dans l'esprit de l'Opposition. Cette résolution a été ensuite adoptée (par 190 voix contre 140) à la réunion générale des militants, qui s'est déroulée dans une atmosphère extrêmement tendue, atmosphère à laquelle, il faut le remarquer, ont succombé le secrétaire du comité régional et moi personnellement. Nous avons porté sur la résolution adoptée un jugement très brutal et avons perdu notre sang froid. »

En un mot Khataievitch et le secrétaire du comité régional, furieux d'être mis en minorité, situation intolérable pour un apparatchik, se sont mis à hurler et à injurier les opposants.

Khataievitch ajoute que « 60 % des orateurs qui sont intervenus contre la ligne du comité central sont d'anciens membres d'autres partis (des intellectuels) ou des jeunes d'origine petite bourgeoise, et que 30 % du reste se sont auparavant associés aux oppositions de toutes sortes apparues les années précédentes ».

Remarquons que les rapports ne distinguent jamais les membres d'autres partis (mencheviki, socialistes-révolutionnaires de gauche ou de droite, anarchistes)... lorsqu'ils votent pour la résolution de la majorité. Ils n'ont droit à être ainsi distingués que s'ils votent pour l'Opposition. Quant aux « jeunes d'origine petite bourgeoise », ce sont les étudiants, dont une partie sort déjà de la classe ouvrière...

Khataievitch avoue à la fin de sa lettre : *« Une partie des travailleurs, sous l'influence d'humeurs oppositionnelles de base et du mécontentement devant l'inégalité et des excès, marchent avec ces éléments. »* Les « excès » désignent pudiquement la morgue et les privilèges naissants des

membres de l'appareil. Khataievitch, comme Maguidov, souligne ainsi la réalité d'un antagonisme qui repose en partie sur un refus par la base des privilèges (encore relativement modestes et destinés à se développer au fil des ans) et qui a donc un fondement à la fois social et politique. Bien évidemment, cet antagonisme n'existe pas seulement à Odessa ou à Poltava...

Le secrétaire du comité régional de Penza, Orlov, dans son rapport à la conférence régionale de Penza, avoue, dans une langue de bois déjà bien formatée, la profondeur de l'influence de l'Opposition en déclarant :

« La discussion sur la démocratie interne du parti a montré que notre organisation ne s'est pas libérée de l'influence petite-bourgeoise. Certaines organisations de districts et une partie de l'organisation de la ville se sont associées à la ligne de l'Opposition. La discussion s'est infiltrée dans tous les pores de notre organisation. »

Dans la discussion à la conférence de Penza, un orateur se lamente : *« Qui est coupable du fait que nous avons voté pour l'Opposition ? Le coupable, c'est notre inconscience, notre méconnaissance du léninisme. »*

Le Guépéou suit évidemment le cours de la discussion avec une grande attention. L'un de ses agents note : *« La majorité des étudiants communistes de Moscou adopte le point de vue de "l'Opposition" et seule une petite partie soutient la résolution du comité central. »* Parmi les membres de cette petite partie figure, ce que ne men-

tionne pas l'informateur, et pour cause, un étudiant inconnu, Gueorgui Malenkov, qui, dans sa faculté, note le nom de ceux — nombreux — qui votent pour l'Opposition. Cette faculté policière l'amènera jusqu'à être, dès la fin des années 1930, responsable de la section des cadres du comité central.

Tous les documents cités dans cette partie du texte sont extraits du volume : *RKP (b) Vnoutripartiinaia Borba v Dvatsatie Gody, Rosspen 20054* (le PCR[b] et la lutte interne du parti dans les années 1920), pages 382-385 et 410.

L'échec de la révolution allemande

Trotsky avait exigé que le parti se subordonne son appareil. Le découragement suscité par l'échec évitable de la révolution allemande a renforcé le poids de ce dernier et son contrôle sur le parti. Aucune perspective prochaine de révolution ailleurs ne peut desserrer son étreinte sur une couche militante de plus en plus passive. Qu'en déduire concrètement ? Quelle nouvelle bataille engager ? Le parti qui a conduit la révolution d'Octobre serait-il mort ? C'est ce que pensent ceux qui le quittent à ce moment-là. Pour Trotsky, les jeux ne sont pas faits, mais dans l'immédiat, faute d'un enjeu qui modifierait les conditions de la bataille perdue, il juge urgent d'attendre et de réfléchir.



Christian Racovsky (1873-1941)

CHAPITRE 2

La rupture avec Lénine ou l'invention du "socialisme dans un seul pays"

Staline va un an plus tard donner une nouvelle dimension à la lutte en cours. En novembre 1924, il rompt avec la conception bolchevique de la révolution russe comme part et moment de la révolution mondiale en proclamant la possibilité de « *construire le socialisme dans un seul pays* ». Lénine, dans son dernier écrit, *Mieux vaut moins mais mieux*, soulignait cette impossibilité en affirmant : « *La situation internationale fait que la Russie est aujourd'hui rejetée en arrière* » et la productivité du travail s'est effondrée. Les puissances capitalistes européennes « *ont, écrit-il, accompli leurs tâches à moitié. Elles n'ont pas renversé le nouveau régime instauré par la révolution, mais elles ne lui ont pas permis non plus de faire aussitôt un pas en avant.* »

Certes, ajoute-t-il, « *il ne saurait y avoir une ombre de doute quant à l'issue finale de la lutte à l'échelle mondiale* », mais il s'inquiète : « *Saurons-nous tenir avec notre petite et très petite production paysanne, avec le délabrement de notre pays, jusqu'au jour où les pays capitalistes d'Europe occidentale auront achevé leur développement vers le socialisme ?* », jour qui ne lui semble pas proche. En attendant il faut, écrit-il, « *subsister jusqu'au prochain conflit militaire entre l'Occident impérialiste contre-révolutionnaire et l'Orient révolutionnaire* » qui forme la majorité de l'humanité, mais qui doit avoir « *le temps de se civiliser* ». Dans l'immédiat, il faut tenir. Pour Lénine, donc, l'avènement du socialisme en URSS dépend du succès de la révolution en Europe et dans le monde.

Staline, lui, balaye cette vision et affirme, pour la première fois, la possibilité d'édifier le socialisme dans cette Union soviétique délabrée, dans la *Pravda* du 20 décembre 1924 et, ce même mois, dans une

édition modifiée des *Questions du léninisme* où il affirme possible « *l'édification de la société socialiste intégrale par les seules forces d'un pays* ».

Il oppose cette possibilité, consolante pour les déçus de la révolution mondiale, à la « *révolution permanente* » de Trotsky qui repose sur le constat que Trotsky faisait dès 1906 : « *En liant tous les pays entre eux par son mode de production et son commerce, le capitalisme a fait du monde entier un seul organisme économique et politique* ».

Le socialisme ne saurait donc être édifié dans un pays isolé en revenant en arrière sur cette évolution irréversible ; on ne peut construire un socialisme national autarcique alors que le capitalisme a mondialisé l'économie et fait de la planète un marché unique régi par la division internationale du travail entre les divers pays, c'est-à-dire l'interpénétration et la complémentarité de leurs économies.

“Tout ce qui est nécessaire pour construire la société socialiste intégrale”

Staline le nie ; il promet et répète qu'il est possible de construire le socialisme dans l'URSS isolée, malgré son bas niveau des forces productives.

La révolution permanente niant cette possibilité, il la dénonce comme une « *désespérance permanente* » qui offrirait à la révolution russe une seule perspective : végéter et pourrir sur pied dans l'attente impuissante de la révolution mondiale. Il précisera deux ans plus tard : « *Nous avons*

tout ce qui est nécessaire pour construire la société socialiste intégrale », alors que l'URSS, malgré son imposant développement économique, ne sortira jamais de la pénurie.

Avec ce rêve autarcique, il apparaît comme l'homme de la grande promesse à un appareil du parti sorti d'années de secousses révolutionnaires et désireux de jouir des fruits d'une victoire toujours menacée. L'appareil, débarrassé du souci de la révolution mondiale à préparer, applaudit. Il jouira du « socialisme » chez lui sans se soucier des ouvriers du monde.

Comment ce jeune appareil qui n'est encore que l'embryon de la nomenklatura avide et cynique des années 1940 ou 1960 ne se reconnaîtrait-il pas dans le porteur de cette bonne nouvelle ? Il a besoin de cette feuille de vigne idéologique. Le socialisme dans un seul pays devient la théorie officielle de la majorité puis du parti.

Boukharine, jusqu'en 1922 à l'extrême gauche du Parti bolchevique mais véritable désenchanté de la révolution mondiale, à laquelle, lors des débats sur la paix de Brest-Litovsk, il se déclarait prêt à sacrifier la révolution russe, donne la véritable dimension de la nouvelle théorie en annonçant la construction du « *socialisme à pas de tortue* ».

Le heurt entre lui et la révolution mondiale définit le contenu réel du conflit Staline-Trotsky. Cela apparaîtra pleinement, deux ans plus tard, dans la XV^e conférence nationale du 26 octobre-1^{er} novembre 1926. Trotsky y affirme alors : « *Nous ne construirons jamais le socialisme à pas de tortue* (slogan de Boukharine — NDA) *car le marché mondial nous contrôlera de plus en plus* » ! Pour les apparatchiks, en 1926, la révolution, au-delà des frontières, leur paraît un rêve dépassé et creux. Ce scepticisme deviendra demain hostilité.

Du “socialisme dans un seul pays” à la mort ultérieure de l'Internationale communiste (Comintern)

Le socialisme dans un seul pays va rapidement et profondément transformer

l'Internationale communiste (Comintern). D'instrument destiné à favoriser les révolutions ouvrières dans les pays frappés par la crise économique et sociale, elle se transforme vite en moyen de contrôle politique puis policier sur les différents partis communistes du monde, au compte des intérêts de la bureaucratie vorace et réactionnaire du Kremlin.

Le signe le plus frappant de cette transformation sera la nomination, en 1935, au secrétariat de l'Internationale communiste, de Nicolas Iejov, que Staline chargera, à dater d'octobre 1936, de déchaîner la répression sanglante contre le Parti communistes lui-même et des couches entières de la population laborieuse.

Iejov est nommé au secrétariat de l'Internationale à la fin du Septième et dernier Congrès de l'Internationale communiste qui, pour faire obstacle au dernier ressac de la révolution ouvrière qui monte en Espagne, en France et plus modestement en Pologne, promeut la stratégie des fronts populaires (l'alliance avec des forces bourgeoises viscéralement attachées, sous couvert de « démocratie », à la propriété privée des moyens de production, à la domination des banques et au paiement de la dette par laquelle ces dernières pillent les peuples... tout ce que la révolution russe avait aboli d'un trait de plume ou presque).

Cette transformation progressive de l'Internationale, « épurée » par tranches successives en simple appendice instrumentalisé du Kremlin, aboutira logiquement à sa dissolution par Staline le 15 mai 1943.

L'appareil du Kremlin et Staline auront ainsi réalisé ce que la bourgeoisie n'était pas parvenue à faire : détruire l'Internationale créée dans la continuité de la révolution russe.

Le “commencement de Thermidor”

Trotsky résumera plus tard leur opposition en termes simples : « *A la perspective de la “révolution permanente” la bureaucratie opposait celle du bien-être personnel et du confort* ». Mais cette perspective a des conséquences que ne prévoient ni ses

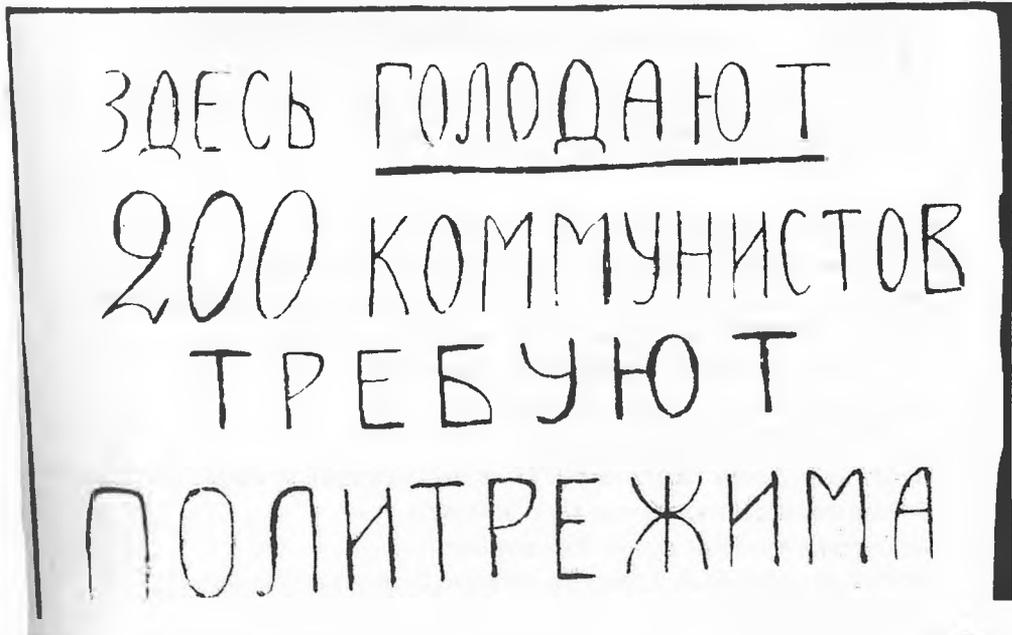
bénéficiaires ni même Staline et que Léon Trotsky dégagera plus tard : « *Pour assurer à des millions de fonctionnaires grands ou petit, leur beefsteak, leur bouteille de vin et autres bonnes choses, il se trouvait qu'il fallait un régime totalitaire* » qui engloutira les vieux bolcheviks bureaucratés.

Il était difficile, en 1923, 1925 et même 1927, de dégager tous les éléments d'une situation encore incertaine et mouvante, puisqu'elle dépendait, entre autres, des succès ou des échecs de la révolution dans d'autres pays, et qui se cristallisera définitivement au début des années 1930.

Trotsky écrira plus tard : « *1924, voilà l'année du commencement de Thermidor* » c'est-à-dire le moment où s'amorce la ré-

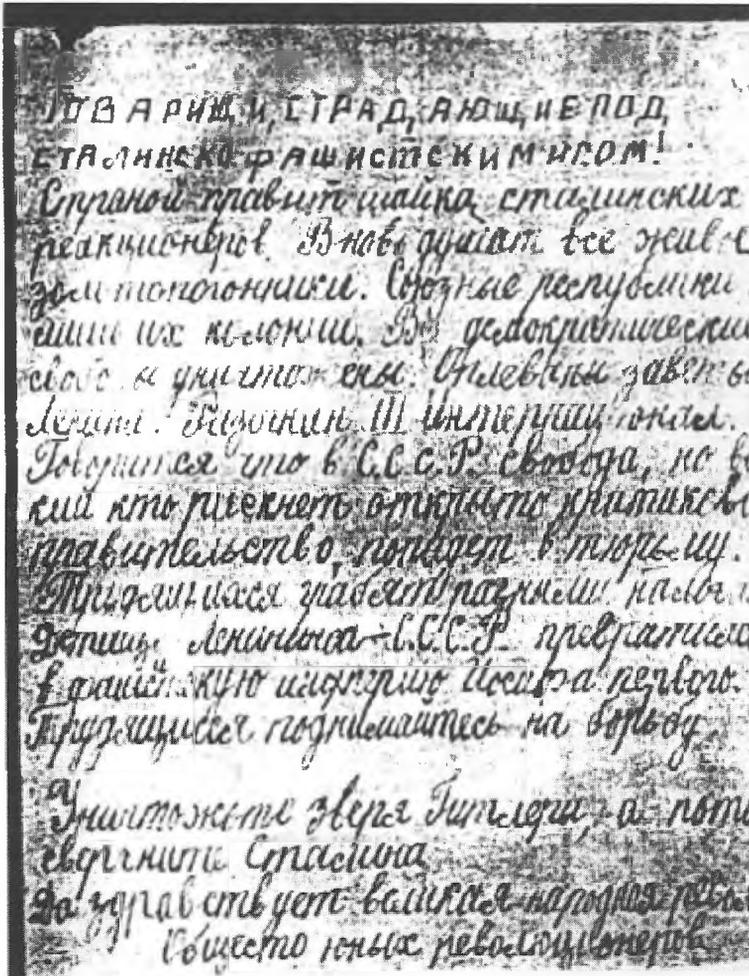
action sociale et politique. Pendant plus de dix ans, Trotsky va préciser, peaufiner son analyse d'un processus, qu'il assimile, en le qualifiant de Thermidor, au phénomène historique qui a mené de la chute de Robespierre et des montagnards au directoire et à ses profiteurs, au consulat, à l'Empire et sa nouvelle noblesse puis à la restauration monarchiste des émigrés.

Il fonde son analogie sur la constatation que toutes les révolutions se déroulent d'une façon similaire, puis constate : « *L'époque révolutionnaire use rapidement les hommes.* » La réaction qui la suit les use plus encore : « *Les hommes se dépensent, les nerfs ne résistent plus, la conscience se dilue et s'effiloche* ».



**“Ici font la grève de la faim 200 communistes.
Ils exigent le régime politique.”**

(Affiche placardée le 12 juillet 1936 à Magadan)



Tract de la société des jeunes révolutionnaires de Saratov dont on lira la traduction ci-dessous (1943).

“Camarades qui souffrez sous le joug stalino-fasciste !

Le pays est dirigé par la bande des réactionnaires staliniens.

Les porteurs de galons dorés étouffent à nouveau tout ce qui est vivant.

Les Républiques fédérées sont simplement leurs colonies.

Toutes les libertés démocratiques sont anéanties.

Les préceptes de Lénine sont bafoués.

La III^e Internationale a été dissoute.

On dit que la liberté existe en URSS, mais quiconque se risque à critiquer ouvertement le gouvernement finit en prison.

Une cascade d'impôts pillent les travailleurs.

L'URSS, la création de Lénine, a été transformée en l'Empire fasciste de Joseph Premier.

Camarades, dressez-vous pour le combat. Anéantissez la bête sauvage Hitler et ensuite renversez Staline !

Vive la grande révolution populaire.”

Société des jeunes révolutionnaires

CHAPITRE 3

La formation de l'Opposition unifiée

Au cours de l'été 1925 se constitue une nouvelle opposition, dirigée par Zinoviev et Kamenev, et qui s'appuie sur l'organisation du Parti communiste de Leningrad. Ecrasée au XV^e Congrès en décembre 1925, elle fusionne, après de longues discussions, avec l'Opposition de gauche pour former l'Opposition unifiée en avril 1926.

Commence alors une lutte de dix-huit mois au cours desquels cette opposition a essentiellement développé une activité de propagande visant, souligne Trotsky, à *« montrer encore et toujours à la masse du parti que l'Opposition se fixe comme tâche, non un deuxième parti et la guerre civile, mais le redressement de la ligne suivie par le parti et par l'Etat par une réforme profonde »*.

Trotsky lie la lutte interne aux développements à l'étranger. Il alerte, le 5 mars 1926 par lettre, le bureau politique sur la grève des mineurs britanniques qu'il sent venir. Il y souligne : la bourgeoisie anglaise doit liquider son industrie minière retardataire. La grève est donc à l'ordre du jour. Mais la direction des trade-unions n'en veut pas ; le Parti communiste est encore trop faible pour avoir une action indépendante ; il reste condamné à une activité propagandiste qui engendre la passivité et l'indécision. Il faut donc aider l'aile gauche du Labour et des syndicats à s'orienter vers la lutte ouverte. Lorsque la grève éclatera deux mois plus tard, le Kremlin préférera l'accord diplomatique avec les dirigeants des trade-unions qui veulent protéger le trône.

C'est en Chine que semble alors se lever une nouvelle vague révolutionnaire. En 1921 s'y est créé un petit parti communiste qui, en 1922, décide, avec l'accord de tous les dirigeants de l'Internationale communiste, Trotsky compris, d'entrer dans le parti nationaliste dit Kuomintang créé par

le fondateur de la République chinoise, Sun Yat-sen, mort en 1923. La Chine est alors soumise aux impérialismes étrangers qui se sont taillé des concessions et ont morcelé le pays entre des seigneurs de la guerre, mafieux à leur botte qui tiennent tout le nord du pays.

Au début de 1925, l'armée levée par le Kuomintang au sud de la Chine et dirigée par Tchang Kai-chek monte vers le nord du pays ; des millions d'ouvriers et de paysans, ébranlés par le choc de la révolution russe et poussés par leur volonté d'indépendance nationale multiplient les grèves et les saisies de terres. Les unions paysannes et les syndicats ouvriers poussent partout comme champignons sous la pluie. Chen Duxiu, le secrétaire du PC chinois, veut alors faire sortir le Parti communiste du Kuomintang pour lui donner l'indépendance qui lui permettrait d'agir. Moscou refuse.

Le 12 mars, Tchang Kai-chek écrase le comité de grève qui dirige, à Canton, une grève de masse commencée seize mois plus tôt, arrête des milliers d'ouvriers grévistes et chasse les communistes de leurs postes dans le Kuomintang. Moscou se tait.

“La voix du parti”

L'opposition décide une « sortie ». Le 30 septembre, Trotsky, Sapronov, Smilga prennent la parole devant la cellule de cheminots de Riazan-Oural'sk qui vote leur résolution. Cette première victoire sera la dernière. Dans les réunions suivantes, des hurlements, des sifflets et des insultes couvrent systématiquement les propos des opposants. Staline ricane : *« C'est la voix du parti ! »* Aucune discussion n'est possible. Les opposants ont le sentiment d'être acculés dans une impasse. Non seulement les escouades de siffleurs et de cogneurs leur interdisent la parole, mais la masse des ad-

hérents, lasse, indifférente, inquiète ou indécise, assiste trop souvent passive à l'affrontement et lève la main pour les dirigeants. Le communiste Ter-Zakharov suggérerait une explication : un ouvrier à l'établi, rappelle-t-il, gagne de 30 à 40 roubles par mois. L'ouvrier communiste qui devient permanent, à l'échelon le plus bas de l'appareil dans le parti, gagne de cinq à six fois plus, autour de 200 roubles. Mal voter, c'est retomber de ces hauteurs, même moyennes, au salaire de misère. Peut-on, dans ces conditions, envisager d'influer sur la politique d'un tel parti, le « redresser » ?

Certains, Sapronov, et Vladimir Smirnov, pensent que non, et donc qu'il faut fonder un nouveau parti ; d'autres, comme Trotsky, Zinoviev et Kamenev, rejettent l'idée que le parti de la révolution est mort. L'Opposition unifiée se désunit donc et doit effectuer une retraite.

Le 16 octobre 1926, les opposants, dont Trotsky, déclarent renoncer à la lutte et se plier aux exigences de la direction. Ils refusent de renoncer à leurs idées, mais reconnaissent le caractère « inadmissible » de leurs activités qualifiées de fractionnelles, désavouent leurs partisans à l'étranger et s'engagent à se soumettre aux décisions du congrès, du comité central et du bureau politique, et même à aider à la liquidation de la lutte fractionnelle et à la « lutte contre toute nouvelle infraction à la discipline du parti ». Cette décision ne fait pas l'unanimité dans les rangs de l'Opposition.

Pour Staline et l'appareil bureaucratique, ce n'est pas suffisant. Ils veulent non seulement que l'opposition renonce à son activité organisée, dite fractionnelle, mais aussi qu'elle renonce à ses idées, en un mot, qu'elle abjure.

Pour l'appareil dirigeant, la réalité sociale dramatique qui se cache derrière les mots sur le socialisme exige la mise au pas totale de l'opposition. Un demi-million de paysans misérables viennent chercher du travail dans les villes alors que l'industrie ne peut en accueillir que 100 000 par an. Il faut s'engager dans la voie de l'industrialisation pour résorber le chômage et aller vers le socialisme dont la réalisation dépend de la victoire de la révolution en Europe. Enfin, Trotsky rejette les conclusions de ceux pour qui l'Etat soviétique n'est plus un Etat ouvrier et veulent logiquement

créer un second parti pour mobiliser la classe ouvrière contre lui. L'Etat soviétique, dit-il, est un état ouvrier avec des déformations bureaucratiques, venant de la pression de la paysannerie aisée et riche et des nepmen, c'est-à-dire les commerçants aisés et les petits ou moins petits patrons qui se sont développés en URSS depuis la proclamation de la Nouvelle politique économique (la NEP) fondée sur le développement partiel d'un secteur privé pour relancer une économie ruinée. Il faut donc combattre dans le parti pour corriger une politique fautive.

Pendant plusieurs mois l'opposition hiberna. Les ouvriers et les paysans chinois vont brutalement mettre fin à cette hibernation. Le 12 avril 1927, Tchang Kai-shek, promu par Staline membre d'honneur de l'Internationale communiste, écrase dans le sang, avec l'aide la pègre locale et la coopération de la police des concessions étrangères, britannique et française surtout, la grève des ouvriers de Shanghai et jette leurs dirigeants communistes dans des chaudières de locomotives. Cette catastrophe réveille l'opposition.

Dans une déclaration, signée par 84 vieux bolcheviks, elle dénonce la politique de Staline et Boukharine en Chine, qu'elle résume en ces termes : paysans et ouvriers ne doivent rien faire qui puisse « repousser la bourgeoisie, effrayer la petite bourgeoisie ». Cette politique a mené les ouvriers chinois à se laisser désarmer puis massacrer à Shanghai par Tchang Kai-shek. Elle la relie à la théorie du socialisme dans un seul pays qui accélère la croissance des koulaks, nepmen, bureaucrates, la différenciation et l'inégalité sociales. Elle appelle à la discussion la plus large et à la restauration de la démocratie ouvrière dans le parti.

A la réunion plénière du comité central et de la commission centrale de contrôle qui se tient fin juillet début août 1927, Staline et sa garde rapprochée exigent l'exclusion de Trotsky et de Zinoviev. Molotov accuse l'Opposition de « préparer l'insurrection contre le parti et le pouvoir soviétique ».

A la fin de cette réunion, qui ne vote pas l'exclusion demandée, vu les divisions de la fraction stalinienne (Ordjonikidze, le président de la commission centrale de contrôle, se prononçant par exemple contre

l'exclusion), les treize signataires de la plate-forme de l'Opposition unifiée rédigeant une déclaration où ils réclament la réintégration des opposants exclus et affirment :

« Nous combattons de toutes nos forces et par tous les moyens toute tendance à créer un second parti. Nous condamnons tout aussi énergiquement et de façon tout aussi catégorique la politique de scission. Nous exécuterons toutes les décisions du Parti communiste et de son comité central. »

Cette déclaration élaborée par les treize membres du comité central et de la commission centrale de contrôle, rédacteurs de la déclaration de constitution de l'Opposition unifiée, suscite plus que des réserves dans ses rangs, à la fois sur la forme et sur le fond, qui s'expriment clairement dans une lettre (restée à ce jour inédite en français) du vieil ami de Trotsky, Adolf Ioffé.

La protestation d'Adolf Ioffé (lettre inédite)

« Cher Lev Davidovitch

Est-ce que le régime qui a été instauré par la majorité du CC pour tout le parti et contre lequel nous (l'Opposition) menons un combat aussi acharné ne commence pas à pénétrer à l'intérieur même de l'Opposition ? "Les sommets de l'appareil" décident et tous les autres se contentent d'adopter ses décisions. Est-il admissible que les 13 opposants membres du CC et de la CCC aient fait une déclaration au nom de toute l'Opposition sans qu'il y ait une discussion préalable au sein de l'Opposition tant sur le fait même de présenter une déclaration que sur son contenu ?

En ce qui me concerne, je considère le fait même de présenter une déclaration comme une erreur. Même si l'on considère que la majorité du parti est favorable à l'unité du parti, contre la scission, contre les fractions, même en ce cas, il est douteux qu'il faille en déduire la nécessité de présenter une telle déclaration. La majorité du parti est indubitablement marquée par l'opportunisme, mais personne ne déduit de ce fait que nous devons nous aussi faire des concessions opportunistes.

En vérité, le fait que Trotsky et Zinoviev n'aient pas été exclus du CC créera inévitablement dans de larges masses l'impression

de la faiblesse et du désarroi de la majorité. Au nom de ce fait, il fallait donc faire quelques concessions.

Mais d'un autre côté, même si l'on ne fait pas cette interprétation du plenum, le fait même de la déclaration doit aussi susciter l'impression qu'elle est due à la peur de ces camarades de se voir exclus du CC.

*Mais même si l'on croit qu'il était nécessaire de faire une déclaration dans cette situation, ne fallait-il pas d'abord obtenir la garantie de la majorité quelle allait l'imprimer **en entier**. Ensuite n'était-il pas possible d'éviter dans le texte de la déclaration des expressions malencontreuses que l'on y trouve ?*

1) "Nous sommes, bien entendu, inconditionnellement pour la défense de l'URSS, sous le CC existant, avec la direction existante du comité exécutif de l'Internationale communiste." *Bien que cette affirmation soit fondamentalement juste, fallait-il écrire de cette façon et créer ainsi l'impression que nous jugeons cette direction juste et correcte, ne convenait-il pas de dire clairement et nettement pourquoi nous sommes pour la défense de la patrie socialiste même sous l'actuelle mauvaise direction du CC et du comité exécutif de l'Internationale communiste ?*

2) *Sur Thermidor. Là encore il y a beaucoup trop de diplomatie. C'est écrit d'une façon qui crée l'impression que nous "rejetons la pensée" non seulement que "notre parti bolchevique est devenu un parti thermidorien", mais que nous rejetons aussi la pensée que sa direction officielle est devenue thermidorienne.*

3) "Nous exécuterons toutes les décisions du parti et de son comité central" : *fallait-il dire cela ? Pour moi, la déclaration de l'an passé des camarades Trotsky et Zinoviev a fait un grand tort à l'Opposition [la déclaration du 16 octobre 1926 par laquelle Trotsky et Zinoviev suspendaient l'activité de l'Opposition — NDA]. Fallait-il la répéter au nom de l'Opposition, alors même que nous savons à l'avance que nous allons combattre de nombreuses décisions du CC et que le CC utilise cela contre nous en nous reprochant à nouveau de ne pas tenir parole, que nous ne remplissons pas nos promesses ?*

4) "Nous sommes prêts à faire résolument tout pour la liquidation de tous les

éléments de fractionnisme...”, etc., alors qu’un peu plus loin nous faisons reposer la responsabilité de ces “éléments de fractionnisme” sur “la dénaturation du régime interne du parti” ; mais cela est si allusif que personne ne comprendra que nous ne prenons l’engagement de “liquider tous les éléments de fractionnisme” seulement lorsque les “dénaturations du régime interne du parti” signalées auront pris fin. Et si nous n’entreprenons pas aujourd’hui cette liquidation, dans ces conditions, on peut nous reprocher à bon droit de tromper le parti.

Peut-être aurions-nous pu éviter ces erreurs si de telles déclarations avaient été soumises à la discussion au préalable. Et même un oppositionnel qui les considérerait comme des erreurs et serait resté en minorité, aurait eu en tout cas le sentiment de se trouver devant un fait accompli et qu’il devait dès lors porter la responsabilité de ce avec quoi il ne serait pas d’accord. J’aurais demandé de réfléchir à cette question.

Je vous serre la main.

Moscou, le 12 août 1927. »

Le 15 novembre 1927, Trotsky et Zinoviev seront exclus du Parti communiste pour avoir organisé la manifestation dite « contre-révolutionnaire » de l’Opposition le 7 novembre, jour anniversaire de la révolution. Le lendemain, en guise de protestation contre cette décision, Ioffé, gravement malade, se suicidera. Ses funérailles marqueront la dernière manifestation publique de l’Opposition.

On put juger de l’ampleur de l’influence de l’opposition et de sa lutte en rappelant la déclaration d’André Sverdlov, fils de Jacob Sverdlov, le véritable co-dirigeant du Parti bolchevique avec Lénine en 1918, futur colonel du NKVD, en août 1953 :

« A l’âge de 16 ans (...), j’ai succombé à l’automne 1927 à la démagogie trotskyste et à l’école j’ai pris plusieurs fois la parole pour défendre les trotskystes. »

L’opposant Dogard, dans une interview réalisée en 1994, un avant sa mort, par Vadim Rogovine raconte la réalité du combat de l’Opposition.

V. R. : Et en quoi consistait alors votre activité d’opposant ?

O. D. : J’allais aux réunions où prenaient la parole Trotsky, Racovsky et d’autres. Puis je diffusais et j’imprimais les tracts.

V. R. : Vous les diffusiez comment ?

O. D. : On les accrochait ou on les collait aux murs. Dans l’arrondissement de Krania Presnia, un arrondissement à 100 % prolétarien, on les distribuait dans les usines. Je travaillais alors à l’imprimerie des *Izvestia*. On y avait notre groupe, et même, dans la rédaction, nous avions beaucoup de partisans, avec à leur tête Viatcheslav Polonski. Il avait été, surtout en 1923, un militant actif de l’Opposition de gauche. Dans l’imprimerie des *Izvestia*, nous étions en tout douze ouvriers typographes opposants. Nous étions informés immédiatement de toutes les réunions d’opposants à Moscou, car nous avions des camarades liés directement aux dirigeants de l’Opposition. La réunion la plus agitée s’est tenue en octobre 1927, à l’Institut technique supérieur Bauman. Nous sommes arrivés en avance, car nous savions que Trotsky y prendrait la parole. Mais la salle était déjà pleine. J’avais amené des camarades d’autres imprimeries, tous des membres du parti. Vers 6 heures, arrivèrent Trotsky et Kamenev. Après une courte introduction, Kamenev passa la parole à Trotsky. Nous étions environ 2 000 là, à l’écouter, assis serrés les uns contre les autres, au coude à coude... Trotsky avait parlé un peu moins d’une heure lorsqu’un coup fut frappé à la porte. On transmit à Kamenev une note informant que Ouglanov, Iaroslavski (1) et Trifrinovitch (le secrétaire du comité d’arrondissement du parti de Bauman) étaient là et désiraient participer à la réunion.

On a soumis la question au vote, car nous savions que s’ils entraient, d’autres staliniens se précipiteraient avec eux et saboteraient la réunion. On a décidé de ne pas les laisser entrer. Un quart d’heure plus tard, l’électricité s’éteignit. Ils avaient dû couper les fils. Et alors j’ai vu mes voisins sortir des bougies. Ils avaient pensé à tout ! Beaucoup d’entre eux avaient derrière eux l’expérience du travail clandestin... Et c’est à la lumière de ces bougies que Trotsky acheva son discours. Feu et flamme ! Les

murs tremblaient sous les hourrah et les applaudissements.

Je l'avais déjà entendu plusieurs fois parler, et en 1923, et en 1924, et en 1927, à la maison des pionniers sur la Polianka, où il était intervenu devant les komsomols des arrondissements de Khamovnitcheski et de Krasnaïa Presnia. Ses auditoires accueillaient toujours Trotsky avec enthousiasme. Mais ce qui s'est passé ce soir-là à l'Institut Bauman dépassait tout ce que j'avais vu auparavant. (...)

V. R. : Et la manifestation du 7 novembre (2) ?

O. D. : J'étais ce jour-là près de l'hôtel National, en face, au coin de la rue Mokhovaïa et Tverskaïa. Sur le balcon se tenaient les chefs de l'Opposition : Smilga, Preobrajenski, Beloborodov. Je les connaissais tous de vue. Près d'eux se tenaient des militaires de l'Académie de l'aviation militaire.

A midi, une colonne de manifestants venus de Krasnaïa Presnia, avec Rioutine (3) à leur tête, est arrivée à la hauteur du National. A ce moment-là, du balcon et du toit, les slogans de l'Opposition ont retenti par mégaphone à l'adresse des manifestants. Rioutine et ses adjoints se sont rués sur le balcon et ont traîné tous les opposants qui s'y tenaient à l'intérieur des pièces. L'un des pogromistes, un grand gars en manteau noir et en bottes, ne cessait de hurler : « *A bas les agents de l'impérialisme britannique !* »

V. R. : A votre avis, combien y avait-il à ce moment-là de partisans de l'Opposition de gauche à Moscou ?

O. D. : Staline a déclaré en juillet 1927, lors de la réunion des cadres du parti de Moscou, que 4 000 militants seulement avaient voté (dans toute l'URSS) pour l'Opposition. C'est un mensonge grossier. La seule ville de Moscou comptait plus de 12 000 opposants.

V. R. : C'est-à-dire 12 000 qui ont publiquement voté pour l'Opposition ?

O. D. : Publiquement, non, moins : environ 9 000 s'y sont résolu. (...)

C'est précisément en septembre 1926 que j'ai été licencié pour mes interventions dans les réunions du komsomol, où j'exposai le contenu des tracts de l'Opposition. A la vérité, ce n'est pas alors que j'ai été exclu du komsomol. On m'a exclu plus tard,

lorsque, le 6 novembre 1927, lors d'une réunion consacrée à l'anniversaire de la révolution d'Octobre, j'ai pris la parole pour exposer la plate-forme de l'Opposition sur les questions de la démocratie dans le parti et dans les syndicats, sur la situation dans le Comintern et sur le chômage. Avant moi, un autre komsomol, manifestement un chômeur, avait pris la parole pour déclarer : « *Il ne reste de la révolution d'Octobre que les yeux pour pleurer.* » (...)

Dans notre foyer, nous recevions pratiquement toutes les lettres que Trotsky envoyait d'Alma-Ata, nous les retapions et nous les reproduisions. Près de 90 % des ouvriers typographes, chez nous, étaient des opposants. Ils travaillaient dans les imprimeries des *Izvestia* et dans d'autres imprimeries. Ils sont presque tous morts, maintenant.

L'un de nos camarades, Lioubovitch, en juillet 1928, est allé illégalement voir Léon Davidovitch à Alma-Ata et est revenu de là-bas avec une photo de Trotsky, sa femme et son fils. A leurs pieds était allongé un berger allemand et Trotsky tenait un fusil de chasse. Nous avons reproduit cette photographie et chacun de ceux qui le pouvaient et le voulaient en achetait un exemplaire. Moi, j'en ai acheté une trois roubles. Et cette année-là, nous avons envoyé à Léon Davidovitch nos souhaits d'anniversaire et d'anniversaire de la révolution d'Octobre en même temps (4).

Pour le onzième anniversaire de la révolution d'Octobre, un meeting solennel fut organisé au théâtre Stanislavski et Nemirovitch-Dantchenko. Kalinine (5) devait y prendre la parole. L'imprimerie des *Izvestia*, considéré comme journal du gouvernement, nous avait donné des invitations. Avant le meeting, des opposants de l'académie Timiriazev sont venus me voir et m'ont donné environ 200 tracts à jeter pendant le meeting. Nous l'avons fait. L'un d'entre nous est descendu éteindre la lumière et, au moment où elle s'est éteinte, nous avons lancé nos tracts du second balcon. J'ai alors, dans l'obscurité, entendu quelqu'un chuchoter : « *Ce sont sûrement les trotskystes... Il faut en informer qui de droit.* » Une voix lui a répliqué : « *Calme-toi, reste assis, ce ne sont pas tes affaires...* » Ils m'ont arrêté le 3 décembre 1928.

V. R. : Que vous a-t-on reproché ?

O. D. : Activité trotskyste. On m'a demandé si je savais qui collait et qui balançait les tracts. J'ai tout nié. Mais, lorsque nous nous sommes retrouvés à la Loubianka, nous avons appris la cause de notre arrestation.

A ce moment-là, venait d'être prise la décision d'exiler Trotsky à l'étranger, et ils arrêtaient préventivement tous ses partisans, et moi dans le lot. Je me suis retrouvé d'abord à la Loubianka, puis à la Boutyrka, à quatre dans la cellule. Je suis resté un mois et demi dans la tour de Pougatchev, puis dans la tour policière.

J'ai été enfermé au cachot pour non-respect du règlement : nous ouvrons les vasistas et nous hurlions à nos voisins pour savoir qui se trouvait dans les cellules voisines.

D'après mes calculs, nous n'étions pas moins de 2 000 internés et presque tous des trotskystes. On nous a gardés trois mois, puis, en mars, on nous a libérés par groupes de cinq.

Moi, je suis sorti le 3 mars avec un sapronovien, un membre du groupe Centralisme démocratique (6). (...)

En 1931, j'ai quitté Moscou et je me suis embauché à l'usine Ouralmach. J'ai vécu d'abord à Irbit, puis à Sverdlovsk.

V. R. : Et après 1931, vous n'avez été au courant d'aucune activité oppositionnelle ?

O. D. : Je suis venu à Moscou en 1933 en congé (...).

V. R. : (...) Y avait-il alors une activité oppositionnelle ?

O. D. : Elle était alors très développée...

V. R. : Quelles preuves en avez-vous ?

O. D. : On nous donnait à lire des tracts sur la tenue en été 1933, en France,

d'une conférence de l'Opposition internationale (7).

(1) Nicolas Ouglanov (1886-1940) était alors secrétaire du comité de Moscou ; Emelian Iaroslavski (1878-1943), membre du comité central, était l'un des propagandistes les plus zélés de Staline ; Ouglanov, partisan de Boukharine, sera destitué en 1929.

(2) Lors de la manifestation du 7 novembre 1927 pour l'anniversaire de la révolution russe, l'Opposition forma son propre cortège et défila avec des banderoles affirmant : « *A bas le nepman ! A bas le koulak ! A bas le bureaucrate !* » Ce fut l'un des motifs de l'exclusion des opposants du parti.

(3) Martemian Rioutine (1890-1937), alors secrétaire du comité du parti de Krasnaia Presnia (quartier ouvrier de l'ouest de Moscou). Partisan de Boukharine, il sera limogé en 1929, puis participera en 1932 à la constitution d'un groupe d'opposants intitulé l'Union des marxistes-léninistes, dont il rédigera les deux textes fondamentaux : *Appel aux membres du PCR (b) et Staline et la crise de la dictature du prolétariat*. Fusillé en 1937.

(4) Trotsky est né le 25 octobre 1879 et la révolution d'Octobre a commencé le 25 octobre 1917, jour de l'ouverture du deuxième congrès des soviets.

(5) Mikhaïl Kalinine (1875-1946), membre du bureau politique, était président du comité exécutif central des soviets, c'est-à-dire théoriquement le chef de l'Etat.

(6) Le Centralisme démocratique était un groupe d'opposition constitué dès 1919, dont les deux principaux dirigeants étaient Timothée Sapronov (1887-1939) (d'où le vocable de sapronovien) et Vladimir Smirnov (1887-1937) (cf. le dossier sur lui dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 2, pp. 43 à 51).

(7) Il s'agit de la conférence dite des Quatre, ou plutôt préconférence ou conférence préparatoire, qui réunit à Paris en décembre 1933 des représentants de l'Opposition de gauche internationale, de deux partis hollandais (RSP et OSP) et du SAP, parti allemand formé d'anciens membres du parti social-démocrate et du PC allemand, qui discutèrent des perspectives de la fondation d'une nouvelle Internationale et adoptèrent une déclaration commune en ce sens.

CHAPITRE 4

Exclusions et répression

A lors que de 1925 à novembre 1927, 970 opposants ont été exclus du Parti communiste, en janvier et février 1928, 2 288 en sont chassés, et le mouvement continue tout au long de l'année 1928 pour atteindre les 8 000 exclus envoyés en exil ou enfermés dans des prisons qualifiées d'« isolateurs politiques » dont le plus important est Verkhné-Ouralsk, aux portes de la Sibérie.

Au VI^e Congrès de l'Internationale communiste (Comintern) Staline fait adopter l'affirmation que la révolution frappe à la porte et que le principal obstacle à sa victoire est la social-démocratie internationale. Cette « analyse » l'amène à écrire que la « social-démocratie ouvre la voie au fascisme », idée souvent traduite par la formule choc : « *La social-démocratie et le fascisme sont deux frères jumeaux.* »

La lettre à Valentinov et la discussion qu'elle suscite

En août 1928, de son exil d'Astrakhan, Racovsky rédige un texte connu sous le nom de « Lettre à Valentinov », qui aborde la question de la nature du pouvoir en URSS. A cette date et longtemps encore, la majorité des opposants de gauche se contentent d'une définition politique de l'appareil qui se hisse peu à peu au-dessus des masses. Ils maintiennent la qualification donnée par Trotsky depuis le début : il s'agit d'un courant « centriste » qui oscille entre la gauche dite trotskyste et la droite boukharinienne favorable à l'édification du « socialisme à pas de tortue » à l'aide du koulak. Or, jusqu'à la rédaction par Trotsky de son ouvrage fondamental *La Révolution trahie* (titre russe : Qu'est-ce que l'URSS et où va-t-elle ?), la question soulevée par Racovsky n'est guère abordée dans les débats souvent vigoureux qui agitent l'Opposition.

Dans sa lettre à Valentinov, Racovsky souligne :

« *Quand une classe s'empare du pouvoir, c'est une partie d'elle-même qui devient l'agent de ce pouvoir. C'est ainsi que surgit la bureaucratie. Dans un Etat socialiste où l'accumulation capitaliste est interdite aux membres du parti dirigeant, la différenciation commence par être fonctionnelle et devient ensuite sociale. Je pense ici à la situation sociale d'un communiste qui dispose d'une automobile, d'un bon appartement, d'un congé régulier, qui touche le salaire maximum autorisé par le parti, une situation bien différente de celle du communiste qui travaille dans les mines.* »

En 1928, on n'est encore qu'au début d'un processus qui va s'amplifier et, entre autres, passer par la suppression — très discrète, clandestine en fait — en 1932, du salaire maximum autorisé pour les membres du parti dirigeant, qui n'auront ainsi plus de limitation réglementaire à leur traitement... Sinon, à quoi servirait la « construction du socialisme dans un seul pays » !

Et Racovsky poursuit :

« *La fonction a modifié l'organe lui-même, c'est-à-dire que la psychologie de ceux qui sont chargés des diverses tâches de direction dans l'administration et l'économie de l'Etat, a changé au point que, non seulement objectivement, mais subjectivement, non seulement matériellement mais moralement, ils ont cessé de faire partie de cette même classe ouvrière (...). La bureaucratie des soviets et du parti (...) constitue une catégorie sociale nouvelle.* »

L'analyse de Racovsky est reprise dans la déclaration dite des sept (Racovsky, son principal rédacteur, Vladimir Kossior, Nicolas Mouralov, Varesenika Kasparova, Otto Aoussem, Karl Grünstein, Koté Tsin-tadzé), où l'on peut lire :

« *D'un Etat prolétarien à déformations bureaucratiques — comme Lénine définissait la forme politique de notre Etat —*

nous sommes en train de passer à un Etat bureaucratique à survivances prolétariennes communistes. Sous nos yeux s'est formée et continue à se former une grande classe de gouvernants avec ses propres divisions internes, qui s'accroît par la cooptation prudente, directe ou indirecte (promotion bureaucratique, système fictif d'élections). Ce qui unit cette classe originale est une forme, originale elle aussi, de propriété privée, à savoir la possession du pouvoir d'Etat. »

Et les auteurs achèvent ce paragraphe par une citation de Marx extraite de la *Critique du droit de Hegel* : « *La bureaucratie possède l'Etat comme sa propriété privée.* »

Dans une lettre du 5 juillet 1930 deux oppositionnels exilés, G. Khotimsky et A. Cheinkman, protesteront contre cette analyse : « *Nous pensons que la bureaucratie n'est pas une classe et qu'elle ne le deviendra jamais.* »

En même temps ils affirment :

« *La bureaucratie est le germe d'une classe capitaliste dominant l'Etat et possédant collectivement les moyens de production.* » Trois semaines plus tard, l'oppositionnel Trigoubov réagira à cette critique en affirmant :

« *Notre tâche la plus urgente est d'étudier le plus attentivement possible le processus de formation de la bureaucratie soviétique, le processus de transformation de l'Etat soviétique en Etat bureaucratique* », et il souligne :

« *Le grand mérite des documents écrits par le camarade Racovsky dès 1928, c'est la profondeur et la pénétration de l'analyse complète de ce processus. La nouvelle déclaration, en approfondissant cette analyse, en l'étendant aux nouveaux appendices du système bureaucratique, la bureaucratie kolkhoziennaise naissante, en scrutant l'état actuel des choses, constate non seulement que la gangrène bureaucratique menace de dénaturer le contenu socialiste du système soviétique en URSS, mais encore dessine à grands traits les caractères de l'ordre bureaucratique qui peut succéder éventuellement à l'ordre soviétique.* »

Au moment même où Racovsky écrit sa lettre à Valentinov se noue une crise économique et politique en URSS qui prépare de nouveaux alignements.

Le tournant de Staline

Staline se heurte à un mur en 1928. Les prix des trop rares produits industriels nécessaires aux paysans grimpent.

Les paysans aisés et (relativement) riches rechignent à livrer leur blé au prix trop bas fixé par l'Etat. Cette grève perlée menace l'approvisionnement des villes et de l'armée. Staline décide de renouer avec les réquisitions de la guerre civile, puis feint d'y renoncer et augmente les prix d'achat du blé par l'Etat de 20 %, sans grand résultat ; en mai 1928, les difficultés du ravitaillement provoquent des troubles dans plusieurs villes, dont Moscou ; les cartes de rationnement réapparaissent.

Pour faire face à la crise du ravitaillement, Staline esquisse alors en effet les premiers pas vers la collectivisation agricole et promulgue le premier plan quinquennal d'industrialisation du pays. Pour y préparer un appareil du parti éduqué pendant cinq ans à dénoncer la collectivisation comme une dangereuse chimère trotskyste, au comité central d'avril 1929, il attaque les partisans de Boukharine.

L'industrialisation ébauchée à dater du début de 1929 exige la collectivisation. Staline s'y engage contraint et forcé avec une brutalité inouïe. L'industrialisation, en effet, va attirer de la campagne vers les villes des millions de paysans déracinés qu'il faut nourrir. Or les 25 millions d'exploitations paysannes individuelles consomment 85 % de leur production (la très grande majorité d'entre elles consommant toute leur petite production). Comment nourrir les villes dont la population va croître à une grande vitesse, l'armée et l'appareil bureaucratique qui croît lui aussi, et de façon quasi exponentielle, avec les 15 % commercialisables dont les paysans individuels gardent la maîtrise de la vente ?

Les premiers ralliements de Radek...

Ce tournant politique exige le renforcement de la répression contre l'Opposition de gauche, et au premier chef contre Léon Trotsky, son théoricien et son ciment. Staline décide alors d'appliquer à Trotsky l'article 58 du Code pénal qui sanctionne les « *menées contre-révolutionnaires* » et qui,

jusqu'à 1986, servira à envoyer en prison, au Goulag, un long convoi de victimes, et décide de l'expulser hors de l'URSS. Son expulsion en février 1929 gêne l'activité de l'opposition et va faciliter le développement de la crise que le tournant politique de Staline va faire mûrir en son sein dans les mois qui suivent. Pourtant, ni cet exil forcé ni les exclusions massives de trotskystes ne semblent de prime abord entraver sérieusement leur activité.

Ainsi, un rapport du 4 mars 1929 de la section de Leningrad du Guépéou affirme : « *La ligne et les tâches du mouvement clandestin trotskyste, ces derniers six mois, diffèrent de la période précédente : actuellement, le mouvement clandestin cherche toutes les formes et les moyens possibles afin d'organiser une vaste opération auprès des masses ouvrières dans les entreprises industrielles de Leningrad.* »

Pourtant s'annonce au même moment une crise de l'Opposition que le tournant brusque opéré par Staline déstabilise. De nombreux cadres, en effet, y voient la reprise de leur propre programme, certes avec des méthodes critiquables, mais qui leur paraissent secondaires par rapport à la portée, selon eux, de ce tournant politique.

Beaucoup d'opposants sont troublés, voire désarçonnés. Ils réclamaient l'industrialisation, Staline la promulgue, ils exigeaient la lutte contre le koulak, Staline l'engage, ils voulaient brider les nepmen, Staline clamera dans la *Pravda* du 27 décembre 1929 : « *Au diable la NEP.* » Ils se prononçaient pour la collectivisation, Staline la lance, ils voulaient combattre la droite de Boukharine-Rykov-Tomski, Staline rompt avec elle. Ils voient dans ces mesures la reprise de leur politique, la démocratie en moins et la répression en plus.

Un vif débat se déroule dans les rangs de l'Opposition. Un groupe de trois, hésitants, Radek, Preobrajenski et Smilga, cessent bientôt d'hésiter et veulent participer à la mise en œuvre de cette politique.

Ils négocient avec le groupe de Staline, demandent la libération de leurs camarades, puis se rallient sans avoir obtenu la moindre concession. Radek donne à ce ralliement sa forme la plus brutale lorsqu'il explique à des opposants déportés : « *Notre plate-forme a magnifiquement supporté l'épreuve, et, de document de combat, elle*

est devenue la plate-forme du parti. » A cette explication politique il ajoute une dénonciation déjà stalinienne de l'Opposition :

« *La jeunesse qui a rejoint maintenant l'Opposition n'a rien de commun avec le parti et le bolchevisme. Ce n'est qu'une jeunesse antisoviétique. Il faut combattre ces gens-là par tous les moyens. Le tiers des membres de l'Opposition viendra avec nous et ceux qui resteront n'ont rien de commun avec le bolchevisme.* »

« Combattre ces gens-là par tous les moyens » : Radek a déjà saisi ce que Staline et l'appareil veulent. Il va devenir — à la différence des deux autres corédacteurs de sa déclaration, Preobrajenski et Smilga — l'un des plus cyniques porte-parole de Staline, qui le fera pourtant figurer sur le banc des accusés du deuxième procès de Moscou, en janvier 1937, puis lui fera défoncer le crâne par un agent du NKVD qualifié officiellement de... « trotskyste » lorsque Radek aura l'imprudance de confier à ses codétenus que ses aveux au procès étaient truqués.

Dans une gare, le train qui les emmène à Moscou croise un train de trotskystes déportés en Sibérie. Radek tente de les convaincre de se rallier à Staline en leur expliquant : « *A Moscou, il n'y a pas de pain. Le mécontentement des masses ouvrières grandit et peut se transformer en indignation contre le pouvoir soviétique.* »

Comme l'invitation à se rallier à ceux qui ont provoqué cette situation ne les convainc pas, il leur crie : « *J'ai définitivement rompu avec Léon Davidovitch !* » L'appel à soutenir le tournant de Staline rédigé par Radek, Preobrajenski et Smilga, recueille près de quatre cents signatures d'opposants exilés, dont Ivan Vratchev, l'un des rarissimes trotskystes — même ralliés à lui — à qui Staline laissera la vie, et que la *Pravda* du 13 juillet 1929 publie.

Leur déclaration se conclut par une autocritique en règle et un ralliement total au groupe de Staline :

« *La logique de la lutte fractionnelle nous a conduit, en exagérant les divergences apparues (...), à négliger, comme l'expérience l'a prouvé, le fait que la politique du CC était léniniste et qu'elle reste léniniste. C'est pourquoi le XV^e Congrès a vu juste lorsqu'il a condamné notre plate-forme.*

Partant des considérations exposées ci-dessus, nous retirons nos signatures des documents fractionnels, nous nous déclarons parfaitement solidaires de la ligne générale du parti et nous demandons notre réadmission dans ses rangs. »

... à Ivan Smirnov

Cette initiative fait souffler un vent de panique dans les colonies d'opposants exilés. L'Opposition de gauche russe, matrice de l'opposition internationale, se disloque. Un nouveau groupe, dirigé par Ivan Smirnov, engage des négociations avec la direction et aboutit, deux mois plus tard, à une déclaration de ralliement au groupe de Staline, du même ordre que la déclaration de Radek, Smilga et Preobrajenski et qui recueille plus de 300 signatures, dont des dirigeants importants comme Mratchkovsky, Ter-Vaganian (l'un et l'autre condamnés à mort en août 1936 lors du premier procès de Moscou), Bogouslavsky (condamné à mort lors du second procès de Moscou en janvier 1937), Beloborodov. Staline veut utiliser les ralliés en leur interdisant de jouer un rôle politique indépendant. Aussi exige-t-il que leur ralliement soit une capitulation : ils doivent abjurer leurs idées et leurs opinions. Dès lors, ils s'engagent, sans le deviner, dans un long chemin de croix de reniements exigés en reniements acceptés ; le totalitarisme stalinien, régime de crise permanente, ne peut en effet accepter aucune pensée indépendante.

Les déclarations de ralliement d'opposants à Staline se multiplient. L'appareil les publie systématiquement dans le bulletin d'information de l'Internationale communiste, *Correspondance internationale*, soulignant ainsi la portée internationale du combat de l'Opposition.

“La révolution est une grande mangeuse d'hommes”

Lorsqu'il apprend la capitulation de Preobrajenski, Trotsky commente : « *La révolution est une grande mangeuse d'hommes.* » Elle a usé nerveusement, épuisé spirituellement toute une génération. Trotsky déduit des ralliements successifs :

« *Nous avons devant nous la perspective d'une lutte longue, tenace, d'un long travail d'éducation.* » Il pronostique pourtant : « *Après avoir erré et hésité, certains nous reviendront.* » La suite lui donnera raison.

Et il insiste : la démocratie n'est pas un supplément d'âme mais une condition fondamentale de la lutte révolutionnaire, car elle permet aux militants et plus largement aux masses elles-mêmes d'intervenir. Mais surtout, les ralliés à Staline raisonnent en termes purement nationaux, évoquent les seules questions de l'URSS en oubliant le reste du monde.

Peu leur importe en réalité la politique catastrophique dite de la « troisième période », qui, sous le vocable « classe contre classe », dénonce la social-démocratie comme la sœur jumelle du fascisme et organise donc la division brutale et systématique de la classe ouvrière. Or pour Trotsky, puisque le sort final de l'Union soviétique dépend de la lutte de la classe ouvrière des autres pays, la politique internationale du Kremlin est aussi importante que sa politique intérieure. « *Le programme national-socialiste de l'Internationale communiste soucie peu* », écrit-il, les partisans de la capitulation « *dans un seul pays* ».

Certes, entre les deux déclarations de ralliement à Staline, Racovsky a regroupé les opposants qui résistent autour d'une déclaration, contresignée par cinq cents opposants exilés, envoyée le 22 août au comité central. Trotsky, de Prinkipo, y appose sa signature un mois plus tard, tout en considérant qu'elle est déjà dépassée.

Après avoir affirmé que « *le knout dans une main, le “déplacement” à gauche dans l'autre, il est possible de créer chez beaucoup une tendance capitularde* », l'oppositionnel géorgien Koté Tsintadzé définit cinq catégories de « ralliés » :

« 1) ceux qui croient sincèrement au déplacement (le pourcentage est faible) ;

2) ceux qui cèdent à la pression, mais qui restent sur leurs positions (pourcentage assez grand) ;

3) ceux qui s'embrouillent dans les questions litigieuses (parmi les leaders) ;

4) ceux qui admettent le ralliement comme une manœuvre pour continuer le travail (pourcentage faible) ;

5) ceux qui s'insinuent dans l'espoir d'une victoire facile (pourcentage

assez grand, également parmi les "dirigeants"). »

Dès les premiers et timides ralliements d'oppositionnels au cours de l'été 1928, Trotsky avait pronostiqué : « *Staline fut obligé de reconnaître au cours du plenum du CC qu'en plus des 10 000 exclus bolcheviks-léninistes, il en restait au parti deux fois plus, c'est-à-dire 20 000.*

Si Staline donne ce chiffre, il faut donc le multiplier au moins par deux (...). Briser ce courant, ce n'est plus possible, car pour chaque tête coupée, il en repoussera deux. »

Les deux déclarations de ralliements paraissent contredire cette affirmation qui semble, en 1929, très exagérément optimiste, en plongeant l'Opposition dans une crise profonde. Et l'expulsion de Trotsky à Istanbul, en février 1929, en privant l'Opposition de son principal animateur et théoricien, ne pouvait qu'aggraver la crise. Mais ce pronostic aventureux en 1928 se vérifia dès 1932 et encore plus nettement à partir de 1935. C'est pourquoi Staline engagera la liquidation physique de l'Opposition, menée à son terme en 1938.

Les premières grèves de la faim

Les nombreux ralliements d'opposants s'accompagnent d'une aggravation des conditions de détention et d'existence de ceux qui refusent de plier. Les trotskystes internés en isolateur sont systématiquement envoyés au cachot, passés à tabac, voire torturés. Ils répondent alors par une série de grèves de la faim.

Une grève de la faim est déclenchée pour protester contre le fait qu'une sentinelle a tiré sur un détenu et l'a blessé, fin avril 1931, dans l'isolateur de Verkhné-Oural'sk, où se trouve, de loin, la plus grosse concentration de prisonniers politiques, et en particulier de trotskystes ; ils l'arrêtent lorsqu'on leur promet la venue d'une commission d'enquête, puis la reprennent en juillet, jusqu'à une victoire douteuse : une commission leur fait des promesses dont la plupart ne seront pas tenues.

L'une des pratiques stalinienne répandues dès cette époque contre les détenus politiques consiste à ne pas les libérer à la fin de leur peine et à prolonger cette der-

nière par simple décision administrative.

Une seconde grève de la faim est déclenchée dans le même isolateur en mai 1933 pour protester contre cette pratique. Elle dure deux semaines puis est brisée. Une troisième y éclate en décembre 1933 contre la même pratique.

En juillet 1929 est sorti à Paris le numéro un du *Bulletin de l'opposition en russe* rédigé par Trotsky et Léon Sedov qui en assume la responsabilité pratique et assure les communications avec l'URSS. En 1929 et 1930, les typographes du foyer de Dogaard, reçoivent régulièrement des lettres de Prinkipo, dont presque tous les pensionnaires du foyer où les documents de l'opposition circulent prennent connaissance. Des centaines de numéros du bulletin au format de carte postale franchissent la frontière de l'URSS dans les valises de membres de l'ambassade ou de délégations commerciales, poussés par la sympathie pour l'Opposition, la haine de Staline ou l'esprit de fronde.

Le "grand tournant" ?

Le 7 novembre 1929, pour l'anniversaire de la révolution, Staline publie dans la *Pravda*, sous le titre « *Le grand tournant* », un article qui annonce la collectivisation totale. Il fabule : « *Même les aveugles voient que le paysan moyen s'oriente vers le kolkhoze* », alors que dans la réalité il faut contraindre, le paysan à coups de bottes, de fusils voire de mitrailleuses, à entrer en masse dans les kolkhozes.

La collectivisation tournant à la catastrophe, la bureaucratie angoissée se regroupe derrière le guide à la poigne de fer qui s'émancipe alors de son contrôle. Il se hisse au-dessus de l'appareil dirigeant, dont il reste en droit le représentant mais devient de fait le maître omnipotent.

Staline se lance dans la collectivisation avec d'autant plus de brutalité qu'il s'y engage contraint et forcé par la crise alimentaire ; l'avalanche déferle sur la paysannerie stupéfaite. Les détachements du Guépéou ratissent, confisquent jusqu'aux bottes des paysans récalcitrants déportent, mitraillent, et bâtissent des kolkhozes géants sans matériel. La tourmente emporte parfois des villages entiers.

Anciens et nouveaux koulaks sont abattus ou déportés avec des partisans rouges de la guerre civile et d'anciens cadres des Comités de paysans pauvres. La masse des paysans, à la seule exception des garçons de ferme, des bergers et des paysans les plus pauvres (et encore), qui n'ont rien à perdre, renâclent ou se rebellent. C'est la guerre civile. La peur de voir la paysannerie renverser le pouvoir soviétique, pousse de nouveaux opposants au repentir.

En collectivisant brutalement l'agriculture, Staline a-t-il, comme on l'écrit souvent, appliqué la politique de l'Opposition de gauche qui n'avait cessé, depuis sa constitution, de réclamer l'industrialisation, la planification et la collectivisation ? Trotsky n'a-t-il pas d'ailleurs répété que cette bataille de l'Opposition avait sauvé l'URSS en fournissant les matériaux que Staline avait ensuite utilisés dans la hâte, la pagaille, le tapage et la fureur répressive ? Il écrit ainsi, le 31 mars 1934 : « *Toute la politique du gouvernement soviétique depuis 1928 est l'application bureaucratiquement déformée des principes de l'Opposition de gauche.* »

Mais ce « bureaucratiquement déformé » change beaucoup de choses. La plate-forme de l'Opposition était à la fois précise et prudente dans ses propositions sur la collectivisation. Elle affirme d'emblée : « *Seule une forte industrie socialiste peut aider la paysannerie à transformer l'économie rurale sur des bases collectivistes* » ; l'industrialisation progressive de l'agriculture est « *la condition indispensable du développement de coopératives socialistes de production et de la collectivisation* ».

On est très loin du compte en 1929. Il faut donc industrialiser en prenant des mesures transitoires : augmenter les impôts sur les koulaks (qu'il ne s'agit donc pas de liquider car on ne peut imposer une couche... disparue), augmenter régulièrement les dotations aux paysans pauvres qui entrent dans des kolkhozes, en amenant petit à petit la partie la plus nombreuse de la paysannerie au passage à la production collective au moyen de machines.

D'ailleurs, dans une lettre de mars 1930 en réponse à des questions d'opposants soviétiques, Trotsky affirme : « *Dans l'agriculture, [il faut] reporter toute nouvelle collectivisation, expliquer aux paysans les*

limites de nos ressources. Passer de la collectivisation complète à la collectivisation sélective en concentrant nos efforts et nos ressources sur les fermes collectives les plus viables et les plus prometteuses. Mettre un terme à la dékoulakisation. »

Staline, lui, collectivise la terre avec les mitrailleuses d'aujourd'hui et les tracteurs hypothétiques de l'avenir, et annonce la « *liquidation des koulaks en tant que classe* », « liquidation » qui passe par la déportation de près de 400 000 familles paysannes étiquetées koulaks et déportées en Sibérie dans des lieux désolés, sans ressources, outillage ni habitat et souvent condamnées à mourir de faim et de froid.

La collectivisation forcée provoque une vive résistance. Partout éclatent des insurrections paysannes : le Guépéou en recense 1 300 en 1929, et plus de 2 200, auxquelles plus de 800 000 paysans prennent part, pour le seul premier trimestre de 1930. Les paysans, poussés de force dans les kolkhozes, abattent massivement leur bétail : le nombre de moutons passera de 97,3 millions de têtes en 1928 à 32,9 en 1934, le nombre de porcs de 22 à 11,5 millions, le nombre de bêtes à cornes de 60 à 33,5 millions et le nombre de chevaux de 32 à 15,5 millions. L'abattage massif du bétail par les paysans et la résistance paysanne à la réquisition de leurs récoltes affament les villes. Boudionny informe Staline qu'après une chute aussi vertigineuse, les cavaliers de l'Armée rouge seront bientôt obligés d'aller à pied.

Staline se livre alors à une manœuvre à triple détente qu'il perfectionne au fil des années. Il feint de reculer et, dans un article de la *Pravda* du 2 mars 1930 intitulé : « *Le vertige du succès* », réduit la catastrophe à quelques bavures qu'il rejette sur des boucs émissaires. Des cadres locaux, fanatiques de la collectivisation totale, enivrés par les résultats obtenus, auraient voulu les amplifier et les accélérer par une « politique d'adjudant ». Deux semaines plus tard, le comité central confirme ce recul momentané. Staline peaufine plus tard cette tactique en la pratiquant en silence.

La lettre des sept

L'Opposition décide de prendre une initiative pour le XVI^e Congrès du Parti com-

muniste (26 juin-13 juillet 1930). Sept de ses dirigeants (Vladimir Aoussem, Varsenika Kasparova, Vladimir Kossior, Nicolas Mouralov, Christian Racovsky, Kral Grunstein et Koté Tsintadzé) adressent une lettre au congrès. Ils y affirment :

« Le comité central est-il responsable des erreurs commises ? (...) Le comité central considère qu'il n'est pas responsable des exécutants (...). Selon les thèses, l'appareil du parti est responsable. Mais qui éduque l'appareil ? Qui le dirige ? Qui le contrôle ? On sait bien qui, d'autant que tous les secrétaires, de haut en bas, sont pratiquement nommés.

Cela ne retire certes pas la responsabilité de l'appareil, dans la mesure où y travaillent des communistes et non des exécutants aveugles et zélés.

Bien sûr, enfin, le parti tout entier est responsable moralement, dans la mesure où il admet les erreurs et les exagérations. Sont responsables en premier lieu ceux qui voient et comprennent ce qui se passe et n'ont pas le courage d'en parler à haute voix.

En fait, la tentative de rejeter la responsabilité sur l'appareil ne fait qu'approfondir la faute du comité central lui-même (...). *L'appareil a perdu le flair politique, il a cessé d'exprimer correctement ce qui existe dans la conscience des masses.*

Là est la tragédie de notre parti.

Mais le comité central ne peut esquiver la responsabilité sur le fond (...).

Deux mots sur les violences. Elles constituent une méthode habituelle d'action dans notre appareil. Tout le parti connaissait les violences. L'opposition léniniste les connaissait aussi, elle qui, en décembre de l'année passée, a sonné l'alarme tant contre la violence exercée contre le paysan moyen que contre l'ultragauchisme bureaucratique.

Il est étrange que seul le comité central n'ait rien vu, rien entendu, rien su pendant quatre mois et que, même en mars, il lui ait fallu mener une "*profonde enquête*" (...).

Une très grossière erreur politique

La directive sur la collectivisation totale était une très grossière erreur politique, une véritable *déchéance* théorique, violant les

principes fondamentaux du léninisme. Le comité central a oublié que le parti communiste ne peut se poser que des tâches historiquement accessibles. Oubliant cela, il s'est attaché à transformer des petits propriétaires en socialistes à l'aide de l'eau bénite administrative et de l'onction du parti...

Dans la mesure où l'épée de Damoclès de la collectivisation totale est suspendue au-dessus de la paysannerie moyenne, nous n'avons pas la paix à la campagne, mais seulement un armistice armé. Le renouvellement des soulèvements est possible à tout moment (1). (*Les notes sont en pages 36.*)

Dans les propositions de l'opposition de 1927, il n'y avait rien — en particulier l'emprunt obligatoire de blé effectué auprès de la couche supérieure de la campagne — qui dût amener à la politique ultra-gauche de ces derniers mois.

A la base du cours ultra-gauche (2) se trouve l'idée préconçue que l'appareil peut tout faire, qu'il n'a rien à craindre.

C'est l'un des péchés mortels, la comvantardise (3), que Lénine craignait plus que tout et qui est l'une des conséquences du vertige du pouvoir.

Aucun communiste ne doit renoncer à l'usage de la violence révolutionnaire de masse du type de la dékoulakisation de masse (ce qui ne signifie pas encore la liquidation des koulaks en tant que classe !) ni de la transformation de la lutte de classe en guerre civile. Mais de telles transformations supposent des relations extrêmement tendues à la campagne, bref une situation extraordinaire, ne dépendant pas de notre volonté, par exemple la guerre et l'organisation d'une Vendée par nos ennemis.

Jouer à la révolution

Mais enfile en temps de paix la tunique et les bottes de 1919 et mettre quasiment soi-même le fusil dans la main du paysan, provoquer la guerre civile, c'est jouer à la révolution, c'est du jacobinisme d'intellectuels, c'est de la légèreté politique. (...)

Le capital politique de la révolution d'Octobre était infiniment grand. Une bonne partie en a été perdu, mais il s'est aussi d'un autre côté enrichi et il s'enrichit encore. L'attachement au pouvoir soviétique est vivant non seulement chez l'ouvrier et

le paysan pauvre, mais aussi chez le paysan moyen, malgré sa colère et son ressentiment. Les fondements socialistes de la planification nous donnent de grands avantages sur les Etats capitalistes.

Mais en même temps, nous assistons à un grand accroissement de la lassitude physique, des désaccords idéologiques et du désordre politique dans l'armée de la révolution. Il n'y a pas de fermeté de classe, qui permettait de supporter indéfiniment la rouille dévorante de la crise industrielle prolongée, aggravée par le despotisme croissant de l'appareil de l'administration et du parti. (...)

Déclin accéléré du Comintern

Avec l'isolement croissant de la République socialiste, nous assistons au déclin accéléré du Comintern.

La situation interne du parti complique la crise. Jamais ce dernier n'a connu autant de fractions, de déviations et de déviationnistes que maintenant. (...)

La substitution de la nomination ouverte au principe de l'élection, ou dans d'autres cas la réduction de l'élection à une pure formalité ont abouti chez nous à une situation où le pouvoir exécutif est devenu absolument tout. Il dirige, il légifère et il se contrôle lui-même — comme en plus, il s'élit lui-même, la bureaucratie s'est substituée aux masses travailleuses.

C'est une des causes du mépris de l'intérêt des masses et de l'apathie croissante chez ces dernières à l'égard des destinées de la révolution...

Les aspirations politiques de la classe ouvrière organisée dans les rangs du parti comme de sa fraction qui se trouve en dehors se ramènent au rétablissement de la démocratie ouvrière et de la démocratie du parti. Ses aspirations économiques se concentrent sur la révision de la politique salariale et celle des innombrables décrets bureaucratiques sur le « renforcement » de la discipline du travail...

Sans la démocratie ouvrière, sans la démocratie dans le parti, il est impossible de sortir le char du pouvoir de l'ornière où il est enlisé. L'histoire de notre pays au cours de ces dernières années montre que l'appareil ne remarque une de ses fautes que pour

avoir le droit d'en commettre une autre encore plus lourde.

Notre économie pose de la façon la plus aiguë le problème de la réorganisation des organes du parti, des syndicats et de l'Etat. Leur multiplicité, leurs effectifs énormes et leur parallélisme prélèvent d'énormes sommes sur les moyens nécessaires à l'industrie et à l'économie socialiste en général. (...)

Nous n'avons pas cessé de nous considérer comme des membres du PBR(b), bien qu'exclus de ses rangs. (...)

Des persécutions inouïes

Au cours des deux dernières années et demie, nous avons été soumis à des persécutions inouïes, au cours desquelles de nombreux camarades ont perdu la vie. Plus de 300 d'entre eux — dont un bon nombre sont dans un état de santé déplorable — se trouvent internés dans des isolateurs politiques. Le camarade Trotsky a été exilé, avec la collaboration du gouvernement turc, à Constantinople. Chez les exilés, perquisitions, mise en quarantaine postale, arrestations de masse (dont les dernières sont récentes) se multiplient.

Rien de tout cela n'a pu nous faire fléchir dans notre lutte pour le renforcement de la dictature du prolétariat chez nous, pour la révolution mondiale, pour l'unité idéologique et organisationnelle du PCR(b) et du Comintern, pour le pouvoir soviétique et, en même temps, pour la mise en œuvre du droit reconnu par les statuts du parti de *“discuter en toute liberté de toutes les questions qui font problème”* ... »

(Les intertitres de cette lettre sont de la rédaction des Cahiers du mouvement ouvrier.)

(1) Allusion aux insurrections paysannes qui avaient émaillé la collectivisation totale (NDR).

(2) C'est-à-dire la décision de procéder à la collectivisation totale et brutale (NDR).

(3) *“Vantardise communiste”* : expression de Lénine pour désigner le bluff de responsables et militants du parti annonçant réalisables ou réalisés des objectifs hors de portée (NDR).

Mais le congrès n'a plus grand-chose à voir avec un véritable congrès. Il s'ouvre par un cérémonial parareligieux qui reflète le changement de statut et d'image de Staline. Quinze délégations de travailleurs, soldats, marins et paysans choisis se succèdent à la tribune en braillant des slogans enflammés : « *Vive notre guide, l'élève de Lénine, le camarade Staline ! A bas les opportunistes à double face ! Vive le parti et son guide Staline ! Vive notre guide aimé le camarade Staline !* »

Pour la première fois, aucun délégué n'exprime le moindre désaccord, la moindre nuance, la moindre réserve. Staline affirme : « *La crise du blé peut être considérée comme résolue (...). L'approvisionnement en pain peut être considéré comme assuré.* »

Deux ans plus tard, la famine dévastera l'Ukraine, le Kouban, le Kazakhstan. L'unanimité derrière le « guide » reflète la peur, camouflée en adoration factice, qui ronge alors les dirigeants et permet à Staline de se hisser au-dessus de ses anciens pairs.

Pour camoufler le chaos et détourner la colère qu'il suscite vers un faux coupable, Staline décide d'attribuer les multiples ratés et les échecs au « sabotage » d'agents de la bourgeoisie mondiale. Il organise, en septembre 1930, un procès de quarante-huit cadres de l'industrie alimentaire accusés de

saboter le ravitaillement et tous fusillés. Il monte, du 25 novembre au 7 décembre 1930, un procès dit du « Parti industriel », organisation contre-révolutionnaire fabriquée de toutes pièces par le Guépéou.

L'acte d'accusation, minutieusement revu par lui, affirme que le Guépéou a découvert des organisations de sabotage « *dans les transports, l'industrie de guerre, le textile, les constructions navales, les constructions économiques, les produits chimiques, l'industrie aurifère, pétrolière, autres branches de l'industrie* » partout donc ! Ce prétendu Parti industriel, auquel le Guépéou attribue un bureau politique de 50 membres, n'a étrangement pas produit le moindre document à exhiber au procès ! Tout repose sur les aveux — truqués et extorqués — des accusés... Déjà !

La lutte de l'Opposition battue a-t-elle dont été inutile, livrée pour la gloire ou pour l'histoire ?

Nullement, affirme Trotsky. Sans cette lutte, « *le cours de Staline-Boukharine en faveur du koulak aurait abouti à une renaissance du capitalisme.* » Sa critique a contraint la bureaucratie à faire à son programme « *des emprunts importants* ». Elle ne pouvait pas « *préserver le régime soviétique de la dégénérescence et des excès du régime personnel* ». Mais elle a « *barré la route à la restauration capitaliste* ».



Boris Eltsine et A. Bravine

НАРОДНОМУ КОМИССАРУ ВНУТРЕННИХ ДЕЛ СОЮЗА ССР
 ГЕНЕРАЛЬНОМУ КОМИССАРУ ГОСУДАРСТВЕННОЙ БЕЗОПАСНОСТИ -

тов. Э И О В У.

От группы заключенных Воркутского отделения УХТРЕЧЛАГА /ст. Уса/ троцкистов, в количестве сорока человек на имя ЦК СССР, Наркома Внутренних Дел СССР, Прокурора СССР и И-ка Управления УХТРЕЧЛАГ"а в 3-ой Отдел ГУГБ поступило два заявления с об"явлением голодовки и пред"явлением требований:

1. Независимого от работы политического пайка / по нормам СМЗ/ с надбавкой на климатические условия и с правом получения в сухом виде.
2. Работы по специальности, близкой к специальности или же по выбору и соглашению с политзаключенными.
3. Условия труда по Кодексу Законов охраны труда.
4. Отдельных помещений для политзаключенных, вне зависимости от места работы, с кочной системой, достаточно светлых, чистых и утепленных. Права размещения в этих бараках по выбору самих политзаключенных.
5. Обеспечения действительной медпомощи политзаключенным. Срочного вывоза тяжело больных в нормальные климатические условия.
6. Права беспрепятственного приобретения на свои средства, как зарабатываемых в лагере, так и получаемых с воли - всех продуктов и товаров, появляющихся в ларьках лагеря.
7. Права и всех необходимых материальных условий для совместной жизни семейных.
8. Обеспечения выписки и получения центральных газет и литературы от всех советских издательств.
9. Снабжения обмундированием."

Одно из этих заявлений подписано 40 заключенными, а другое - " от имени голодающих большевиков-левинцев /троцкистов/ старостой" Тригусовым. Оба заявления являются сугу-

Rapport du chef de la Sécurité de Vorkouta à Iejov.

CHAPITRE 5

Une nouvelle vague d'oppositions...

Au même moment la crise politique en URSS ranime l'activité d'anciens opposants ; un ancien partisan musclé de Boukharine, Martemian Rioutine, organisateur en 1927 des commandos de trublions qui terrorisaient les opposants, exclu du parti en 1930, fonde avec des opposants communistes de tous bords une Union des marxistes-léninistes. Selon lui, sur la situation interne du parti et le rôle de Staline, « *Trotsky et les trotskystes avaient fondamentalement raison (...)* ; *l'énorme mérite et service historique de Trotsky (...), c'est sa découverte léniniste juste, faite au bon moment, des germes de la dégénérescence naissante et imperceptible du parti, sa volonté passionnée de ramener le parti sur la voie de la démocratie interne et d'un centralisme démocratique sain.* » Un regroupement s'esquisse sur la dégénérescence bureaucratique du parti que la plate-forme de l'Union dénonce brutalement.

L'Union fait largement circuler son texte, où Rioutine, son ancien adversaire, brosse un portrait contrasté de Trotsky, qu'il qualifie de « *premier publiciste marxiste au monde (...), une volonté de fer, se transformant parfois en entêtement, une forte et brillante individualité, un organisateur remarquable, un tribun d'envergure mondiale* ».

Un opposant de gauche, dans une lettre à Trotsky que Victor Serge lui transmettra après sa libération, évoque la plate-forme de Rioutine et ses rencontres avec d'anciens partisans de Boukharine, Slepkov, Astrov, Maretski et d'autres : « *Tous des anciens trotskophages ont complètement changé et ne cachaient pas — bien sûr dans des cercles intimes — leur nouvelle attitude vis-à-vis de Trotsky et des trotskystes.* »

L'ancien dirigeant des Jeunesses communistes, Vissarion Lominadzé, et le philosophe boukharinien, Jan Sten, rassemblent un groupe d'opposants ; l'ancien trotskyste

Ivan Smirnov, la même année, en rassemble autour de lui une centaine d'autres (dont l'ancien trotskyste Mratchkovski) et charge l'un d'eux, l'ancien trotskyste Holzman envoyé par le gouvernement à Berlin, d'y rencontrer Léon Sedov. C'est l'amorce d'un « bloc » des oppositions, dont Trotsky propose qu'il commence « *pour le moment (donc Trotsky envisage des développements ultérieurs) par l'information réciproque* », eux sur l'Union soviétique et l'Opposition de gauche sur la situation internationale. Cet échange facilitera l'action autonome de chaque groupe.

Au second procès de Moscou, en janvier 1937, Piatakov, brisé par le NKVD, présentera ce bloc antistalinien de 1932 comme une entreprise terroriste visant d'abord à « *écarter par tous les moyens Staline et ses proches auxiliaires (...)*. *En second lieu, Trotsky parlait de la nécessité de grouper toutes les forces antistaliniennes en vue de cette lutte.* » C'est assez juste... à deux nuances de taille près : à « *écarter Staline* », Vychinski ajoute « *par tous les moyens* », pour l'accuser d'avoir voulu l'assassiner ; au regroupement de toutes les forces antistaliniennes, il supprime la précision « *du parti* », pour suggérer que Trotsky voulait rassembler tous les adversaires du régime, monarchistes et fascistes compris. Nuances de taille...

... et d'adhésions au trotskysme

A partir de 1932, et plus encore après la vague de répression déchaînée par Staline au lendemain de l'assassinat du premier secrétaire du PC de Leningrad, Serge Kirov, le 1^{er} décembre 1934, les rangs des trotskystes voient affluer chez eux de nouveaux partisans venus de deux horizons différents :

— d'anciens oppositionnels qui avaient rompu en 1929 et 1930 et reviennent sur leur ralliement,

— de jeunes communistes qui avaient souvent participé avec enthousiasme au plan quinquennal et au lancement de l'industrialisation balbutiante, et sont rebutés par la politique de Staline et les mœurs de l'appareil bureaucratique.

Exemple du premier courant, la déclaration de Benjamin Moïseévitch Poliakov, en date du 30 juin 1935, adressée au comité central, particulièrement significative parce qu'elle part de la situation internationale et des positions dictées par Staline à l'Internationale communiste :

« Je considère comme mon devoir de bolchevik d'informer le CC que, sous l'influence des événements des dernières années, je révisé toute une série de positions exposées dans ma déclaration à la Commission centrale de contrôle du PCR(b) du 29 décembre 1933. Toute la situation dicte la nécessité d'unir les forces du communisme pour la défense de l'URSS et de toute la cause d'Octobre contre l'offensive menée par le fascisme mondial.

Je suis néanmoins profondément convaincu que cette tâche historique mondiale n'est pas réalisable sur les voies de la politique actuelle de l'Internationale communiste (limitation de ses intérêts à la diplomatie soviétique, déclaration de Staline dans sa conversation avec Laval, etc.), ni sur les voies de la terreur déclenchée à l'intérieur du parti par la bureaucratie qui se renforce, terreur qui anéantit dans les prisons et par l'exil des milliers de magnifiques bolcheviks qui donnent leur vie pour la cause de Marx-Engels-Lénine.

Vu ce qui précède, je demande que soit considérée à l'avenir comme nulle et non avenue ma déclaration de soutien inconditionnel à toute la ligne du CC.

30 juin 1935.

Ville de Souzdal,

Isolateur du NKVD. »

Six mois plus tard, un autre repent, V. A. Soussenko, revient sur son ralliement antérieur dans une déclaration au CC et à la CCC du 11 janvier 1936 :

« Trois années de séjour dans l'isolateur politique de Verkhné-Ouralsk non seulement ne m'ont pas convaincu de la justesse de la politique de Staline, mais au contraire ont renforcé mes doutes sur sa valeur.

Je considère l'envoi que je vous avais fait d'une déclaration annonçant que je quittais l'Opposition comme une très grosse et impardonnable faute, et pour cette raison, je considère que la déclaration que je vous fait parvenir aujourd'hui annule la précédente. Politiquement je reviens totalement et entièrement sur les positions des bolcheviks-léninistes. »

De telles déclarations, qui sont en réalité des déclarations de guerre à la direction stalinienne, ne sont nullement isolées. En l'état actuel des connaissances, il est impossible de les chiffrer : des dizaines sans le moindre doute, des centaines peut-être.

Ajoutons que nombre de ceux qui reviennent dans les rangs des bolcheviks-léninistes ne se manifestent pas de façon aussi démonstrative.

Au cours de la vague de répression que Staline déchaîne dès le lendemain de l'assassinat de Kirov en décembre 1934, le Guépéou (rebaptisé NKVD en 1934) soumet systématiquement tous les détenus trotskystes à une batterie d'interrogatoires destinés à leur faire reconnaître l'existence d'un réseau trotskyste clandestin. En règle générale, les trotskystes envoient promener les enquêteurs poliment mais fermement, comme le soulignent les procès-verbaux d'interrogatoires publiés ci-après. Ces revers répétés du Guépéou sont sans doute l'un des motifs qui poussent Staline à monter ses procès de Moscou qui visent à présenter quiconque est étiqueté à tort ou à raison trotskyste comme un traître, un saboteur, un espion et un terroriste

Des interrogatoires sans résultat...

Au début de 1936, le NKVD arrête tous les trotskystes exilés à Minoussinsk, en Sibérie, et les soumet à des interrogatoires systématiques qui sont, pour la police politique, autant d'échecs (sauf évidemment les interrogatoires des agents provocateurs systématiquement infiltrés dans les rangs des trotskystes qui racontent à la fois ce qu'ils savent et ce que les responsables du NKVD leur demandent de dire).

Milman est le plus jeune des accusés. Il est né en 1907. A 17 ans, il entre à la faculté d'histoire et de philosophie, adhère aux Jeunesses communistes. Ce sont les années

que décrit Chalamov où « Moscou vibrait d'une vie intense... On discutait absolument de tout... Chaque décision du gouvernement y était aussitôt discutée, comme à la Convention ».

Il rapporte comment, dans un club, une vieille ouvrière du textile, insatisfaite des explications données par le secrétaire du parti, exige que le ministre vienne expliquer la réforme monétaire et « Piatakov, ministre-adjoint des Finances, est venu ». On discutait dans les usines, les foyers, les soirées entre amis et, bien sûr, à l'université.

Les départements de littérature et d'histoire étaient le lieu des débats les plus enragés et « certains noms commençaient à émerger, Milman, Volodia Smirnov, Aron Kogan ».

Dès décembre 1927, Milman est exclu « pour appartenance à l'opposition », assigné à résidence à Atchinsk pour trois ans, en 1932 condamné à trois ans d'isolateur, puis à nouveau en 1934 et exilé à Minoussinsk. Il prendra part à la grève de la faim des trotskystes à Vorkouta en 1937 et sera fusillé.

Interrogatoire du 6 mars 1936

Question : Quand et d'où êtes-vous arrivé à Minoussinsk ?

Réponse : En 1934, j'ai été condamné par une résolution d'une réunion spéciale de l'Oguépéou, selon l'article 58 du Code pénal, à une assignation à résidence en Sibérie pour trois ans. Je suis arrivé à Minoussinsk en provenance de l'isolateur de Verkhne-Ouralsk les 4-5 mai 1934 pour purger ma peine.

Question : Avec quels exilés politiques avez-vous noué des liens personnels à Minoussinsk et sur quelle base ?

Réponse : J'ai eu des liens avec ceux qui m'étaient personnellement et politiquement proches.

Question : Qui est Voulfovitch à qui vous adressiez une lettre qui a été saisie sur vous et qu'est-il pour vous ?

Réponse : Voulfovitch était mon camarade de chambre à l'isolateur de Verkhne-Ouralsk, ses convictions politiques sont trotskystes, il est actuellement assigné à résidence à Aktioubinsk.

Question : Pourquoi avez-vous tenté de détruire cette lettre adressée à Voulfovitch et à qui appartient-elle ?

Réponse : Cette lettre m'appartient et j'ai tenté de la détruire pour ne pas donner de motifs à des questions oiseuses (...).

Ajout : Voulfovitch était trotskyste quand il était à l'isolateur, c'est-à-dire jusqu'en 1933. Je ne connais pas ses positions politiques actuelles.

Interrogatoire du 7 mars 1936

Question : Racontez quand et comment vous avez participé à une organisation contre-révolutionnaire ?

Réponse : Quand je suis arrivé à l'isolateur de Verkhne-Ouralsk en juin 1931, j'ai adhéré au collectif trotskyste (majoritaire) qui était dirigé par un bureau et avait une rédaction et un journal.

Question : Racontez la lutte contre-révolutionnaire que menait l'organisation trotskyste contre le PC(b) et le pouvoir soviétique.

Réponse : Le collectif trotskyste de l'isolateur de Verkhne-Ouralsk dont j'étais membre n'a jamais mené de lutte contre-révolutionnaire contre le PC(b) et le pouvoir soviétique, il se battait contre la politique de sa direction.

Question : Par quels moyens était menée cette lutte ?

Réponse : Pour autant que je sache, le collectif se fixait la tâche de son auto-défense politique et idéologique et l'éducation de ses cadres. Je n'ai pas connaissance d'autres méthodes de lutte.

Question : Comment s'effectuait pratiquement le lien avec les trotskystes demeurés en liberté ?

Réponse : Je ne connais pas les moyens d'avoir un lien avec les trotskystes demeurés en liberté, cependant je sais que nous recevions de l'extérieur des documents de L. D. Trotsky, notamment ses articles "La révolution permanente", "Problèmes du développement de l'URSS", "Sur la situation en Espagne" et autres. Et que les camarades, à leur sortie de l'isolateur, informaient les exilés de la vie à l'intérieur.

Question : Quels documents programmatiques et tactiques ont été élaborés par votre organisation ?

Réponse : Je connais les articles suivants : “Berenstein”, “Sur la mort de Pokrovsky”, “Genève et Tchapeï” dont l’auteur est Grigori Iakovine, “La crise de l’aventure ultra-gauchiste”, “La voie du romantisme petit-bourgeois” (sur Gorki), “Les soixante ans de Racovsky” et une série d’articles d’ordre politique et économique dont l’auteur est Solntsev (Alexandre) Elisar Borissovitch ; certains de ces articles étaient en fait partagés par la majorité de notre collectif.

Question : Quels documents ou articles ont été écrits par vous personnellement ?

Réponse : J’ai écrit un article, “Le plan quinquennal de reconstruction” et fait une traduction du français “Remarques de Blanqui sur Robespierre”, tirée du livre de Mathiez “La Montagne et la Gironde”.

Question : L’instruction sait que l’introduction aux remarques de Blanqui a été écrite par vous et publiée dans le journal “La vérité derrière les barreaux” sous les initiales “G. M.”.

Réponse : J’ai écrit seulement la traduction des remarques sur Blanqui. Je n’ai pas écrit l’introduction.

Question : Avec quels groupes politiques et quelles personnes votre groupe trotskyste a-t-il établi des liens ?

Réponse : Notre collectif trotskyste avait des liens avec le collectif trotskyste de la minorité ; ces liens étaient de nature politique et pratique.

Question : Combien de membres comptait le bureau et la rédaction de votre organisation trotskyste ?

Réponse : Le bureau comptait de 5 à 7 membres. Le comité de rédaction était à peu près le même.

Question : Dites quelles étaient les fonctions du bureau et du comité de rédaction.

Réponse : Les fonctions du bureau et du comité de rédaction étaient les suivantes :

a) la mise en forme organisationnelle et politique du collectif ;

b) l’expression des divers points de vue politiques, leur discussion, l’échange d’opinions ;

c) l’édition du journal et sa diffusion parmi les collectifs de trotskystes existant dans l’isolateur ;

d) comme indiqué plus haut, l’éducation idéologique des membres et la protection des cadres du collectif.

Question : Quelle était la composition du bureau et de la rédaction de votre organisation trotskyste ?

Réponse : Je refuse de répondre à la question de la composition du bureau de la rédaction.

Question : Quel est votre rôle dans l’organisation trotskyste ?

Réponse : J’ai écrit les articles mentionnés précédemment, j’ai lu les textes élaborés par le collectif, j’ai participé aux réunions et y suis intervenu.

Question : Avec quels membres de votre organisation avez-vous été lié ces temps derniers, après avoir été libéré de l’isolateur ?

Réponse : En exil, j’ai eu des liens avec les membres du collectif trotskyste de l’isolateur de Verkhne-Ouralsk : Abram Grigorievitch Podzemsky, qui vit à Bek-Boudi ; Grigori Voulfovitch, qui vit à Aktioubinsk. Cette liaison était postale et avait un caractère strictement personnel. De plus, j’avais un lien avec Filippov, qui se trouve à Tobolsk, Melnaï, qui se trouve à Kolyma ; de ce dernier je n’ai reçu qu’une carte postale il y a un an.

Question : Quelles tâches avez-vous reçu de votre organisation trotskyste ?

Réponse : A mon arrivée de l’isolateur de Verkhne-Ouralsk, en 1934, je n’ai parlé de la vie politique et de la lutte à l’intérieur de l’isolateur qu’à Marc Semenovitch Kourits, aujourd’hui jugé et qui se trouve dans le Siblag.

Déposition de Milman du 28 mars 1936

(Les réponses de Milman à toutes les questions de l’enquêteur ont un caractère négatif : “Rien d’important”, “je ne sais pas”, “je n’ai pas lu”, etc.).

Déposition de Milman (à la suite de l’interrogatoire du 28 mars)

(...) **Réponse :** Je n’ai lu aucun des documents qui m’ont été présentés, “Thèses sur le parti et l’Etat”, “Bureau du collectif

de gauche”, “Dictature du prolétariat sur une base supérieure”, “Le tournant insensible”, “La révolution permanente et le national-socialisme”, deux documents de A. Niourine “Sur la constitution d’un parti communiste ouvrier (des bolcheviks-léninistes)”.

Question : L’introduction au document “Remarques de Blanqui” est écrite par vous et sous vos initiales “M. G.”, ce qui est en contradiction avec vos dépositions du 7 mars. L’instruction insiste pour que vos dépositions soient exactes.

Réponse : La préface “Remarques de Blanqui et les problèmes de la révolution populaire” à la traduction des remarques de Blanqui sur Robespierre m’ont été montrées, préalablement à leur parution dans le journal “Pour la révolution permanente”, il est possible que cela explique que mes initiales “G. M.”, G. Milman, figurent sous cette préface. »

Interrogatoire du 1^{er} avril 1936

Question : Le 28 mars de cette année, on vous a présenté une série de documents trotskystes dont deux documents signé du pseudonyme de “A. Niourine”. Dites-nous quel est le nom véritable de A. Niourine.

Réponse : le pseudonyme de “A. Niourine” m’est inconnu. Je n’ai lu aucun article portant cette signature.

Question : Sous quel pseudonyme Grigori Iakovline écrivait-il ses articles à l’isolateur ?

Réponse : Je ne répondrai pas à cette question.

Question : A l’interrogatoire du 7 mars à Minoussinsk, vous avez dit que le pseudonyme de “A. Niourine” était celui de Grigori Iakovline. Le niez-vous maintenant ?

Réponse : Je nie catégoriquement avoir dit le 7 mars à Minoussinsk que le pseudonyme de “A. Niourine” était celui de Grigori Iakovline.

Question : Il résulte de vos paroles que G. Iakovine écrivait ses articles sous un autre pseudonyme et que le pseudonyme de “A. Niourine” n’est pas le sien. Sous quel pseudonyme écrivait G. Iakovine ?

Réponse : Je refuse de répondre à cette question.

Question : A l’interrogatoire du 7 mars à Minoussinsk vous avez déclaré avoir organisé une aide financière et envoyé un paquet à Marc Kourits au Siblag. Dites-nous qui a pris l’initiative de collecter l’argent, qui a participé à la collecte et pour quelle somme.

Réponse : J’ai effectivement déclaré à l’interrogatoire du 7 mars que je lui avais, de ma propre initiative (après avoir reçu un télégramme de Kourits), envoyé un paquet sur mes deniers personnels et aussi un mandat avec la participation des parents de Kourits. Par ailleurs, les amis personnels de Kourits lui ont apporté une aide modique.

Question : Quels sont les noms des amis personnels de Kourits et combien ont-ils donné ?

Réponse : Je refuse de répondre à cette question.

Interrogatoire du 3 avril 1936

Question : Vous êtes accusé... Faites une déposition sur vos activités antisoviétiques.

Réponse : Je n’ai mené aucune lutte contre le PC(b) et le gouvernement soviétique. Cela concerne également (...) la période que j’ai passée à Minoussinsk de 1934 à 1936 (...).

(Ensuite Milman ne donne plus que des réponses négatives aux questions de l’enquêteur.)

Réponse : Je connaissais personnellement Dorochenko, mais je n’ai eu aucune (...)

Question : Au premier interrogatoire du 5 mars, vous avez déclaré : “J’ai eu des liens avec les exilés qui m’étaient politiquement proches.” Qui sont-ils ?

Réponse : Je ne les nommerai pas.

Les interrogatoires de Dorochenko

En mars et avril 1936, le NKVD interroge Anatoli Dorochenko, trotskyste condamné à trois ans d’exil à Minoussinsk, puis arrêté, juste avant la fin de sa peine,

après une perquisition au cours de laquelle on a trouvé chez lui... une collection de vingt-quatre séries de documents trotskystes, dont plusieurs textes de Trotsky lui-même (« Qu'est-ce que la révolution permanente ? » ; « La théorie de la révolution permanente et le national-socialisme », etc.). Il est soumis à plusieurs interrogatoires, dont les deux que nous reproduisons donnent la teneur.

Procès-verbal d'interrogatoire d'Anatoli Dorochenko du 6 mars 1936

Question : Vous êtes accusé d'appartenir à une organisation trotskyste contre-révolutionnaire dans les rangs de laquelle vous êtes resté jusqu'à ces derniers temps.

Réponse : J'appartiens à l'organisation des bolcheviks-léninistes (Opposition). Je refuse de répondre à la question sur le moment auquel j'y ai adhéré.

Question : Lecture vous est donnée d'un extrait de votre lettre de 1932 adressée à (Liovedko ?) sur la nécessité d'élaborer une ligne politique et de préserver l'organisation :

"Je répète qu'à mon avis aujourd'hui le salut de notre collectif, tant de sa ligne politique que de l'organisation elle-même, est réalisé par des mesures "héroïques". Il ne peut y en avoir que deux, qui doivent obligatoirement se recouper, se compléter l'une l'autre et aller dans la même direction, c'est-à-dire vers l'unification de tous les bolcheviks-léninistes de l'isolateur sur une base politique."

L'instruction vous incite à fournir des dépositions véridiques.

Réponse : Je refuse de répondre aux questions d'organisation et de politique, et, entre autres, à cette question.

Question : Racontez à quel moment est apparue l'organisation contre-révolutionnaire trotskyste dans l'isolateur de Verkhné-Ouralsk.

Réponse : Je refuse de répondre à cette question comme à toute question politique et d'organisation.

(Les lignes soulignées en gras
le sont sur le procès-verbal.)

Procès-verbal de l'interrogatoire du 9 mars 1936

Question : Lors de la perquisition chez vous, on a saisi des documents trotskystes. Racontez à l'instruction qui vous a envoyé ces documents.

Réponse : Ces documents appartiennent à l'organisation des bolcheviks-léninistes (Opposition) et dans la mesure où ils ont été trouvés chez moi, ils m'appartiennent à moi et ont été écrits personnellement par moi.

Question : Découle-t-il de votre réponse que vous êtes l'auteur de ces documents ?

Réponse : Je répète une fois de plus que ces documents appartiennent à l'organisation des bolcheviks-léninistes (Opposition) et qui, dans la mesure où ils ont été trouvés chez moi, m'appartiennent personnellement et sont écrits de ma main.

Question : Vous mentez car une partie ces documents trouvés chez vous ne sont pas écrits de votre main.

Réponse : Je ne désire pas répondre à cette question.

Interrogatoires de Grigori Iakovine

Etudiant, engagé volontaire dans la Garde rouge en 1917 puis dans l'Armée rouge, il s'engage dans la rédaction d'une thèse sur la révolution allemande ; militant actif de l'Opposition de gauche, il est exclu du Parti communiste dès 1927 ; il est l'un des plus actifs militants engagés dans le regroupement de l'opposition décimée en 1928-1930 par les ralliements à Staline. Il sera, en 1937, l'un des principaux dirigeants de la grève de la faim de Vorkouta et l'un des premiers fusillés.

Procès-verbal d'interrogatoire de Iakovine Grigori Iakovlevitch du 13 avril 1936

Question : Vous êtes accusé d'appartenir à l'organisation trotskyste. Faites des dépositions sur son activité et sur la part que vous y prenez.

Réponse : Dans l'isolateur politique de l'Oural, il n'y avait pas d'organisation trotskyste, il y avait un organisme chargé de la vie quotidienne des prisonniers et qui entretenait des relations officielles avec l'administration.

Question : Vous mentez. L'instruction sait que dans l'isolateur de l'Oural existait une organisation trotskyste constituée sur le plan politique et organisationnel.

Réponse : Les organismes existant dans l'isolateur de Verkhne-Ouralsk avaient exclusivement des fonctions matérielles, culturelles, et de représentation des détenus devant l'administration.

Question : Vous mentez à nouveau. L'organisation trotskyste avait son bureau, son comité de rédaction, son journal et menait une activité politique. Allez-vous nier l'existence d'une telle organisation ?

Réponse : Je refuse d'indiquer comment étaient formés les organismes chargés de fonctions matérielles, culturelles et de représentation devant l'administration. Ces organismes ne menaient aucune activité politique.

[L'accusé Iakovine a refusé de signer sa réponse à cette question.]

Question : Quels documents programmatiques et politiques a diffusés l'organisation trotskyste dans l'isolateur politique de Verkhné-Ouralsk ?

Réponse : Je refuse de répondre à cette question.

Question : Connaissez-vous A. P. Dorochenko ?

Réponse : J'ai fait la connaissance d'Anatoli Dorochenko dans la prison spéciale de Iaroslavl au cours d'une promenade.

Question : Avec lesquels de vos documents, rédigés dans l'isolateur, Dorochenko a-t-il pris connaissance ?

Réponse : Je ne sais pas.

Question : Quels documents avez-vous fourni aux cadres trotskystes en liberté ?

Réponse : Je n'ai pas fourni de documents à des cadres trotskystes en liberté.

Question : Vous mentez de nouveau. L'instruction sait que vous avez fourni des documents trotskystes à toute une série de personnes internées dans la prison de Iaroslavl.

Réponse : Ces affirmations ne correspondent pas à la réalité.

Question : L'instruction est informée de cas où vous avez fourni des documents trotskystes à des détenus, et en particulier à Dorochenko. Nous vous invitons à dire la vérité.

Réponse : Je n'ai pas fourni de documents à Dorochenko.

Question : Dites à l'instruction quel est votre pseudonyme littéraire.

Réponse : Je refuse d'indiquer mon pseudonyme littéraire.

Question : Voici l'un des documents que vous avez transmis à Dorochenko dans l'isolateur de Iaroslavl. Allez-vous après cela continuer à nier que vous avez transmis des documents trotskystes à des détenus ?

Réponse : Je répète que je n'ai fourni aucun document à Dorochenko.

G. Iakovine

Ont interrogé l'accusé :

— le chef du NKVD, le major de la sécurité d'Etat Pavlov ;

— le vice-chef du NKVD, chef de la section d'instruction de la Sécurité d'Etat, capitaine de la Sécurité d'Etat, Krestiankine.

Ainsi, les trotskystes interrogés mettent en échec leurs enquêteurs du NKVD. Staline devra passer à une étape supérieur pour tenter — en vain — de les briser. Il décidera alors de les exterminer.

Cette « lutte » ne va cesser de s'élargir et de s'amplifier jusqu'à l'assassinat de Trotsky. L'émigré russe Baranetski expliquera bien pourquoi en 1938 :

« Chaque communiste, écrit-il, est en fait un trotskyste potentiel. Et l'achèvement effectif (et pas seulement apparent) de la lutte contre le trotskysme ne peut être obtenu qu'en surmontant le Parti communiste lui-même. »

Les plus dangereux adversaires de Staline et de son groupe se trouvent, écrit-il « à l'intérieur du parti lui-même » ; tout communiste, même ayant soutenu et soutenant Staline contre Trotsky, est susceptible de rester en effet attaché au système social issu de la révolution et peut donc aspirer, donc, à l'étendre ; l'enthousiasme de milliers de jeunes communistes désireux de s'engager en Espagne en 1936 en témoigne.

Tout communiste est donc suspect d'être un adversaire potentiel de la caste

bureaucratique et menacé d'être exclu, arrêté, condamné, déporté ou fusillé sous l'étiquette de « trotskyste », même s'il la rejette. C'est le sort que connaîtront les vieux cadres bolcheviks.

Lorsque, le 11 novembre 1937, Staline annoncera aux dirigeants de l'Internationale communiste sa décision de liquider le Parti communiste polonais, il leur déclarera : « Tous les trotskystes doivent être pourchassés, abattus, exterminés. » Pourtant, aucun des dirigeants polonais abattus à Moscou ne l'était.

ПРОТОКОЛ ДОПРОСА

ОБВИНЯЕМОГО Я К О В И Н А ГРИГОРИЯ ИКОВЛЕВИЧА ОТ 13/IV-36г.

Вопрос: Вы обвиняетесь в принадлежности к троцкистской организации - дайте пояснения о ее работе и Вашей в ней участии.

Ответ: В Уральском политизоляторе троцкистской политической организации не было, был обще-бытовой торгово-промышленный орган, который вступал неоднократно в официальные отношения с администрацией.

Вопрос: Вы говорите неправду, следовательно известно, что в В-Уральском изоляторе существовала политическая и организационно оформленная троцкистская организация.

Ответ: Органы, которые существовали в В-Уральском изоляторе, имели исключительно бытовые, культурно-просветительские функции и представительство перед администрацией.

Вопрос: Вы снова говорите неправду - троцкистская организация имела свое бюро, редакцию, газету - была политическая работа - будете ли Вы отрицать наличие такой организации?

Ответ: Как были устроены органы, выполнявшие бытовые, культурно-просветительские функции и представительство перед администрацией - я показать отказываюсь. Никакой политической работы эти органы не вели. (От подписи ответа на данный вопрос обвиняемый ИКОВИН отказался).

Вопрос: Какие программные и политические документы существовала троцкистская организация в В-Уральском изоляторе.

Ответ: На этот вопрос я отвечать отказываюсь.

Вопрос: Знакомы ли Вы с ДОРОВИЦКО А.П.?

Procès-verbal de l'interrogatoire de Iakovine.

CHAPITRE 6

Les ultimes grandes grèves de la faim : Magadan et Kolyma

Après l'assassinat de Kirov, le 1^{er} décembre 1934, Staline déclenche une répression violente contre les opposants d'hier et d'aujourd'hui, en particulier contre les « trotskystes ». En 1936, tous les trotskystes envoyés en exil ou en prison sont transférés dans des camps de concentration. Plusieurs centaines sont embarqués avec leurs familles dans des wagons, envoyés à Arkhangelsk, et, de là à Vorkouta, au-delà du cercle polaire. Dès leur arrivée, ils apprennent que leur peine de détention a été prolongée de cinq ans par décision de la conférence spéciale du NKVD, sans aucune explication. Leur arrivée à Vorkouta coïncide avec le débat sur le projet de « Constitution stalinienne » dite « la plus démocratique du monde ». Un trotskyste avait résumé l'opinion générale de ses camarades : « *Ce n'est pas une Constitution, c'est une prostitution.* »

Dans le même temps, une nouvelle génération d'opposants se dresse face à Staline et à la bureaucratie. Rappelons que les détenus dans les camps sont catalogués KRD (activité contre-révolutionnaire), ou KRTD (activité contre-révolutionnaire trotskyste). Evguenia Guinzbourg appelle ces derniers les « *parias des camps* », auxquels, écrit Varlam Chalamov, « *dans tous les camps passés, présents et à venir, les gardiens faisaient la chasse (...); pas un seul chef n'aurait voulu faire montre de faiblesse pour exterminer ces "ennemis du peuple"*. (...) *La lettre "T" était une marque au fer rouge (...). KRTD, c'était la marque de la bête sauvage qu'il fallait abattre.* » A partir de 1937, les dossiers des « KRTD » comportaient des instructions spéciales, qui « *étaient un ordre de tuer, de ne pas laisser sortir vivant* ».

Staline les craignait d'autant plus que les trotskystes déportés sont très combattifs.

Un jour, un convoi de trotskystes allant du Kazakhstan au camp de triage de Vladivostok, s'arrête un moment à Krasnoïarsk ; les détenus crient par les fenêtres des wagons : « *A bas le comité central contre-révolutionnaire du parti dirigé par Staline !* » A Vladivostok, au cours de leur transfert au port, les trotskystes tendent une banderole proclamant : « *A bas Staline !* », et crient : « *Ouvriers ! Regardez, vous avez devant vous des communistes bolcheviks-léninistes entourés d'une escorte fasciste.* » Staline doit les briser. Leur combat se traduit, entre autres, par les deux grèves de la faim engagées par eux à Magadan en juillet-août 1936, puis dans le camp de Vorkouta, au nord de la Sibérie. Pour mettre fin à leur combat qui menace sa dictature policière, Staline les fera tous massacrer.

On peut trouver un récit de ces deux grèves, fondé sur divers témoignages, dans le livre de Pierre Broué : *Communistes contre Staline*. Nous présentons ici d'abord un récit de la grève de Madagan, extrait des souvenirs inédits en français de Mikhaïl Baïtalski (1903-1978), ancien membre de l'Opposition ouvrière, déporté à Kolyma et qui survécut, entre autres parce qu'il a refusé de participer à ce mouvement qui, d'après lui, ne pouvait se conclure que par un massacre.

Le récit de Baïtalski Les trotskystes à la Kolyma

« Un mois exactement après notre départ de Karaganda, notre convoi de prisonniers parvenait à grand peine à la baie où nous attendait déjà le bateau du Dalstroï, le « Djourma » ou le « Koutch ».

Il faut rendre justice à l'esprit révolutionnaire de la majorité de ce convoi, aux

trotskyistes ; pendant tout le trajet du point de débarquement jusqu'au port, sous bonne escorte, ils chantèrent de vieux chants révolutionnaires. Tout le convoi, tête nue, chantait avec ardeur "L'Internationale", "Victimes, vous êtes tombés...", "La Varsoviennne", "Marchons au pas, camarades"...

Les matelots du beau tanker norvégien, d'un blanc laiteux, qui stationnait à quai, affluèrent sur le pont avec un étonnement non dissimulé pour observer cet étonnant convoi de prisonniers, marchant fièrement au son de "L'Internationale"...

Au port, nouvelle complication : le bateau est dans une rade éloignée, et il faut y monter depuis des barges remorquées par des canots, mais la deuxième barge refuse d'embarquer tant que les autorités ne leur promettent pas qu'ils pourront circuler librement sur le pont.

Au matin, un canot est arrivé de la ville avec le procureur et un représentant du NKVD. Les revendications du délégué — libre circulation sur le pont et la même nourriture que les gardiens — ont été satisfaites et tout le convoi embarqua. Devant nous, cinq jours de navigation sur la mer d'Okhotsk jusqu'aux portes de Kolyma, la baie de Nagaevo. Nous naviguons...

En vue des rives japonaises, les gardiens sur le pont enlèvent leur casquette d'uniforme, couvrent leur fusil de leur manteau et s'adosent au mât et aux caisses de marchandises. Presque tout le convoi est sur le pont.

Les droits communs sont enfermés dans la soute. La nourriture est correcte, on nous laisse libre. Notre seul chef ici, ce sont les délégués. Je tâche de me tenir à l'écart du convoi, pour ne pas être considéré comme "m'étant joint à eux".

A la politesse des gardiens, à la conduite souple des autorités, on sentait qu'ils agissaient non de leur propre chef, mais conformément aux directives centrales : ne pas provoquer le convoi, faire des concessions, mais, à tout prix, les amener à Kolyma sans bruit, sans éclat... Ils allaient payer cher, très cher, en premier lieu les délégués, les "faveurs" obtenues pendant le voyage.

Le lendemain de notre arrivée au centre de répartition de Magadan, un représentant du NKVD vint nous voir pour nous déclara-

rer que tous les KRTD (activité contre-révolutionnaire trotskyste) seraient soumis au régime général. Il énuméra les conditions de ce régime qui suscitèrent les vives protestations des plus actifs. Les délégués (ceux de Karaganda avaient gardé leurs fonctions et s'étaient unis à ceux des autres convois trotskystes qui nous avaient rejoint en provenance de Vladivostok) publièrent les revendications qu'ils entendaient présenter à l'administration. L'essentiel était :

1) Les KRTD auront à Kolyma les droits des exilés.

2) Chacun aura un travail selon sa spécialité.

3) Paiement du travail selon la grille générale.

4) Ne pas séparer les couples.

5) Liberté de correspondance avec le continent (1).

Si ces revendications n'étaient pas satisfaites, ils engageraient une grève de la faim jusqu'à satisfaction.

... Le plus triste étaient que la plupart des extrémistes étaient des révolutionnaires armés politiquement, de vrais communistes. Parmi eux, il y avait quelques trotskystes fanatiques depuis longtemps dans le parti, mais la plupart étaient des jeunes, bouillants, peu expérimentés dans la lutte politique, qui se considéraient comme de véritables combattants du léninisme.

... Comme les revendications des délégués avaient été rejetées par le NKVD, un groupe d'une centaine, c'est-à-dire une minorité, décida la grève de la faim.

Je ne m'y joignis pas. Cela étonna mes camarades de convoi (pas ceux qui partageaient mes idées), car ils me connaissaient comme un antistalinien intransigeant, qui avait appartenu, depuis le X^e Congrès, à "l'opposition ouvrière", maintes fois sanctionné pour son activité d'opposition, enfin comme un vieux bolchevique, un révolutionnaire professionnel.

Je n'expliquai à personne les raisons de ma position tant sur la grève de la faim que sur toute autre question politique pour une raison très simple : je ne faisais confiance à *personne*.

(1) Par opposition avec « l'archipel » des camps.

Je savais, j'avais pu constater qu'aucun groupement politique ne comptait en ses rangs autant d'informateurs et de provocateurs que les groupes d'opposition dans le parti ; parmi eux, un certain nombre s'imaginaient qu'en tant qu'agents secrets dans "le camp ennemi", ils agissaient pour "la plus grande gloire" du parti, au nom de la sauvegarde de la "cause de Lénine". Je ne parlais à personne sur des sujets politiques parce que je savais que, dès le lendemain, ils seraient rapportés "à qui de droit".

Je ne me joignis pas à la grève de la faim parce que je comprenais qu'on ne nous amenait pas à la Kolyma pour nous y laisser vivre dans des conditions normales. Je comprenais que le NKVD avait intérêt à toutes les manifestations, tous les putschs. J'avais depuis longtemps intégré cette maxime de la lutte politique : "Ne fais rien qui puisse servir à l'ennemi", c'est-à-dire en ce cas à Staline-Iejov.

Je n'avais aucune envie de me jeter moi-même dans la gueule du loup. De plus, je considérais qu'il fallait bien que quelqu'un survive pour faire savoir aux générations futures ce qu'était le stalinisme.

Le lendemain du début de la grève de la faim, ceux qui ne s'y étaient pas associés furent répartis en groupes de travail pour se rendre aux gisements aurifères.

Ceux qui s'étaient déclarés grévistes refusèrent de monter, mais on les embarqua de force. Ils furent ligotés et dispersés de façon à ce qu'il y en ait le moins possible dans chaque groupe.

On les alimentait de force par le nez avec un bouillon nourrissant, si bien que la grève se prolongea presque une centaine de jours.

La grève des trotskystes endurcis se termina par leur "victoire". Une victoire à la Pyrrhus, comme il fallait s'y attendre : il y eut un accord écrit, presque un traité, selon lequel le NKVD s'engageait à satisfaire les revendications si la grève cessait. Mais il fallait être bien naïf pour faire confiance au NKVD !

Je m'étonnais que des militants aguerris, des vieux bolcheviks comme Samuel Krol, membre du présidium du comité exécutif central des syndicats, ou Abram Grinstein, membre du commissariat populaire aux Finances, que même eux ne comprennent pas que depuis longtemps, après l'assassinat de

Kirov, Staline avait décidé l'extermination de toute opposition. Et que cette grève de la faim servait ses intentions.

Au lieu de se soumettre passivement pour survivre, comme les décembristes en exil et aux travaux forcés, ils choisirent l'affrontement direct. Dans un pays désormais sans visage, sourd et muet, un Etat policier, la meilleure part de cette puissante cohorte se condamnait à l'extermination par une tactique de lutte erronée, naïve, la lutte contre l'appareil tout-puissant du NKVD, bras armé du stalinisme.

(Au bout de quelques mois il est transféré dans un camp.)

La tente était grande, pour soixante personnes, chauffée par un tonneau en fer rempli de pétrole. Il y avait une quinzaine de trotskystes et d'opposants de gauche, des décistes. Tous avaient été ramenés des mines où ils travaillaient pour être jugés.

Je ne demande rien à personne : je suis un étranger, je me suis prononcé contre la grève et toute autre manifestation menaçant la vie des opposants. Tout à coup un trotskyste s'approche de moi, dans la semi-obscurité je reconnais Boris Kniajitsky. Je le connais de l'époque de Nicolaev, c'était encore un gamin. Et ensuite à Kharkov. Sur le bateau, il était proche des délégués et ne parlait pas. Il me saisit par la main.

La confession de l'agent provocateur

« Vous aussi, M. Ia vous allez passer en procès ?

— Quel procès ?

— Je vais tout, tout vous raconter.

Je le regarde : pâle, les yeux fixes, il bégaie, sa voix tremble, il a des tics nerveux.

— Une minute. Je vais tout vous raconter, mais d'abord je vais vous danser un tango argentin !

Il s'éloigne de moi, prend le rythme, commence à danser et à chanter d'une voix chaude de ténor (...). Il poursuit sa chanson, en transe comme un chaman... J'essaie de comprendre sa conduite. Simulation ? Psychose due à la prison ? Mélange de psychose et de névrose ? Quand il a fini, il me prend par le bras, saisit son manteau et le mien et m'entraîne dehors.

C'est une nuit glaciale, mais claire et sans vent.

— M. Ia, vous savez qui je suis ? Il se frappe au visage. Que croyez-vous ? Que je suis Boris, votre élève, que vous avez fait entrer à 19 ans au komsomol, puis au parti, pris avec vous à Kharkov, puis orienté vers la faculté ouvrière et l'institut... Vous étiez pour moi le modèle de tout ce qui était bien, de tout de qui était sacré... Et maintenant, avant de mourir je ne peux me confesser qu'à vous. De toute façon, tout se saura. Je sais que certains trotskystes ont déjà compris quel rôle je joue chez eux. Mais je veux *tout* vous dire à vous, M. Ia. ! Quand, après la discussion de 1923, on vous a exclu du collectif — vous vous souvenez ? — et qu'on vous a laissé neuf mois sans travail, qu'on se moquait de vous et que votre famille avait faim... Je me souviens de tout, même si, quatorze ans ont passé.

Quand j'ai su qu'on vous avez exclu, j'ai pensé et j'ai dit : si on exclut du parti des gens comme M. Ia., qui va y rester ? Je savais que vous apparteniez à l'Opposition ouvrière, mais il me semblait que Trotsky luttait plus activement que Chliapnikov contre le cours suivi alors par le parti. Je considérais Trotsky comme le successeur de Lénine. Et je suis devenu trotskyste. Clandestin. Actif. J'ai terminé l'institut du textile, je suis devenu ingénieur. Je n'intervenais pas publiquement. Je votais toujours pour la ligne du CC, mais je diffusais clandestinement de la littérature trotskyste.

Je n'avais pas la trempe des vieux révolutionnaires ! j'ai commencé à faiblir. Alors que j'avais déjà deux enfants, j'ai rencontré une femme, follement amoureuse de moi, elle était à la direction du département des cadres de l'appareil du parti. Elle insistait pour que je quitte ma famille, et c'est ce que j'ai fait (je manquais de volonté). Ma nouvelle compagne ne savait pas que j'étais trotskyste. Nous avions chacun un bon salaire, nous pouvions bien nous habiller, très bien manger, elle avait accès à un "magasin spécial". Nous allions au théâtre, à l'opéra, voir des opérètes (vous vous souvenez comme j'aime la musique !). C'était, comme on dit, "la belle vie". Avec sa protection j'ai été admis dans un groupe de spécialistes envoyés à l'étranger pour étudier le fonctionnement de l'industrie textile dans toute une série de pays. Et là-bas... Pour la première fois, j'ai

vu des cafés, des dancings et tant de choses que j'ignorais. En un mot, j'ai vu la "décadence bourgeoise". Que c'était tentant ! Même si j'étais d'origine prolétarienne et votre élève. Mais, sans doute j'étais faible et aussi capable de jouer double jeu. J'aime la musique, la danse. Je ne sais pas d'où cela me vient. Vous avez été, M. Ia., un militant clandestin. Mais c'était un autre temps, d'autres gens. Il y avait une communauté d'idées, un autre environnement... Vous n'êtes pas fatigué de m'écouter ? Vous n'avez pas froid ? Peut-être je continuerai une autre fois. Ma femme et mes enfants m'attendent... Ma femme et mes enfants ! Je les ai trahis, salaud, pour des fripouilles, des mirages. J'ai trahi mes camarades trotskystes pour le plat de lentilles du NKVD...

Mais revenons en à mon récit... Soit j'étais suivi, ou bien quelqu'un m'a trahi, comme je le fais aujourd'hui, ou bien c'est ma femme... mais un jour, on me convoque : "*Alors Kniajitsky ? Agitateur clandestin ? On joue double jeu ?... Qu'est-ce qu'on va faire de toi ?*"

Je me tais, incapable de dire un mot, le sang me monte à la tête, mes jambes flageolent... je sens que je pâlis, mes yeux se troublent... Je tends la main vers une carafe d'eau... mais déjà la personne qui m'interroge me tend un verre d'eau, j'essaie de boire, ma main tremble, mon verre cogne contre mes dents... "*Allons, allons, Kniajitsky, calme toi, bois, ça ira mieux.*" Je surmonte enfin mon tremblement.

J'avale quelques gorgées, je me calme un peu. "*Alors, continue cette "personne", en me fixant droit dans les yeux, qu'est-ce qu'on va bien pouvoir faire de toi, hein ?... Ecoute ! On t'observe depuis longtemps. On sait tout de toi. Absolument tout. Tu comprends, tout ! Inutile de chercher à savoir ! Tu es allé à l'étranger ?*" "*J'y suis allé. Envoyé par le ministère, au nom du CC*" — "*Ah, du CC (en un éclair je pense à ma nouvelle femme)... Bon, alors voilà, crois-tu qu'on va faire de toi un martyr de la cause ? Un opposant idéologique ? Non, mon petit père, tout ça, c'est fini ! Tu sais ce qu'est l'article 58 ? Non ? Alors, lis.*" Et il me tend le Code pénal.

"*Lis, tu as compris ? Tu sais ce que veut dire espionnage ? Tu es allé à l'étranger ? Et là dans les cafés et les dan-*

cings ?” Puis, haussant le ton : *“Un trotskyste clandestin, un opposant idéologique ? Non, espèce de pute, tu es comme ta salope de mère, un espion, un agent d’un pays capitaliste, enrôlé à l’étranger. Et tu as séduit une honnête travailleuse responsable des organes du parti à des fins d’espionnage. Tu as compris ? Attends, inutile de m’interrompre, je sais ce que tu vas me dire...”* — Je parvins à balbutier : *“Non, tout ce que vous voulez, mais pas espion !”* — *“Espion, cria-t-il à plein poumons, espion, c’est la corde qui t’attend !”* Ma tête tournait, j’étais vidé. J’avais la langue collée à la gorge. Je ne pouvais prononcer un mot, j’étais incapable de réfléchir. Silence. Et soudain, il s’adresse à moi, calmement : *“Bois un peu d’eau et écoute moi. Tu peux racheter ta faute devant le parti. Ecoute bien ce que je vais te dire. Tu écoutes et tu obéis, sinon tu es mort. Tu sais que nous ne plaisantons pas. Vas-y, signe.”* — *“Signer ça ? Un engagement ?”* Je n’ai même pas vraiment lu, les lettres dansaient devant mes yeux — *“Tu hésites, vociférait mon tortionnaire, salir le parti, tu savais, mais l’aider pour racheter ta faute envers le parti, le pays, le peuple, ça t’es pas capable ? Tu as oublié le commandement “Tout communiste doit être un tchékiste” ? Tu fais le dégoûté ? Choisis !”*

Et j’ai... j’ai signé, M. Ia. *“Bon ! Maintenant, voilà : tu es maintenant tenu de poursuivre ton activité trotskyste et de nous communiquer par écrit, deux fois par semaine, tous les noms et tout ce que tu sauras. Un mot de trop et tu sais ce qui t’attend, tu as signé. Tu signeras tes petits rapports “Comte”. Ne viens pas chez nous, nous te convoquerons en cas de besoin...”* Et vous savez à qui je devais remettre ces rapports, qui me fixerait mes tâches ? A ma seconde femme...

... Plus de quatre années ont passé. Vous vous souvenez à quel point il restait peu de trotskystes en liberté au début des années 1930. La clandestine s’était dispersée. La majorité s’est éloignée de l’Opposition, s’est mise au service de Staline, a voulu sauver sa peau. Les autres étaient en isolateur, en exil, en camp. Et vous savez ce qu’ils ont fait, les salauds ? Ils m’ont arrêté... En y mettant les formes : *“C’est nécessaire. Tu vas partir en exil. Individuellement, pas en convoi. Là-bas, on t’atten-*

dra. Nous leur écrivons. Tu resteras le “Comte”. Tu feras partie de la colonie. Ne t’inquiète pas, matériellement tu seras ravitaillé. Tu donneras des informations sur la vie de la colonie. Et tu seras à la disposition de notre antenne locale. Compris ” J’ai répondu : *“J’ai compris.”* Et que pouvais-je faire ? Les trotskystes en exil me faisaient confiance, ils avaient vu que j’étais *“au courant”*, que je connaissais beaucoup de monde, y compris des dirigeants. *“J’informais.”* Mes informations ont permis de renvoyer quatre trotskystes en isolateur avec une nouvelle condamnation. Avais-je des remords ? Non, d’abord parce que je m’étais endurci. Ensuite, je me trouvais des justifications : après tout, on est plus à l’abri à l’isolateur qu’en exil, il y a moins de risques. Ou encore, si même Ivan Nikititch Smirnov, Lev Semenovitch Sosnovski ont rompu, si même Christian Georgievitch Racovsky a fait une déclaration... M. Ia ! D’accord, je suis un traître, un délateur, une pute, tout ce qu’on veut. Bien sûr, je ne me comparais pas à ces géants, mais cela me soulageait, même si leur conduite ne pouvait justifier la mienne.

Bon, 1936 est arrivé et toute notre colonie, sans exception, a été envoyée à Kolyma. La veille du départ, on m’a appelé : *“Tu pars avec eux. On informera l’administration de Kolyma. Compris ?”* J’ai compris. Je savais que je n’étais pas le seul *“Comte”* parmi les trotskystes, qu’il y en avait une quantité. Arrivé à Magadan, bien sûr, je me suis présenté au chef du département... La grève de la faim a été décidée. Je me demandais que faire, ne serais-je pas suspecté, si je ne m’associais pas ? On m’a fourni une attestation médicale, selon laquelle j’avais la tuberculose... et le conseil des délégués m’a exempté de la grève de la faim. J’ai été nommé, comme travailleur du textile, responsable des marchandises de la coopérative, et ainsi je devais aller d’une mine à l’autre et j’étais leur *“agent de liaison”*. J’étais en liaison avec tous les trotskystes de toutes les mines, de tous les groupes de travail. Pourquoi étaient-ils si naïfs, pourquoi me faisaient-ils confiance ? J’ai fait la *“liaison”* pendant plus de six mois et j’ai souvent rencontré leur dirigeant, Krol. Pensez, M. Ia., Krol en personne ! Samuel Krol ! Une personnalité lumineuse ! Membre du parti depuis 1913 !

Membre du présidium du Conseil central des syndicats ! Et une telle imprudence ! A travers moi, il maintenait une liaison avec tous les trotskystes dispersés ! Et pendant cette grève insensée et après. Bien sûr, je photographiais toutes ses notes dans les locaux du NKVD, je transmettais les notes et ensuite remettais les photos à Magadan. A l'administration. Il me reste maintenant peu de choses à vous dire, M. Ia., mais c'est le plus important, le plus terrible. Dans une note, Krol avait écrit : *"Il nous faut organiser une phalange solide de trois ou quatre cents hommes pour la défense de nos intérêts et on ne nous tortura plus à la mine."* Quelque chose dans ce genre. A ce moment-là, la direction a décidé d'organiser ici aussi un procès contre les trotskystes.

Je sais que le NKVD local renâcle à organiser ce procès, il ne le fait que sur ordre de Moscou. Et il manque de matériaux. Tout le noyau actif trotskyste, les délégués sont déjà enfermés à la "maison Vaskov" de Magadan. Maintenant, on amène les seconds couteaux. Ils m'ont dit qu'ils me considéraient comme un travailleur responsable du NKVD, bien que non officiel...

Je sais que dans tout le pays, on va organiser des procès de KRTD. C'est eux qui me l'ont dit. Et mon chef me dit : pour la mise en forme juridique du procès, il va falloir me dévoiler pour que j'y participe. J'étais d'accord. Je pensais en finir avec ce rôle ignoble. Qu'on me prenne pour un trotskyste "repenti", pas un provocateur. Si on a pu tenir Zinoviev, Kamenev et Radek comme ils l'ont été à leur procès, qu'exiger de moi ? Et c'est là qu'arrive le plus terrible. Mon chef me déclare : *"Ecoute bien Boris, ce qu'on te demande. Tu dois témoigner par écrit et oralement — au procès — que les trotskystes ici, à la Kolyma, avec à leur tête Samuel Krol, préparaient une insurrection armée (vous entendez, ni plus ni moins que ça !), avec l'aide et le soutien de l'Amérique et du Japon. Ils ont jeté une bouteille avec des documents dans le détroit de Lapérouse."* Et la preuve devait être la note de Krol : *"Il nous faut organiser une phalange solide de trois ou quatre cents hommes pour la défense de nos intérêts..."* (c'est-à-dire de nos intérêts de détenus). J'ai compris ce que cela signifiait. J'ai bondi de ma chaise et me suis écrié :

"Quoi ! Vous voulez les fusiller ? Krol aussi vous voulez le fusiller ?... Je pensais que vous vouliez prolonger leur peine, sans plus, et vous voulez les fusiller !" Il m'a répondu : *"Contrôle un peu tes nerfs. Tu veux jouer les héros ! J'en ai brisé bien d'autres. Tu as suivi le procès de Zinoviev et Kamenev ? Tu as vu ? Tu as lu ? Zinoviev, Kamenev et d'autres, pas des blancs becs comme toi, ont fait des dépositions sincères et toi : "Je ne veux pas" ? Dis tout de suite si tu la fais cette déposition ! On ne va pas retarder le procès pour toi. De toutes façons, tu figureras, comme un des principaux témoins, c'est toi qui étais l'agent de liaison des trotskystes."* J'ai tenu bon : *"Je déposerai, mais je ne mentirai pas devant les accusés et je ne ferai pas de dépositions mensongères permettant la peine de mort, je ne peux pas !"* Et c'est comme ça que je me suis retrouvé dans votre tente. »

Le procès

Le procès fut retardé deux fois. "On établissait la culpabilité" : certains étaient rayés de la liste primitive, d'autres s'y ajoutaient. Le procès a duré près de trois mois. Les séances s'interrompaient pour deux ou trois semaines. Comme on l'a su plus tard, le verdict était volontairement repoussé, on attendait des changements politiques. Mais ceux-ci ne vinrent pas. Le groupe des trotskystes fut accusé d'avoir préparé un soulèvement, de diversion, de sabotage et aussi de *"liens avec la bourgeoisie internationale"*. Ceux-ci consistaient en une bouteille qui, pendant le voyage, aurait été jetée par-dessus bord sur décision du conseil de délégués ; bouteille qui aurait contenu une proclamation, un appel au prolétariat international (si elle a existé, qui aurait pu fournir aux détenus une bouteille, un bouchon, de la cire ou du goudron, sinon des provocateurs du NKVD ?..)

Le "Comte" déposa au procès. Comme on l'exigeait de lui. Avant le procès, il était à l'isolement. Ce qu'on lui a fait pour le briser reste un mystère.

Mais le moment le plus terrible du procès fut la révélation du rôle d'un des dirigeants du convoi des trotskystes de Karaganda, l'extrémiste Volkov, "Voltchka". Il

était le témoin à charge de "la préparation par les trotskystes d'un soulèvement avec l'aide des puissances étrangères"... Il n'était plus besoin d'informateurs et de provocateurs. Après les avoir utilisés, on allait pouvoir s'en séparer. Et on s'en sépara, à jamais. Ils ne furent pas épargnés.

Cinq hommes, avec Krol à leur tête, furent condamnés à mort, dix ou douze autres à dix ans de détention. Ce n'est que six mois après le procès, en novembre 1937, qu'un entrefilet en dernière page de la "Pravda de Kolyma" mentionna l'exécution du verdict. Ni les condamnés innocents, ni ceux qui les avaient condamnés ne vécurent jusqu'à des temps meilleurs. Et tous subirent le même sort... »

* * *

Depuis lors les archives ont laissé sortir des documents sur ces trotskystes de Magadan. Leur affaire fut classée sous le numéro 451. Peu après, quatorze trotskystes de la mine Partisan firent la grève de la faim par roulement, à des moments divers, entre le début mars 1937 et le début d'août pour exiger de travailler dans leur spécialité. Ils furent jugés dans le camp le 6 octobre, condamnés à mort ce même jour et fusillés en deux groupes, les 7 et 8 octobre 1937.

Avant leur procès, un premier procès dans le camp avait été organisé contre les cinquante-sept trotskystes jugés responsables et organisateurs de la grève de la faim que raconte Baitalski (beaucoup plus, donc, que ne dit ce dernier), les 18 et 19 septembre 1937. Quatre semaines après la conclusion du procès, une troïka du NKVD de l'Extrême-Orient, réunie à Magadan le 11 octobre 1937, condamna les cinquante-sept à mort. Ils furent exécutés par groupes entre le 26 octobre et le 4 novembre. Parmi les exécutés figurèrent plusieurs dirigeants de l'opposition : Boris Eltsine (rien à voir avec le futur président de la Russie), Raphael Sakhnovski, Jacob Belenki, Samuel Krol, Maidenberg... Les autres participants à la grève furent liquidés au cours des mois suivants.

Les fiches du NKVD sur les cinq premiers condamnés à mort donnent une idée de la vision que la police politique stalinienne veut donner d'eux. Les deux princi-

aux griefs qui reviennent inlassablement sont :

a) « a appelé les détenus à opposer une résistance active au régime du camp » ou « organisateur de la résistance à l'administration du camp », « refuse avec acharnement de travailler » ;

b) « a organisé la révolte », « a ouvertement appelé à l'organisation de la révolte », « a organisé le recrutement de participants à la grève de la faim et à l'émeute contre-révolutionnaire », « a participé à la manifestation contre-révolutionnaire à Vladivostok ».

Ces accusations prennent parfois une coloration provocatrice : « A mené une agitation pogromiste », ou grotesque : « A jeté dans la mer une bouteille contenant des billets calomnieux contre-révolutionnaires », ou encore : « Auteur d'une protestation contre-révolutionnaire au comité exécutif central des soviets de l'URSS contre l'envoi des trotskystes à Kolyma », ou encore : « A signé une pétition contre-révolutionnaire adressée au gouvernement ».

Peu après la fin du mouvement de Magadan commençait la grève de la faim de Vorkouta, qui dura 132 jours

Les trotskystes à Vorkouta

« La grève de la faim de Vorkouta fut à ma connaissance la plus acharnée et la plus longue de toutes les tentatives de défendre la dignité humaine », écrit Baitalski dans ses souvenirs. Elle est le moment le plus haut et le plus tragique de la lutte obstinée des trotskystes.

Dans son ouvrage de souvenirs sur Vorkouta, M. Nilski écrit :

« Au cours de l'été 1936 sont arrivés à Vorkouta plus de 3 000 détenus. Le groupe le plus nombreux et le mieux organisé parmi les nouveaux arrivants étaient les trotskystes. (...) A la mine, il y avait environ 500 KRTD, et dans tout Vorkouta environ un millier. Leurs dirigeants et leurs guides étaient : Socrate Gevorkian, Vladimir Ivanov, Kossior, Melnaïa et l'ancien secrétaire de Léon Trotsky, Poznanski. A la mine, les trotskystes formaient un groupe compact installé dans deux grands baraquements. Ils formaient le seule groupe de détenus poli-

tiques significatif. Ils critiquaient ouvertement "la ligne générale", opposaient une résistance organisée aux geôliers, ignoraient les règles du camp, refusaient de travailler dans les puits de mines, n'effectuaient de travail physique qu'en surface et non pas 10 ou 12 heures comme les autres détenus, mais seulement 8 » (Nilski, Vorkouta, p. 1000).

Ajoutons à la liste de dirigeants donnée par Nilski les dirigeants Grigori Iakovine et Bella Epstein, qui avait dirigé la manifestation des étudiants chinois opposants, le 7 novembre 1927 à Moscou.

Après le premier procès de Moscou, ils se réunirent en vue de délibérer.

D'après les souvenirs d'un rescapé — non trotskyste — de Vorkouta, qui signe des initiales M. B. un article publié dans *Sotsialistitchski Vestnik*, organe menchevique dans l'émigration, en 1961, Socrate Gevorkian déclare :

« Il est maintenant évident que le groupe des aventuriers staliniens achève son coup d'Etat contre-révolutionnaire dans notre pays. Toutes les conquêtes progressives de notre révolution sont en danger de mort. Non seulement les ténèbres du crépuscule, mais celles de la nuit noire et profonde, enveloppent notre pays.

Aucun Cavaignac n'a fait couler autant de sang des classes laborieuses que ne le fait Staline. Anéantissant physiquement tous les groupes oppositionnels du parti, il aspire à une dictature personnelle sans partage. Le parti et le peuple entier sont soumis à l'examen et à la justice sommaire de l'appareil policier.

Les pronostics et les appréhensions les plus sombres de notre opposition se sont pleinement confirmés. La nation glisse irrésistiblement dans le marais thermidorien. C'est le triomphe des forces centristes petites-bourgeoises, dont Staline s'avère l'interprète, le porte-parole et l'apôtre. Aucun compromis avec les traîtres staliniens et les bourreaux de la révolution n'est possible.

Demeurant jusqu'au bout des révolutionnaires prolétariens, nous ne devons nous nourrir d'aucune illusion en ce qui concerne le sort qui nous attend. Mais avant de nous anéantir, Staline cherchera à nous humilier le plus qu'il pourra. En mettant les internés politiques au même ré-

gime que les "droits communs", il s'efforce de nous disperser parmi les criminels et de dresser ceux-ci contre nous. Il ne nous reste qu'un unique moyen de lutte dans ce combat inégal : la grève de la faim. Avec un groupe de camarades, nous avons déjà ébauché la liste de nos revendications, dont déjà beaucoup d'entre vous ont eu connaissance. Je vous propose donc, maintenant, d'en discuter tous ensemble et de prendre une décision. »

M. B. raconte : « La réunion fut de courte durée, la question de la grève de la faim et des revendications concrètes étant déjà débattue depuis quelques mois par les trotskystes. Des groupes trotskystes se trouvant dans d'autres camps (station Oussa, Tchibiou, Kotchmess, etc.) en avaient également discuté et avaient envoyé leur accord de soutien des revendications et de participation à la grève de la faim. Ces revendications furent ratifiées par l'unanimité des présents. Elles stipulaient :

1. Abrogation de la décision illégale du NKVD concernant le transfert de tous les trotskystes des camps administratifs dans des camps de concentration. Les affaires relatives à l'opposition politique au régime ne doivent pas être jugées par les tribunaux spéciaux du NKVD, mais dans des assemblées juridiques publiques.

2. La journée de travail, au camp, ne doit pas dépasser 8 heures.

3. L'alimentation des détenus ne doit pas dépendre de leur norme de rendement. Cette dernière ne doit pas être stimulée par la ration alimentaire, mais par une prime pécuniaire.

4. Séparation, tant au travail que dans les baraquements, des détenus politiques et des condamnés de droit commun.

5. Les invalides, vieillards et femmes détenus politiques doivent être transférés hors des camps polaires dans des camps où les conditions climatiques sont plus favorables. »

Le chef de la Sécurité d'Etat (GOuGB) dans le camp informera Iejov, (bizarrement seulement en février 1937 !) des revendications des grévistes dans un texte (inédit), publié intégralement ci-dessous, qui en donne une vision plus précise.

Le rapport du chef de la Sécurité à Iejov

« Au commissaire du peuple
aux Affaires étrangères de l'URSS,
au commissaire général
de la Sécurité d'Etat, le cam. Iejov

Du groupe de détenus trotskystes du département de Vorkouta de l'Oukhtpetchlag, au nombre de 40, au nom du comité exécutif central, du commissaire du peuple aux Affaires intérieures de l'URSS, du procureur de l'URSS et du chef de l'administration de l'Outchpetchlag, deux déclarations sont parvenues au 8^e département du GOUGB avec une "déclaration de grève de la faim" et les revendications suivantes :

1. Ration des politiques, indépendante du travail (suivant les normes de l'OMZ), avec supplément dû aux conditions climatiques et droit de la recevoir sous forme non liquide.

2. Travail selon sa spécialité, proche de celle-ci ou alors au choix et avec l'accord du détenu politique.

3. Conditions de travail conformes au Code des lois sur la sécurité du travail.

4. Locaux séparés pour les détenus politiques, indépendamment du lieu de travail, avec châlits, suffisamment clairs, propres et chauffés. Droit de se répartir dans les baraquements au choix des détenues politiques eux-mêmes.

5. Aide médicale effective. Transfert immédiat des détenus politiques gravement malades dans des conditions climatiques normales.

6. Droit d'acquérir librement sur son argent, gagné au camp ou reçu de l'extérieur, tous les produits et marchandises disponibles au magasin du camp.

7. Droit à une vie de famille et conditions matérielles indispensables à celle-ci.

8. Possibilité de s'abonner et de recevoir les journaux centraux et la littérature de toutes les éditions soviétiques.

9. Fourniture de vêtements de travail."

L'une de ces déclarations est signée de 40 détenus, et une autre "au nom des détenus bolcheviques-léninistes en grève de la faim (trotskystes), le responsable Trigou-

bov". Les deux déclarations sont profondément contre-révolutionnaires et contiennent des attaques calomnieuses contre le pouvoir soviétique, par exemple :

"La vague de répression contre les communistes a pris des formes et une ampleur absolument sans précédent. La terreur de ces dernières années, malgré toute sa monstruosité, pâlit en regard du cours enragé vers la liquidation physique au sens littéral du terme."

"L'atmosphère de chasse à l'homme et de terreur envers les opposants communistes consécutive aux derniers procès sanglants et provocateurs dans le pays, ne pouvait pas, bien sûr, ne pas avoir de conséquences sur la situation des détenus politiques dans les camps."

Si le décret de Barabanov était publié à l'étranger "tous les défenseurs stipendiés du régime de Staline crieraient à la calomnie trotskyste et au faux antisoviétique".

(Il est question dans cette déclaration du décret du chef de la direction des mines Barabanov de ne plus tenir compte du souhait des familles de rester ensemble.)

"Contre le régime d'humiliations moyenâgeuses et d'arbitraire bureaucratique, pour des conditions d'existence et de dignité humaines nous nous battons jusqu'au bout de nos forces, que le remplacement de Iagoda par Iejov signifie une main de fer encore plus impitoyable (1) ou de belles paroles libérales destinées à dissimuler le même régime, ce qui n'est pas encore clair."

"Nous connaissons trop bien les méthodes du NKVD pour nourrir des illusions parce qu'à ce stade la campagne a fait long feu et qu'il ne s'est trouvé que dix esclaves prêts à embrasser le knout qui les fouettent."

En plus de ces déclarations écrites en octobre 1936, sont parvenues toutes une série de déclarations d'autres détenus de l'Oukhpetchlag se solidarisant sous diverses formes avec cette déclaration collective. Au total, l'ensemble des déclarations parvenues au 8^e département comptait 116 signatures.

(1) Jeu de mots intraduisible et qui a évidemment fait florès à l'époque, sur l'expression : « Diriger avec des gants de hérisson » (« d'une main de fer ») et le nom de Iejov, « hérisson » en russe (NDT).

En consultant les procès-verbaux d'instruction dans les dossiers des signataires, on a pu constater que presque tous étaient des trotskystes actifs qui ont mené un travail contre-révolutionnaire systématique pendant de longues années.

Ce groupe de détenus trotskystes a pris prétexte pour ses accusations de certaines insuffisances, à Vorkouta, dans les conditions de logement et de vie des détenus.

D'après le communiqué de l'administration de l'Oukhpetchlag, il y a eu à Vorkouta des difficultés pour assurer complètement le logement des détenus et d'autres problèmes matériels parce que le plan de construction de 1936 n'a pas été rempli.

Actuellement toutes ces insuffisances sont, pour l'essentiel, réglées.

Je joins la liste des 116 trotskystes signataires de la déclaration sus-mentionnée ainsi que les données et les caractéristiques de l'activité contre-révolutionnaire de chacun d'eux.

Le chef du 8^e département du GOUGB du NKVD de L'URSS, major de la Sécurité d'Etat.

Tsessarsky, 7 février 1937 »

* * *

Un comité de cinq membres, présidé par Socrate Gevorkian, est chargé d'informer les autres groupes trotskystes disséminés sur l'immense territoire des camps de Oukhto-Petchora de fixer la date du début de la grève et d'assurer la coordination du mouvement.

La direction du camp rejette toutes les revendications. Les trotskystes décident alors, à la quasi-unanimité, la grève de la faim qui entraîne un bon millier de déportés.

La grève de la faim, son déroulement, son succès

Le 27 octobre 1936, commence cette grève massive que les divers témoins considèrent comme un mouvement sans précédent et exemplaire dans les conditions des camps soviétiques. M. B. raconte :

« Le matin, au signal du réveil, dans presque chaque baraquement, il y eut des

détenus se déclarant grévistes. Les baraquements dans lesquels étaient installés des trotskystes participèrent au mouvement en totalité. Même des plantons firent la grève. A cette stratégie, qui dura plus de quatre mois, participèrent plus de mille détenus, dont la moitié étaient à la mine.

Les deux premiers jours, les grévistes demeurèrent à leurs places habituelles. Puis, l'administration du camp se préoccupa de les isoler du reste des détenus, craignant que leur exemple n'entraîne ces derniers. Dans la toundra, à quarante kilomètres de la mine, sur les berges de la Syr-Iaga, il y avait des baraques primitives à moitié démolies, qui, précédemment, avaient servi lors des sondages de recherche. De toute urgence, ces baraques furent tant bien que mal remises en état ; on fit appel à des habitants de la région, qui, avec leurs attelages de rennes, y transportèrent les grévistes de la faim, qui s'y trouvèrent bientôt dans les six cents. Les autres furent rassemblés non loin de Tchibiou.

Après avoir isolé les grévistes, le Guépéou prit les mesures nécessaires afin que le mouvement ne s'étende pas dans le pays et soit ignoré hors des frontières. Les détenus n'eurent plus le droit de correspondre avec leurs familles, les employés salariés du camp se virent supprimer leurs congés et leur droit de déplacement. Des tentatives furent faites de dresser les autres détenus contre les grévistes. A la mine, il n'y avait plus de réserves de vivres, plus de quoi nourrir ceux qui travaillaient aux puits ; l'administration du camp soutint qu'elle avait dû dépenser de grandes réserves de graisse et de sucre, stockées pour les travailleurs de fond, pour l'alimentation artificielle des trotskystes. »

La direction du camp, sur ordre de Moscou, satisfait les principales revendications des grévistes. Les trotskystes, ramenés à la mine, reçoivent l'alimentation réservée aux malades.

Les grévistes reprennent le travail, uniquement en surface, dans les bureaux de direction de la mine, en qualité d'employés, de comptables, d'économistes, etc. Leur journée de travail ne dépasse pas 8 heures, leur ration alimentaire est, comme ils le voulaient, indépendante de leur norme de rendement. Moscou leur fera

bientôt payer ce recul provisoire. La grève de la faim, commencée le 18 octobre 1936, s'achève le 8 février 1937.

Elle a duré 132 jours.

Le massacre de 1937

Mais l'appareil ne peut accepter aucun recul, sauf provisoire et tactique. Après le deuxième procès de Moscou, fin mars 1937 arrivent à Vorkouta trois officiers du NKVD, dirigé par un officier, Kachketine, en tête, et qui organisent l'interrogatoire systématique des grévistes. Fin mars, une liste de vingt-cinq personnes est communiquée, parmi lesquelles figurent Guevorkian, Virabov, Slavine. Les vingt-cinq sont emmenés hors du camp et fusillés. Le surlendemain, les gardes font un nouvel appel, de quarante noms, emmenés eux aussi hors du camp et abattus.

« *Ce deuxième "convoi", écrit M. B., convainquit définitivement de leur condamnation irrémédiable ceux qui étaient restés. Les exécutions dans la toundra durèrent encore tout le mois d'avril et une partie de mai. Généralement, un jour sur deux, un jour sur trois, trente à quarante détenus étaient appelés. Il est caractéristique de noter que, chaque fois, quelques criminels de droit commun, récidivistes, y étaient inclus. Afin de terroriser les détenus, les guépéoutistes, de temps en temps, faisaient publiquement connaître, par la voie de la chaîne de radio locale, des listes de fusillés. Habituellement, ces retransmissions commençaient comme suit : "Pour agitation contre-révolutionnaire, sabotage, banditisme dans les camps, refus de travail, tentatives d'évasion, ont été fusillés..."* »

Et suivait une liste de noms où ceux des détenus politiques étaient mêlés à ceux de droit commun. »

Une autre fois, les gardes rassemblèrent un groupe de près de cent détenus, essentiellement des trotskystes, qui partirent en chantant *L'Internationale*, soutenus par la voix des centaines de détenus restés au camp. Début mai, un groupe de femmes fut fusillé, dont la communiste ukrainienne Choumskaïa, Smirnova, la femme d'Ivan Smirnov, les femmes de Kossior, de Melnaïs, etc.

M. B. précise : « *Lors de l'exécution d'un oppositionnel, sa femme, internée, était automatiquement passible de la peine capitale ; et quand il s'agissait des oppositionnels les plus en vue, ses enfants de plus de douze ans étaient également passibles de l'exécution.* »

Le second fils de Trotsky, l'apolitique Serge Sedov, accusé de sabotage et envoyé à Vorkouta, s'associe dès le début à la grève de la faim. Embarqué par le NKVD à la Loubianka à Moscou, deux semaines après la fin de la grève, il se retrouve en cellule avec Joseph Berger, l'ancien secrétaire général du Parti communiste palestinien dissous par Staline.

Berger l'a rencontré fin février 1937 dans une cellule de passage baptisée « chenil ». Serge Sedov lui raconte la grève de Vorkouta.

Berger souligne « *l'impression profonde que les trotskystes firent sur lui* », et celle qu'il fit sur eux : pour eux, écrit-il, « *l'arrivée de Serge fut un réconfort (...). Toujours aussi indifférent à leurs opinions, il était plein d'admiration pour leur indépendance intellectuelle.* »

Serge Sedov est fusillé le 29 octobre 1937, peu après ses 29 ans ; cinq mois plus tard, le NKVD assassine son frère aîné Léon, à Paris.



Transport des cadavres hors du camp. Un gardien muni d'un marteau fracasse les crânes pour vérifier qu'aucun vivant ne s'est glissé dans le tas de cadavres.

CHAPITRE 7

Un fantôme bien vivant

L'assassinat de Trotsky, le 20 août 1940, n'éteint pas la peur et la vindicte de Staline. Sa police pourchasse inlassablement ceux qui se réclament de lui. Au lendemain de l'invasion de la Norvège par la Wehrmacht, son ancien secrétaire, l'allemand Walter Held, naturalisé norvégien, se réfugie en Suède, obtient un visa pour les Etats-Unis et se laisse persuader de s'y rendre par la voie la plus courte : par l'Union soviétique. Il reçoit les visas de transit nécessaires, rejoint Moscou, s'installe avec sa femme et son petit garçon dans le Transsibérien. A une gare, le NKVD les fait descendre tous les trois et les abat.

Le 11 septembre 1941, dans la prison d'Orel, que la Wehrmacht prendra un mois plus tard, Staline et Beria font fusiller Olga Kameneva, la sœur de Trotsky, et première femme de Kamenev, Christian Racovsky, la trotskyste Varvara Kasparova, et une trentaine d'autres vieux bolcheviks dont la seule existence, même derrière les murs de la prison, paraissait dangereuse dans la débâcle. Certes, ils avaient « capitulé », mais leur passé était une menace pour un régime en crise.

Malgré le massacre des trotskystes, les aspirations auxquelles leurs combats visaient à répondre se survivent partiellement ou de façon plus ou moins simplifiée en URSS, sans que les intéressés le sachent eux-mêmes. Ainsi, en 1943, le NKVD découvre à Saratov une « Société des jeunes révolutionnaires » (tous fils de membres et même dirigeants du Parti communiste local) qui colle sur les murs de la ville des affiches manuscrites très violentes.

Ils dénoncent la « bande des réactionnaires staliniens » qui dirigent le pays et affirment : « Toutes les libertés démocratiques sont anéanties, les préceptes de Lénine sont bafoués, la III^e

Internationale a été dissoute », et leur affiche conclut : « Camarades ! Dressez-vous pour le combat. Anéantissez la bête sauvage Hitler et ensuite renversez Staline. » Lors de leur interrogatoire par le NKVD, ces gamins considèrent l'URSS comme un état ouvrier dégénéré et affirment la nécessité d'une nouvelle révolution. On n'est pas très loin des grandes lignes du Programme de transition !

Au lendemain de la guerre se constitue, à Voronège, un Parti communiste de la jeunesse (PCJ), lui aussi formé de fils de membres et dirigeants du parti. Ces jeunes gens sont révoltés par les privilèges de l'appareil bureaucratique en pleine famine. L'un d'eux avait entendu parler par son père — le deuxième secrétaire régional du parti — du « Testament de Lénine », qualifié par la police stalinienne de faux trotskyste. Selon l'un de ses fondateurs, Anatoli Jigouline, le PCJ se donne comme but « *d'étudier et de diffuser parmi les masses la doctrine marxiste-léniniste dans sa version originale. Ce programme avait une orientation antistalinienne.* » Jigouline précise : « *Le dernier point récapitulatif du programme proclamait : "Le but final du PCJ est la construction d'une société communiste dans le monde entier."* »

En 1948, Staline crée des camps spéciaux destinés à enfermer deux cent mille ennemis du régime, dont « les trotskystes », pourtant exterminés. En 1949, une nouvelle vague d'arrestations déferle sur les pays.

La Sécurité d'Etat arrête Dogard, qui avait pourtant cessé toute activité, le neveu de Trotsky, Valeri Bronstein, étranger à toute activité politique mais au nom explosif, la fille d'Adolf Ioffé, pour la même raison. Le fantôme du trotskysme hante la bureaucratie qui multiplie à l'envi les brochures pour

démasquer « *le trotskysme, cet ennemi du léninisme* ».

Ne peut-on trouver un écho du combat des trotskystes dans le discours que, sur la vague des révolutions polonaise et hongroise, l'écrivain Paoustovski prononce à la maison des écrivains soviétiques le 25 octobre 1956 ? Paoustovski, né en 1892, avait traversé la révolution russe, vécu tous les épisodes de son histoire et savait de quoi il retournait quand il dénonce dans son discours, soumis ensuite à une brutale critique de l'appareil, « *une nouvelle caste de petits bourgeois* ».

« *Le problème est que, dans notre pays, existe impunément et prospère même jusqu'à un certain point une couche sociale tout à fait nouvelle, une nouvelle caste de petits bourgeois.*

C'est une nouvelle couche de carnassiers et de possédants, qui n'a rien de commun avec la révolution, ni avec notre régime ni avec le socialisme. (Voix dans la salle : "Très juste.") Ce sont des cyniques, de noirs obscurantistes (...). D'où sortent ces profiteurs et ces lèche-bottes, ces affairistes et ces traîtres, qui se considèrent en droit de parler au nom du peuple, qu'en fait ils méprisent et haïssent, tout en continuant à parler en son nom. (...) D'où ces gens sont-ils sortis ? Ils sont la conséquence du culte de la personnalité, terme que, à propos, je juge bien pudique. C'est un sol fertile, sur lequel ont poussé des hommes, à partir de 1937. Ils ont survécu jusqu'à aujourd'hui, si étrange que cela paraisse à première vue. L'ambiance les a habitués à considérer le peuple comme du fumier.

Ces hommes osent s'ériger en représentants du peuple sans son accord, ils osent déposséder notre pays de sa richesse humaine et matérielle, pour leurs intérêts personnels — et le

déposséder avec un certain culot ! (...). Il faut mener le combat jusqu'au bout. Ce n'est qu'un début ! »

Si cet appel au combat contre la « nouvelle caste de petits bourgeois » n'est pas une reprise à peine atténuée de la révolution politique, qu'est-il donc ?

Ne peut-on dire la même chose des déclarations proférées dans les couloirs de la revue *Voprossy Istorii* (Questions d'histoire) par son rédacteur en chef adjoint, Serguei Bourdjalo, sur la nécessité d'une « *quatrième révolution* »... surtout si l'on se rappelle que Bourdjalo travaillait sous la direction d'Anna Pankratova qui, avant la guerre avait été l'épouse du dirigeant trotskyste Grigori Iakovine, l'un des premiers exécutés de la grève de Vorkouta ? Ce qu'était le trotskysme, elle le savait...

Est-ce enfin un hasard si cette même Pankratova, envoyée à Leningrad en mai 1956 lire le rapport Khrouchtchev contre Staline et répondre aux questions posées, souligne dans son compte rendu : « *Toute une série d'auteurs de billets avancent l'idée que dans notre pays s'est constituée une large couche de bureaucratie soviétique et vont même jusqu'à s'accorder pour mettre en doute l'essence socialiste de notre régime social et étatique.* » Ainsi l'un d'eux, souligne-t-elle, s'indigne : « *Pourquoi n'explique-t-on pas la conduite de Staline comme étant le reflet des intérêts d'une couche sociale définie qui s'est développée sur le terreau du bureaucratisme soviétique ?* » La taupe de l'histoire continuait donc son travail souterrain...

Lors du conflit sino-soviétique Mao et Khrouchtchev s'accusent l'un et l'autre de ressusciter le trotskysme, dont le fantôme ne cessa donc pas de les hanter.

Jean-Jacques Marie

**1914 : la discussion entre
Jean Jaurès et Rosa Luxemburg
sur le combat contre la guerre**

1914 : la discussion entre Jean-Jaurès et Rosa Luxemburg sur le combat contre la guerre

Dans le déferlement de commentaires lors de la commémoration du centenaire, les historiens ou les journalistes usent beaucoup de la formule lancinante du « *comment a-t-on pu en arriver là ? Aurait-on pu l'éviter ?* »

Ils font soit le silence sur le combat contre la guerre, soit le réduisent à la protestation d'un pacifiste grand ami du genre humain, un Jaurès rabaissé ainsi à une image d'Épinal complètement fausse.

Arte a passé une série de films anti-guerre, voire antimilitaristes, comme *Les Sentiers de la gloire*, *Johnny s'en va-t-en-guerre*, et, dans ce cadre, le film de Margaret von Trotta, *Rosa Luxemburg*. Ce film débute dans la cour de la prison où Rosa Luxemburg est détenue pour son combat contre le militarisme, ses lettres de prison constituent la trame du commentaire. Puis, par des retours sur différentes périodes, sont évoqués des moments de son combat. Il est difficile pour quelqu'un qui ne connaît pas sa vie et l'histoire du mouvement ouvrier de comprendre à quel moment se situent ces épisodes.

Dans un épisode de ce film, on voit une salle de meeting, Jaurès qui parle contre la guerre et Rosa Luxemburg qui se tait, effondrée. Alors qu'on l'a vue si efficace, si convaincante, si battante dans tant de meetings, que se passe-t-il ? Pas facile à comprendre dans le film si on ne connaît pas les circonstances.

La passivité des dirigeants socialistes européens

À Bruxelles, le 30 juillet 1914, le Bureau socialiste international, avec tous les grands dirigeants socialistes de tous les pays européens, vient de se réunir. Rosa Luxemburg a assisté à la réunion, se rend compte que les dirigeants socialistes autrichiens, appuyés par les socialistes allemands, français, belges, ont renoncé à la lutte, alors que la guerre approche avec l'ultimatum autrichien à la Serbie.

Pourtant, à Paris, il vient d'y avoir des manifestations importantes ; à Vienne et à Berlin, les militants attendent un appel à manifester.

Cette passivité est inacceptable pour Rosa, la catastrophe est là. Elle ne veut pas faire croire aux militants qui sont dans la salle pour écouter le compte rendu de la réunion que les choses se sont bien passées et refuse de prendre la parole, alors que Jaurès tente de rassurer les militants. Elle est acclamée par la foule, qui chante *L'Internationale* ; on insiste pour qu'elle prenne la parole ; elle refuse obstinément, ne voulant pas s'associer à un mensonge.

À son retour à Paris, Jaurès mène encore une délégation au chef du gouvernement pour demander l'arrêt des dispositions de mobilisation, la recherche d'une mission de conciliation. Le lendemain, il est assassiné après une campagne hystérique de la droite qui le traitait de

traître, de lâche et d'agent du Kaiser. Les mêmes royalistes et nationalistes qui l'ont couvert d'insultes lui rendent hommage, et la guerre est déclarée, les députés socialistes votent les crédits militaires.

Liebkecht, seul sur 110 députés socialistes, vote contre les crédits militaires

Rosa Luxemburg regroupe à Berlin ceux, peu nombreux, qui s'opposent à la guerre. En août, Karl Liebkecht, député SPD au Parlement, a voté les crédits de guerre par discipline, bien qu'il soit contre. Rosa Luxemburg lui explique que s'il doit une discipline au parti, c'est au parti qui a combattu contre le militarisme, à ses électeurs qui l'ont élu contre la guerre, à la classe ouvrière qui regarde ses dirigeants et les jugera pas seulement sur l'instant mais sur ces années d'horreurs qui vont déferler. Lors du deuxième vote en décembre, Liebkecht, seul sur 110 députés socialistes et sous les vociférations de la droite, lit la déclaration qu'il a rédigée avec Rosa, et vote contre les crédits militaires. Il est arrêté à la sortie du Parlement et envoyé au front.

Des années de combat

Il est facile de dire après coup que ce combat fut donc vain, et qu'il est inutile d'en parler. Et comme il n'y a pour les politiciens que le résultat à court terme qui compte, que valent ces cent mille manifestants à Berlin à l'appel du Parti socialiste contre la hausse du budget militaire en 1912, ces grèves en Russie contre la baisse des salaires en 1912-1914 pour financer les dépenses d'armement, ces mobilisations massives en France en 1913 contre la loi qui augmente à trois ans la durée du service militaire ? Il vaut mieux ne pas en parler, car la jeunesse d'aujourd'hui ne doit pas savoir qu'elles ont existé.

A plusieurs reprises, le monde a frôlé la guerre entre 1906 et 1914, ce qui a conduit l'Internationale ouvrière à adopter des résolutions pour le combat contre la guerre lors de ses congrès de

1907 et de 1912, à décider des campagnes internationales et à définir son attitude en cas de conflit. « *Guerre à la guerre* » est le slogan de cette période. Cependant, une discussion est sous-jacente sur ce qu'il faut faire.

Rosa Luxemburg a mené sans cesse, depuis 1900, un combat contre l'opportunisme. Il a pris diverses formes, mais il s'est toujours manifesté : « Réforme ou révolution » (titre d'une de ses brochures) sont deux moments de la lutte des classes, la révolution est le moment où le conflit amène la classe ouvrière à prendre le pouvoir pour défendre et étendre ses conquêtes sociales. La concentration des entreprises « *exaspère les antagonismes entre les différents Etats capitalistes* ». Les réformes ne sont jamais venues de la seule action parlementaire, qui doit être une tribune et un point d'appui, un amplificateur. « *Lorsque la lutte politique s'étend, se clarifie et s'intensifie, non seulement la lutte revendicative ne disparaît pas, mais elle s'étend, s'organise, et s'intensifie parallèlement. Il y a interaction complète entre les deux.* » Dans *Grève de masse, parti et syndicat* (1906), elle engage la discussion contre les dirigeants socialistes des syndicats qui freinaient la lutte revendicative et les dirigeants du parti qui freinaient la lutte contre le militarisme et la monarchie pour ne pas risquer une répression des autorités.

Rosa Luxemburg et Kautsky

D'abord alliés contre Bernstein et l'opportunisme, Rosa Luxemburg et Kautsky sont de plus en plus en désaccord dès 1909. Kautsky est le théoricien du SPD, le Parti social-démocrate allemand, la plus forte section de l'Internationale. Rosa Luxemburg propose d'appuyer les grèves spontanées des ouvriers contre le système électoral censitaire prussien et d'engager la lutte pour la République. De même, sur les hausses des budgets militaires, elle propose qu'on ne se limite pas à une position au Parlement mais qu'on appelle les ouvriers à descendre dans la rue. Enfin, elle fait une tournée de meetings

dans lesquels elle dénonce les mauvais traitements infligés aux soldats par la caste des officiers. Elle est inculpée d'outrage à l'armée de sa majesté l'empereur. Pour organiser sa défense, elle demande aux soldats de lui envoyer des témoignages. Les milliers de lettres qu'elle reçoit deviennent un levier très important de dénonciation du militarisme. On comprend la haine que lui vouaient les généraux. Mais les dirigeants du parti et des syndicats, voulant pratiquer ce qu'ils appellent le « *grignotage* » sur le terrain parlementaire, trouvent gênantes ses initiatives. Ils ne peuvent s'y opposer de front, car Rosa Luxemburg, responsable de l'école du parti, est sans cesse réclamée par les militants pour tenir les meetings. Aussi, ils laissent Kautsky censurer Rosa Luxemburg dans la presse social-démocrate et lui opposer des arguments apparemment marxistes. Clara Zetkin, qui dirige la presse socialiste en direction des femmes, la soutient au contraire pleinement. (*Die Gleichheit* (« L'Égalité ») a 125 000 abonnées en 1909).

Outre ses multiples articles et meetings, elle rédige une étude, « *L'accumulation du capital* » développant l'analyse de Marx, pour contrer les illusions qu'entretiennent les dirigeants experts en économie qui passent pour être la gauche de son parti, comme Kautsky, Hilferding, sur le fait que les capitalistes ont intérêt à la paix à cause des échanges internationaux. Elle démontre de façon remarquable comment le capitalisme, loin d'avoir surmonté ses contradictions, est en train de chercher par le militarisme et la violence de l'impérialisme une issue à son impasse.

Rosa Luxemburg et Jaurès

Rosa Luxemburg a souvent polémique avec Jaurès. Elle avait vécu en France, parlait et écrivait parfaitement le français, et suivait donc attentivement les développements du socialisme en France. Elle appuie le combat de Jaurès pour la défense de Dreyfus en 1898 et analyse de manière très claire les raisons pour lesquelles ce problème n'est pas un

simple cas de déni de justice mais un regroupement des forces réactionnaires de l'état-major, des royalistes, de l'Eglise, contre les conquêtes démocratiques de la République, et donc une bataille dans laquelle le parti des ouvriers doit mettre tout son poids, mais en gardant constamment son indépendance et en mettant en avant ses propres revendications comme le droit des soldats à lire la presse ouvrière, la réduction du service militaire, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, etc. Elle encourage ainsi Guesde et Vaillant à s'engager avec Jaurès pour Dreyfus, tout en approuvant leur souci de ne pas mettre les partis socialistes à la remorque de la bourgeoisie.

Jaurès appuie Millerand

Jaurès va d'ailleurs aller dans le sens que craignaient Guesde et Vaillant. Lorsqu'un socialiste, Millerand, entre dans un gouvernement républicain où se trouve également Gallifet le massacreur de la Commune, Jaurès, sous prétexte que la République est menacée, appuie ce gouvernement et l'initiative de Millerand. Ce sera une ample et longue discussion où Jaurès et Rosa Luxemburg débattront en opposition. Elle montre que ce gouvernement ne va pas défendre les libertés démocratiques, ce qui ne peut être fait que par le prolétariat, mais que Jaurès, pour soutenir ce gouvernement, va même trahir Dreyfus en votant une amnistie qui vise à empêcher la poursuite des faussaires de l'état-major, et désavouer ainsi les meilleurs défenseurs de Dreyfus, comme Zola ou Picquart qui protestent contre cette protection des calomnieurs de Dreyfus dans le but de protéger les généraux.

Rosa Luxemburg fait changer d'avis Jaurès

De fait, tout ce que Rosa Luxemburg avait prédit se révélera exact, ce qui fera changer d'avis Jaurès : Millerand loin d'influencer le gouvernement vers le socialisme, avale les couleuvres et les fait avaler à ceux qui le soutiennent, dont Jaurès. Elle analyse tant la situation politique, pour démontrer qu'il n'y a pas

de risque de coup d'Etat monarchiste, que les artifices du débat parlementaire : elle démonte les prétendues lois sociales de Millerand qui, après des discours pompeux sur la réduction du temps de travail, se limitent à de la poudre aux yeux.

Le débat se mènera encore au congrès de l'Internationale à Amsterdam en 1904, où, à la suite d'un discours long et éloquent de Jaurès, le traducteur n'arrivait plus à suivre. Rosa fit alors la traduction en allemand de l'intervention de Jaurès, puis prit la parole pour répondre et, en français, mit en pièce toute son argumentation.

Alors que Jaurès rejoindra après ce congrès l'unité qui s'est engagée pour unifier les socialistes et participer à la fondation de la SFIO en 1905, Millerand continuera sa carrière d'homme d'Etat et sera, en juillet 1914, un des piliers, avec Poincaré, des va-t-en-guerre.

“Une trahison de la révolution”

Pendant quelque temps, Rosa Luxemburg va aller en Pologne participer à la révolution de 1905, est arrêtée et ne suit plus l'activité de la section française. En 1908, elle adresse une lettre ouverte à Jaurès qui a plaidé dans un journal allemand pour l'alliance franco-russe. Après avoir démontré que ces alliances sont des moyens pour la diplomatie de préparer la guerre, et non un équilibre qui garantit la paix, elle précise : « *Il est clair à l'inverse que l'appui moral des socialistes d'Europe de l'ouest à ces alliances avec la Russie actuelle, alliances fondées sur les corps des suppliciés et des massacrés, sur les chaînes des députés socialistes à la Douma qui croupissent au bagne, sur les souffrances de dizaines de milliers de révolutionnaires emprisonnés, est une trahison de la révolution.* »

Elle aura l'occasion de polémiquer avec Jaurès en faisant une recension de son livre *L'Armée nouvelle*, en 1911.

Jaurès cherche dans son projet à présenter une solution militaire dans le cadre de l'Etat capitaliste qui serait basée sur la seule défense du territoire, réduisant le service militaire. Pour les relations

internationales il plaide pour les commissions d'arbitrage en cas de conflit, l'obligation de passer par les médiations, etc. Rosa Luxemburg montre que si son projet ressemble à celui des autres partis socialistes, il cède à la pression de la bourgeoisie en renonçant à demander l'armement du peuple et que les ouvriers puissent garder leurs armes chez eux.

Guerre offensive interdite, guerre défensive autorisée, une distinction à mettre “au rancart”

Il ne peut y avoir de paix basée sur un système militaire qui est organisé pour pouvoir écraser toute révolte populaire à l'intérieur et la domination coloniale à l'extérieur. De plus, donner l'illusion aux ouvriers que les conférences diplomatiques peuvent garantir la paix ne peut que détourner de la lutte concrète contre les budgets, la course aux armements, les taxes et impôts retombant toujours plus sur les travailleurs, lutte concrète qui prépare le moment où, sur la base de ces mobilisations, on pourra bloquer la marche à la guerre. La distinction de Jaurès entre guerre offensive qui devrait être interdite par la Constitution et guerre défensive autorisée, « *devrait être purement et simplement mise au rancart* ». Elle rappelle comment Bismarck, en 1870, s'est débrouillé pour faire déclencher les hostilités par Napoléon, ce qui, selon Jaurès, en ferait une guerre défensive pour l'Allemagne. Ce ne fut pas le point de vue des socialistes allemands comme Bebel, envoyé en prison pour n'avoir pas voulu soutenir la guerre « défensive » de Bismarck, puis pour son appui à la Commune de Paris. Elle met en garde sur la dangereuse illusion de Jaurès de croire que le droit pourrait offrir une quelconque garantie de paix, et à propos du tribunal de la paix de La Haye, institution vantée par Jaurès, elle raille avec un proverbe français « *tant de bruit pour une omelette* ». Si les socialistes allemands demandent à juste titre que la décision de guerre soit soumise à la

représentation populaire, « *s'abandonner à l'illusion que des formules juridiques l'emportent en quoi que ce soit sur les intérêts et le pouvoir du capitalisme, c'est la politique la plus nocive que puisse mener le prolétariat* ».

Difficile de dire ce qu'a pensé Jaurès de cette critique, mais après les guerres des Balkans, il semble conscient du jeu sordide des conférences de paix diplomatiques, et l'hommage appuyé qu'il glisse dans son dernier discours à sa camarade qui lutte à Berlin comme lui à Paris, bien que tout semble perdu, montre qu'il n'avait pas été insensible à sa perspicacité et à sa détermination.

Point commun et différences

S'il y a un point commun entre Jaurès et Rosa Luxemburg, c'est leur compréhension que le conflit qui vient sera horrible et qu'il faut se battre sans relâche pour l'empêcher. Pour ce qui est de la stratégie de lutte contre la guerre, la vision de Rosa est beaucoup plus claire, et la cause principale de l'échec du combat contre la guerre est que sa stratégie fut refusée par les autres dirigeants de la puissante social-démocratie allemande qui influence alors tous les partis de l'Internationale.

En combattant l'opportunisme qui se targuait de réalisme, la tactique du « grignotage » qui, en fait, contenait l'abandon de la lutte de classe, même si elle était défendue en parole, (ce qu'elle appelle le crétinisme parlementaire), Rosa Luxemburg a défini les bases du combat contre la guerre, relié à l'ensemble du combat contre le capitalisme, qui étaient les seules vraiment réalistes : ne pas compter une seconde sur le bon vouloir des bourgeois libéraux pacifistes, des diplomates, des gouvernants, de leurs conférences, pour éviter la guerre, ne compter que sur la lutte du prolétariat.

Les peuples n'adhèrent pas à la guerre

Les gouvernements allemand, russe, français, anglais, autrichiens, sont certes

partagés, les faucons veulent en découdre autant pour régler leur compte aux adversaires impérialistes que pour mettre au pas leurs propres peuples. Les colombes n'ont peur que d'une chose : la fermeté des dirigeants ouvriers, car ils savent parfaitement que les militants sont contre la guerre et qu'ils peuvent entraîner des millions d'hommes et de femmes. Quand il apparaît que ces chefs ouvriers vont plier, les colombes s'envolent et font place aux faucons. Dans le livre *Les Somnambules*, où il étudie en détail les manœuvres des diplomates en 1914, l'historien australien Christopher Clark démontre qu'ils prennent un soin tout particulier à présenter les choses de façon à persuader leurs peuples qu'ils sont attaqués et qu'il ne font que se défendre. Cette obsession à manœuvrer, pour donner cette impression, illustre combien il est faux de dire que les peuples adhéraient à la guerre. Cet auteur dit qu'ils ont adhéré à un défensisme passif. Vrai sans doute pour la paysannerie, mais pour les ouvriers organisés c'était le départ la rage au cœur.

Jaurès avait des illusions sur le capitalisme. Mais jusqu'en 1914, il y avait place pour un réformisme honnête, car la bourgeoisie avait cédé des positions à la classe ouvrière, et son réformisme ne l'empêchait donc pas de mener un combat révolutionnaire contre la guerre.

L'assassinat de Jaurès a beaucoup frappé parce qu'il marque vraiment un changement d'époque (*voir annexe*). Désormais, la bourgeoisie ne cède plus rien, et le réformisme va devenir le voile de l'opportunisme capitulaire.

Du point de vue de l'efficacité de la lutte, Rosa Luxemburg voyait beaucoup plus loin, beaucoup plus juste.

La création de la Société des nations (SDN), puis, après 1945, de l'ONU par l'impérialisme américain, ne sera que la continuation dans d'autres circonstances des magouilles diplomatiques pour tromper les peuples, celles des fameux « processus de paix », autre nom de la guerre sans fin, de Bush et consorts.

Christian Coudène

Annexe

Le danger Jaurès

Qu'aurait fait Jaurès ? Après son assassinat, tout le monde l'a fait parler, ses ennemis pour dire qu'il n'aurait jamais accepté de se soumettre au sabre prussien et aurait voté la guerre, les dirigeants de la SFIO pour dire qu'il aurait accepté la guerre et l'Union sacrée parce qu'il était pour la guerre de défense. Mais la plupart des militants socialistes ont dit qu'il ne l'aurait jamais acceptée, et c'est pourquoi on l'a assassiné. Ces interprétations sont liées à un problème majeur : Jaurès aurait été gênant pour la bourgeoisie, quoi qu'il ait fait.

Le piège monté par la diplomatie française était bien fabriqué, la guerre paraissait défensive, et les diplomates pouvaient se féliciter d'avoir bien rendu la monnaie de la pièce à Bismarck et à sa manœuvre pour faire déclarer la guerre par Napoléon en 1870. (En pointant ce problème dès 1911, Rosa Luxemburg voyait clair). Jaurès aurait pu voter les crédits militaires, et alors ? Liebknecht l'a bien fait en août 1914. Mais lorsque les fraternisations sont intervenues sur le front à Noël 1914, qu'aurait-il dit ? Lorsque des millions de morts ont fait se retourner l'opinion publique contre le massacre partout en 1915, que trois députés socialistes français ont voté contre la guerre en 1916 et quarante députés socialistes allemands, dont le coprésident du parti, Haase ? (Jaurès avait une position assez proche de celle de Haase, qui est exclu en 1916 et fonde

l'USPD en 1917. Haase avait été élu coprésident du SPD avec Ebert en 1912 à la mort de Bebel.)

Et on pourrait continuer à accumuler d'autres exemples, avant même l'explosion de la révolution russe en février 1917 et les grandes mutineries sur tous les fronts. Le danger Jaurès était lié à ce qu'il pouvait cristalliser, le frein qu'il pouvait représenter contre l'acharnement des criminels qui ont déclenché puis poursuivi la guerre jusqu'au bout de l'enfer, car il fallait absolument une victoire éclatante, de chaque côté, pour repartager les zones d'influence dans le monde.

En juin 1917, il fallait peu de chose pour que le soulèvement des peuples arrête le carnage ; ce peu de chose est impossible à quantifier, mais Jaurès aurait été très dangereux pour les gouvernements impérialistes à ce moment-là, comme les autres socialistes opposés à la guerre comme Lénine ou Rosa Luxemburg.

Son assassinat fut donc téléguidé et non organisé, mais a été compris à juste titre par les ouvriers comme un pas décisif vers la grande boucherie. Ils furent indignés de l'acquittement de son meurtrier ; on voulait montrer qu'il fallait oublier ce meurtre pour continuer l'Union sacrée. On a mis Jaurès au Panthéon, et aujourd'hui, de la droite à la gauche, tout le monde fait son éloge pour mieux effacer l'obstacle qu'il représentait.

Christian Coudène

**Les troupes coloniales
mobilisées en masse
par la puissance coloniale
pour une guerre
qui n'était pas la leur**

Les troupes coloniales mobilisées en masse par la puissance coloniale pour une guerre qui n'était pas la leur

“L'unité nationale”

A l'occasion de ses vœux aux Français, en cette année de centenaire du début de la Grande Guerre, le président François Hollande a célébré « l'unité nationale » que celle-ci avait suscitée : « *Il n'y eut qu'un seul pays, une seule nation, une seule armée* », pour défendre « *son intégrité, ses valeurs* ». Dans le même discours, il saluait « *les 430 000 soldats venant de toutes les colonies, de l'Afrique à l'Asie du Sud-Est* » qui « *ont pris part à une guerre qui aurait pu ne pas être la leur* ». Formule elliptique qui aujourd'hui, comme il y a un siècle, recouvre une réalité beaucoup moins glorieuse, celle d'une République au régime démocratique qui a embarqué ses « sujets » dans une guerre qui effectivement n'était pas « la leur ». Ceux-ci sont-ils englobés dans « l'unité nationale » évoquée avec émotion par le président Hollande ?

En effet, quel sens donner à la participation des colonisés à la défense officiellement annoncée de la liberté et des valeurs de la démocratie française contre la « barbarie » allemande, alors que le régime colonial ségrègue deux catégories d'hommes : les citoyens et les indigènes, et que la plupart de ceux-ci gardent en mémoire leur soumission, souvent accompagnée de massacres, par la puissance coloniale ?

Et comment justifier le fait que des êtres jugés « inférieurs » puissent être mis en situation de vaincre des Blancs ? La République coloniale, il est vrai, n'en était pas à un paradoxe près (coloniser au nom des « droits de l'homme », pour « assimiler », et élever, on dira un peu plus tard les « évolués », à la citoyenneté française...).

Les autres puissances coloniales ont répugné à faire de même. Si la Grande-Bretagne a fait largement appel aux « soldats de l'Empire », ce sont en général ceux des colonies de peuplement qui ont eu l'honneur de mourir dans les tranchées (plus de 90 % des Terre-Neuvas, par exemple, en quelques heures dans la Somme en 1916). Les soldats issus de l'Empire des Indes ont, quant à eux, été utilisés pour la plupart en Afrique et contre l'Empire ottoman, plus rarement sur le front français. L'engagement des troupes coloniales françaises en Europe a d'ailleurs été dénoncé avant même le début de la guerre par la propagande allemande qui stigmatise la « souillure » du sol européen. Ce à quoi le général Mangin répond superbement : « *On est toujours le barbare de quelqu'un.* » En 1919, la dénonciation de la « Honte noire » anticipe la propagande nazie contre la « *dégermanisation, la négrofication et la judaïsation* » du sang allemand et les massacres des Sénégalais à Cressensac, Chasselay et Montluzin en 1940.

Nécessité fait loi

En fait, nécessité fait loi. La France est le premier pays touché par la baisse de la natalité, qui a entraîné l'appel massif de main-d'œuvre étrangère au cours de la deuxième révolution industrielle. L'Allemagne, en revanche, a un des taux de natalité les plus élevés d'Europe. Dans la perspective de « la revanche », hommes politiques et militaires s'inquiètent. En 1910, le général Mangin publie *La Force noire*, et répond à ceux qui doutent du bien-fondé de l'appel aux indigènes

d'Afrique-Occidentale française (AOF)-Afrique-Equatoriale française (AEF) : « *Ce sont bien des troupes nationales que forment nos Africains français (...). Bronzés ou noirs, leurs éléments sont tirés d'un sol français.* » Et tant pis si ceux-ci ne bénéficient pas pour autant des promesses de la devise républicaine « liberté, égalité, fraternité ». Du moins la « fraternité des tranchées » leur sera accordée. Entre autres arguments, Mangin souligne que dans le type de guerre qui s'annonce « *le manque de nervosité de la race noire l'y rendra précieuse (...). L'insouciance du Noir et son fatalisme deviennent alors des qualités.* » Cet officier de l'armée coloniale est soutenu à la Chambre par le député Adolphe Messimy, futur ministre de la Guerre : « *L'Afrique nous a coûté des monceaux d'or, des milliers de soldats et des flots de sang ; l'or, nous ne songeons pas à le lui réclamer. Mais les hommes et le sang, elle doit nous le rendre avec usure.* »

La préparation à la guerre amène le gouvernement français à des mesures d'exception. Les indigènes « sujets français » ne sont pas mobilisables, mais, comme l'écrit le capitaine Khaled, petit-fils de l'émir Abd el-Kader, officier dans l'armée française jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, au président des Etats-Unis Wilson le 23 mai 1919, le gouvernement français instaure pourtant en Algérie en 1912 « *la conscription obligatoire, d'abord partielle (10 % du contingent), ensuite totale (...). Nous n'avions jamais pu croire cependant qu'une pareille charge réservée aux seuls citoyens français jouissant de tous les droits, viendrait un jour peser sur nos épaules.* »

Une véritable "Babel militaire"

Au début de la guerre, en dehors des bataillons de tirailleurs sénégalais existant (créés en 1900, encore peu nombreux en 1914 et jusque-là utilisés en Afrique même, environ 30 000 hommes), et de quelques milliers de tirailleurs d'Afrique du Nord (4 000 Algériens), engagés dès septembre sur la Marne et l'Yser, on fait seulement appel aux volontaires. Mais

rapidement, l'illusion d'une guerre courte s'enlise dans les tranchées, et la « guerre d'usure » nécessite de recruter le plus possible de soldats. C'est l'heure de Mangin et de la Force noire, palliatif au « mal français ». Des troupes vont être drainées du monde entier, constituant une véritable « Babel militaire ».

Toutefois, les campagnes de propagande ne soulèvent pas l'enthousiasme attendu dans les populations indigènes. En Nouvelle-Calédonie par exemple, 51 volontaires seulement pour défendre la « Mère patrie ». En Afrique (du Nord, AOF, AEF), une quarantaine de milliers, mais pour lesquels il est difficile de savoir quelle est la part réelle du volontariat, dans la mesure où des contingents sont fixés par douars en Algérie, circonscriptions en AOF. Les « sujets » de l'Empire semblent peu concernés par l'« Union nationale ».

Les premières révoltes

D'où le décret du 9 octobre 1915 qui oblige, au Sénégal et au Soudan, les chefs traditionnels à livrer des hommes pour la guerre, et qui entraîne les premières révoltes. Dès décembre 1915, le gouverneur de Nouvelle-Calédonie décide de l'application de ce décret aux Kanaks, et leur recrutement, à raison d'un pour dix hommes soumis à l'impôt de capitation, commence dès la parution de la circulaire d'application en date du 22 janvier 1916.

Le 1^{er} janvier 1916, la commission sénatoriale de l'armée présente les prévisions sur l'organisation d'une « *armée indigène, pour l'Afrique du Nord, l'Afrique-Occidentale française, l'Afrique-Equatoriale française, Madagascar, la Côte des Somalis, l'Indochine, l'Inde française et l'Océanie* » et souhaite que celle-ci s'étende aux « *colonies de l'Océanie et du Pacifique, Nouvelle-Calédonie, Nouvelles-Hébrides, Tahiti, etc., (car) aucune colonie ne doit manquer à l'appel de la Mère patrie* ».

En Algérie, la conscription générale

En Algérie, la conscription générale est instaurée par décret en septembre 1916.

En 1917, le gouverneur de l'AOF, Joost van Vollenhoven, se bat contre ce recrutement : « *Cet empire africain, qui est pauvre en hommes et riche en produits, laissez-lui sa misérable population pour le ravitaillement pendant la guerre et pour l'après-guerre.* » N'étant pas écouté par le gouvernement, il démissionne et meurt au front. En effet, Georges Clemenceau s'appuie alors sur le premier député africain (élu par les Quatre Communes du Sénégal dont les habitants, Noirs comme Blancs, sont citoyens français), Blaise Diagne, qu'il promeut, en 1917, commissaire général de la République aux Troupes, avec rang de sous-secrétaire d'Etat aux colonies. Celui-ci, non dépourvu d'ambition personnelle, dirige alors les dernières campagnes de recrutement en AOF, mettant fin aux révoltes.

C'est aussi à partir de 1917 que les métis sont le plus souvent inscrits comme « citoyens », tant le besoin en hommes est grand.

Des constantes et des spécificités

Quels arguments ont pu entraîner les premiers engagements volontaires, puis être utilisés pour essayer d'éviter les révoltes lors des campagnes de recrutements forcés ? De l'Afrique à l'Océanie, il y a des constantes et des spécificités.

Peu d'engagements écrits : un peu d'argent, le logement, l'uniforme, la nourriture, et le rapatriement six mois après la fin de la guerre. La perspective de la solde, de primes, de pensions, auprès de populations pauvres, parfois spoliées de leurs terres, soumises au système colonial (travaux forcés, impôt), réduites bien souvent à la malnutrition, et parfois victimes de la famine (comme en témoigne la chute de la population kanak de moitié dans les cinquante ans qui ont suivi la prise de possession de la Nouvelle-Calédonie).

La promesse d'une haute paie et de diverses primes et allocations a joué un rôle important dans les engagements volontaires en Indochine. Le port d'un uniforme et des armes qui symbolisent la puissance du colonisateur, la perspective de médailles ont pu aussi attirer d'anciens

guerriers humiliés. Pour quelques-uns peut-être aussi, en particulier chez les insulaires, le désir de reprendre la mer, d'aller vers d'autres horizons...

De nombreuses "palabres"

Mais auprès de sociétés traditionnelles, largement analphabètes (en Afrique, en Océanie), c'est la parole qui compte. Le général Mangin, officier colonial de la mission Marchand le sait. Dès 1910, il a obtenu la possibilité de conduire une mission d'enquête en AOF qui a fourni des évaluations démographiques très optimistes sur les possibilités de recrutement.

Les comptes rendus de « palabres » organisées souvent à la va-vite ne sont pas forcément crédibles, surtout quand ils font état d'un enthousiasme généralisé des populations. Mais ils montrent du moins la place de la parole.

En Nouvelle-Calédonie, les journées de recrutement organisées à partir de 1916 sont précédées de nombreuses « palabres » dont le but est d'obtenir du chef de tribu qu'il propose des « volontaires », qu'il obligera par la suite à signer l'acte d'engagement. Si le « loyalisme » de ces chefs est mis à contribution, en particulier dans les tribus qui se sont positionnées du côté du colonisateur pendant la grande révolte de 1878, il faut néanmoins parfois ajouter une prime pour tout sujet engagé.

Au cours de ces palabres, l'appel aux valeurs guerrières des populations soumises depuis quelques décennies seulement est l'argument le plus souvent invoqué.

En AOF, Mangin fait volontiers référence aux exploits guerriers passés des tribus visitées, provoquant émotion et fierté, comme à Koumi, en pays bambara au nord de Bamako. A Houaïlou (Nouvelle-Calédonie), le *Discours de guerre de Mindia*, un *vivâ* (actualisé pour inclure les Allemands), est prononcé par le grand chef, le 30 avril 1916, à l'occasion de la levée des tirailleurs, provoquant, semble-t-il, un tel enthousiasme que les femmes encouragent les hommes à partir à la guerre. Ces récits épiques censés galvaniser les guerriers sont parfois repris sur le front même, avant de monter à l'assaut.

Le rôle des religieux, protestants ou catholiques

En Nouvelle-Calédonie, le pasteur Leenhardt explique aussi la motivation des Kanaks « *par amour pour la France que les Missi défendent et qui leur a donné la lumière (l'Évangile)* ». Le rôle des religieux, protestants ou catholiques (peu mobilisés eux-mêmes jusqu'en 1917), paraît capital dans ces terres du Pacifique. Les catéchistes catholiques et les « nata » protestants indigènes cultivent leur ferveur religieuse jusque dans les tranchées.

Cependant, des arguments plus concrets, plus politiques, sont aussi nécessaires. Et qu'il s'agisse de promesses orales parfois, ou d'espoirs au fond logiques de la part des colonisés, la perspective d'un changement radical de leur statut au retour de la guerre semble déterminant : suppression de l'impôt de capitation, emplois réservés après la guerre, lots de terre en toute propriété (pour les Kanaks confinés dans des réserves).

L'espoir de l'accès à la citoyenneté française

Plus déterminant encore, l'espoir de l'accès à la citoyenneté française. Au Dahomey, les chefs et les notables commerçants demandent à ce que leurs fils qui s'engageraient dans l'armée acquièrent la « citoyenneté française » comme les ressortissants des Quatre Communes au Sénégal. En 1918, lorsque le député du Sénégal, Blaise Diagne, lors de la tournée de recrutement commanditée par Clemenceau, parvient à convaincre soixante-trois mille hommes en AOF et quatorze mille en AEF, surtout parmi les élites occidentalisées des villes, c'est avec la promesse de primes, d'allocations, de création d'écoles, de l'exemption de l'indigénat, et pour les fils de chef, l'accession à la citoyenneté française. Promesse que certains vont même comprendre dans un sens plus large, c'est-à-dire, adressée à tous

les soldats qui sont venus au secours de la « nation civilisatrice ». « *Avant j'étais nègre, s'exclame un tirailleur en 1916, maintenant je suis français !* » Même espoir chez les Kanaks.

D'une manière générale (en AOF, en Algérie), il faut souligner le rôle des chefs, des « élites » occidentalisées dans le recrutement des troupes, qui paraît avoir été souvent important, ambigu. La perspective de l'accès à la citoyenneté après la guerre, donc de pouvoir participer à la vie politique, mais aussi l'espoir (déçu le plus souvent) de parvenir aux grades d'officiers, ont pu en être la motivation.

La réquisition de travailleurs pour l'industrie

A ces « soldats supplétifs », il faut ajouter la réquisition de travailleurs pour l'industrie, notamment dans les usines d'armement, de munitions, mais aussi dans les champs ; environ 80 000 Algériens, 35 000 Marocains, 18 500 Tunisiens, 49 000 Indochinois, 5 000 Malgaches... La Chine n'est pas colonisée mais subit le régime des concessions, et 140 000 Chinois environ sont amenés en France (par la France et la Grande-Bretagne), en accord avec le gouvernement chinois. Mais leur « contrat » est rarement honoré. Parqués le plus souvent dans des camps, mal nourris, ils touchent un salaire de misère, et quelques milliers d'entre eux se retrouvent exposés aux combats. L'ensemble de ces travailleurs est tenu le plus possible à l'écart des Français, et ils connaissent des conditions de travail et de vie difficiles, aggravées par le froid, sans oublier la peur et la tristesse d'avoir été arrachés à leur famille et à leur pays pour un temps indéterminé.

10 à 12 millions de morts

Les soldats indigènes engagés en France métropolitaine et sur le front d'Orient ont été plus de 550 000.

A ceux-ci, il faut ajouter ceux qui se sont battus en Afrique dans les guerres contre les colonies allemandes. Le bilan

humain de ces guerres souvent fratricides puisqu'elles opposaient des peuples partagés par des frontières artificielles est lourd, mais le décompte, qu'il ne sera peut-être jamais vraiment possible d'établir avec précision, est encore en cours d'élaboration. Selon les estimations actuelles, en ajoutant toutes les victimes en Afrique (des guerres, des famines produites par la désorganisation de l'économie qui s'en suit et par les prélèvements accrus des métropoles), et au Proche-Orient et Moyen-Orient (des soulèvements arabes, encouragés par les Alliés, contre les Ottomans), on arriverait à 10 à 12 millions de morts, soit plus qu'en Europe même, berceau de la guerre. La Grande Guerre aurait donc entraîné la mort d'une vingtaine de millions d'êtres humains.

Pour les troupes coloniales qui se sont battues en France, le pourcentage de morts et disparus est le même, globalement, que pour les soldats français (plus de 17 %). Mais, les statistiques fournies par le ministère des Armées montrent des différences importantes suivant les colonies.

Les 275 000 soldats de l'armée coloniale indigène fondée en 1915, dont la « Force noire » de Mangin, a constitué 70 % (dont plus des deux tiers sont mobilisés sur le front français), n'ont pas tous subi le même sort.

“Boucher des Noirs”

Sur les 183 139 tirailleurs « sénégalais » (en fait originaires de toute l'AOF-AEF), un cinquième ne reviendra pas. Cependant, les pertes sont parfois tellement lourdes, en particulier au Chemin des Dames en 1917 (45 % des effectifs engagés dans la seule journée du 19 avril, dont plus de 22 % de tués et de disparus), que Mangin, qui les avait propulsés en première ligne comme « force de frappe », y gagne le nom de « boucher des Noirs ».

Si les Malgaches (plus de 40 000) ont été relativement épargnés (6 % de tués), les Somaliens et Comoriens ont subi des pertes plus lourdes proportionnellement, et les Kanaks détiennent le macabre record avec 35,43 % de morts et disparus. Même la petite île d'Ouvéa a son monument aux morts.

Les Indochinois, quant à eux, ne comptent que 4 % de morts. En effet, considérés comme trop fragiles pour résister aux combats dans les tranchées froides et humides de l'est et du nord de la France, ces plus de 43 000 tirailleurs, par ailleurs plus instruits que la plupart des autres « indigènes », sont pour la plupart mobilisés dans les bataillons d'étapes (chargés des communications, du ravitaillement et de la garde de certains points sensibles des armées), ou comme infirmiers, automobilistes...

Quant aux spahis et aux tirailleurs algériens, marocains et tunisiens, ils n'appartiennent pas à l'armée coloniale. Ces éléments « indigènes » de l'« armée d'Afrique » sont en fait intégrés (avec elle) aux armées métropolitaines : 175 000 Algériens musulmans, 40 000 Marocains et 80 000 Tunisiens, dont les deux tiers se battent en France métropolitaine, les autres sur le front d'Orient. Leur courage est reconnu, célébré par Adolphe Messimy lui-même qui évoque le rôle déterminant de ces « troupes d'élite » notamment dans la bataille de la Marne. La proportion de tués et disparus est, pour les Algériens, la même que pour les tirailleurs « sénégalais », 20 %, pour les Tunisiens elle atteint 26 %, et pour les Marocains 30 %.

Il faut ajouter à ce sinistre bilan environ 20 000 Chinois morts, soit des mauvaises conditions de vie qui leur ont été faites, soit victimes des combats dans lesquels ils ont été piégés.

Dans l'immédiate après-guerre, en réponse à la campagne allemande contre la « Honte noire », on assiste en France à une mise en valeur officielle du rôle des « tirailleurs sénégalais » et d'une manière générale des troupes coloniales, qui participent au « défilé de la victoire » du 14 juillet 1919, et dont les régiments reçoivent parfois les plus hautes décorations. A Bamako, mais aussi à Reims sur les champs de bataille même de la Première Guerre mondiale, sont inaugurés en 1924 des monuments en hommage à « l'Armée noire ». Archinard, ancien commandant supérieur au Soudan français déclare : « *Nos tirailleurs noirs se sont conduits en bons Français, ils se sont montrés dignes de combattre sous nos trois couleurs.* » Apparaît alors le cliché

du « bon » tirailleur Banania, « *brave et fidèle soldat* », au sourire naïf, presque enfantin, d'autant plus populaire que les Français pensent avec reconnaissance que ces tirailleurs indigènes sont venus de leur plein gré défendre leur pays et mourir pour lui !

Mais la Grande Guerre a montré la faiblesse de la « race supérieure ». L'horreur des tranchées a jeté un doute sur sa valeur « civilisatrice ». Et la France a eu besoin de faire largement appel à son empire, au niveau financier, économique, mais aussi humain, ce qui a donné à ses « indigènes » une place dans la victoire.

De nombreuses révoltes dès 1915

Pendant la guerre, le recrutement des soldats, réveillant parfois le souvenir des razzias de la traite négrière, réactivant le rejet de la domination coloniale, et s'ajoutant à la pression économique accrue, a entraîné de nombreuses révoltes dès 1915, puis, plus importantes, en 1916, 1917. Celles-ci ont touché de vastes territoires en AOF, en Algérie, à Madagascar, en Nouvelle-Calédonie. La répression a été très dure, rappelant en Afrique les massacres de la conquête coloniale.

Les promesses suivies d'aucune réalisation

L'après-guerre a réservé bien des désillusions et des frustrations dans tout l'Empire colonial, car les promesses ne sont suivies d'aucune réalisation. Les « indigènes » qui choisissent d'être démobilisés en métropole se réunissent clandestinement, découvrant qu'ils subissent d'un bout à l'autre de l'Empire le même régime d'oppression. Ceux qui rentrent chez eux retrouvent le régime du Code de l'indigénat (lois spéciales, tribunaux spéciaux et arbitraires, aucune liberté de circulation et travaux forcés, « *esclavage déguisé* » dira plus tard Félix Houphouët-Boigny), et ce jusqu'en 1946. En Nouvelle-Calédonie les tirailleurs kanaks, reconduits dans leurs tribus et « réserves », vont refuser par deux fois la citoyenneté. Solidarité avec les leurs,

après la répression de la révolte de 1917 ? Impression d'avoir été manipulés ? Ce n'est qu'en 2001 que le nom de leurs camarades morts sera inscrit à côté de ceux des autres combattants sur le monument érigé à Nouméa en 1924, qui ne comportait jusqu'alors que leur nombre, ce qui en dit long sur la « reconnaissance » de la Mère patrie.

En AOF, AEF, les colonisés vont commencer à s'organiser à travers des grèves, des manifestations.

En Afrique du Nord, et d'abord en Algérie, apparaissent les premières revendications d'indépendance. Le capitaine Khaled écrit au président des Etats-Unis Wilson, en 1919, pour demander que le droit des peuples à choisir leur sort, prôné dans ses « 14 points », s'applique également aux Algériens. Messali Hadj, neuf ans après la fin de la guerre, proclame au nom de l'Etoile nord-africaine le droit à l'indépendance de son pays. En décembre 1920, Hô Chi Minh participe à la fondation du Parti communiste français, qui, en adhérant à la III^e internationale, s'engage à « *soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies* », et le Parti communiste indochinois est fondé en 1930.

Depuis une loi de 1959, les pensions des combattants avaient été gelées, « cristallisées », par le général de Gaulle, en réponse à l'imminence des indépendances. En 2006, la « dé cristallisation » totale des pensions militaires a été votée, mettant fin à près de cinquante ans de ce surcroît d'injustice et de mépris vis-à-vis des troupes « supplétives ». Sur les 10 000 anciens combattants et 20 000 de leurs héritiers concernés, combien de tirailleurs de la Grande Guerre ?

L'hommage rendu par le président Hollande en ce début 2014 risque d'avoir un goût amer pour nombre de leurs descendants.

Odile Dauphin

**Lettre de Camillo Berneri
à Federica Montseny**

Lettre de Camillo Berneri à Federica Montseny (1)

Nous sommes en avril 1937 ; le 17 juillet 1936 commence au Maroc un putsch militaire qui débouche sur un véritable soulèvement. Même freinées au départ par le gouvernement de la République et celui de la Généralité en Catalogne, les masses d'ouvriers et de paysans font face et infligent une défaite à Franco qui prétendait mettre sur pied une insurrection générale.

Pour cela, elles ont constitué des comités locaux qui prennent localement tout le pouvoir. Après de longues contorsions idéologiques et linguistiques, la CNT a franchi le Rubicon de son traditionnel anti-étatisme et fait maintenant partie du gouvernement « républicain » à Madrid comme à Barcelone. Courageusement, le gouvernement a quitté Madrid menacé pour Valence, toute proche de la mer et donc beaucoup plus sûre. Toutes les questions de la guerre et de la révolution, avec leurs conséquences, sont abordées dans cette lettre ouverte.

Sur le site anarchiste espagnol www.acracia.org, la lettre proprement dite de Camillo Berneri est précédée du chapeau suivant :

« Après les journées révolutionnaires de juillet 1936, l'anarchisme espagnol a démontré sa force en arrêtant dans la moitié du pays le putsch militaire et en organisant les germes d'une nouvelle société. A également commencé la collaboration avec le reste des forces politiques antifascistes contre l'ennemi commun, en particulier avec l'UGT, dans le but de constituer un front syndical. Cette collaboration a eu comme corollaire sa participation au gouvernement de la nation avec quatre ministres : deux pour la CNT et deux pour la FAI, ce qui provoqua un véritable choc dans le mouve-

ment anarchiste international. La lettre que nous transcrivons est une réflexion qu'adresse à un de ses ministres, Federica Montseny, l'anarchiste italien Camillo Berneri (1897-1937). Elle a été écrite en avril 1937, un mois avant qu'il soit assassiné par les tueurs communistes à Barcelone durant les événements contre-révolutionnaires du mois de mai, déclenchés par le pouvoir pour freiner la révolution libertaire. »

* * *

Ma chère camarade,

J'avais l'intention de m'adresser à vous tous, camarades ministres, mais maintenant, la plume à la main, spontanément, j'ai décidé de ne m'adresser qu'à toi et je ne veux pas aller contre un mouvement soudain, car c'est une bonne règle que de suivre son instinct en ce genre d'affaires. Que ne t'étonne pas ni ne t'irrite si je ne suis pas toujours d'accord avec toi ; et de plus, toi, tu as toujours su oublier cordialement des critiques qui n'ont pas été toujours de ton goût, et qu'il eût été aussi naturel qu'humain de considérer injustes et excessives. C'est une qualité, pas si petite à mes yeux, qui témoigne de la nature anarchiste de ton esprit. Cette droiture et ce tempérament compensent efficacement, j'entends pour mon amitié, les divergences idéologiques avec certains aspects de tes articles au style très personnel et tes discours d'une éloquence admirable.

“Je ne te pardonne pas”

Je ne suis pas parvenu à accepter par exemple l'identification que tu fais entre l'anarchisme de Bakounine et le républicanisme fédéraliste de Francisco Pi

i Margall (2), et je ne te pardonne pas d'avoir écrit qu'« *en Russie ce n'est pas Lénine le véritable constructeur de la Russie mais plutôt Staline, esprit réalisateur* », etc. J'ai applaudi la réponse de Voline publié dans *Terre libre* sur ton inexacte affirmation sur le mouvement anarchiste russe.

Mais ce n'est pas de tout cela que je veux aujourd'hui te parler. Sur cela, et de nombreuses autres de nos choses, j'espère un jour ou l'autre avoir l'occasion de discuter personnellement avec toi. Si je m'adresse à toi publiquement, c'est pour des affaires infiniment plus graves, pour te reprocher les énormes responsabilités que tu as prises et dont, peut-être, ta modestie t'empêche d'être consciente.

Dans le discours du 3 janvier tu disais : « *Les anarchistes sont entrés au gouvernement pour empêcher que la révolution ne dévie et pour la continuer au-delà de la guerre, et également pour s'opposer à toute éventuelle tentative dictatoriale, quelle qu'elle soit.* »

“Après trois mois d'expérience collaborationniste”

Eh bien, ma chère camarade, en avril, après trois mois d'expérience collaborationniste, nous sommes dans une situation où se produisent des événements graves et où, d'autres, pires, s'annoncent.

Là où — comme au Pays basque, dans le Levant et en Castille — notre mouvement est impuissant par manque de forces en bas, c'est-à-dire qu'il ne dispose pas de vastes syndicats et d'une adhésion prépondérante des masses, la contre-révolution opprime et menace de tout écraser. Le gouvernement se trouve à Valence, et c'est de là que sont partis les gardes d'assaut destinés à désarmer les noyaux révolutionnaires de défense. On se souvient de Casas Viejas en pensant à Vilanesa (3). Ce sont les gardes civils et les gardes d'assaut qui conservent les armes (4), et c'est ici, à l'arrière, qu'ils doivent contrôler les « incontrôlables », qu'ils osent désarmer — quelques fusils et revolvers —, les noyaux révolutionnaires. Pendant ce temps, le

front intérieur n'est pas éliminé. C'est ce qui se produit dans une guerre civile où toutes les surprises sont possibles, et dans une région où le front est très proche, où son tracé est très irrégulier et n'est pas mathématiquement sûr. Voilà ce qui se fait pendant qu'apparaît clairement la politique de distribution des armes qui tend à ne donner des armes que dans la mesure du « strict nécessaire ». Espérons que ce strict nécessaire sera observé pour armer le front de l'Aragon, escorte armée des collectivisations agraires et contrefort du Conseil de l'Aragon et de la Catalogne, l'Ukraine ibérique.

“Un gouvernement qui a offert à la France et à l'Angleterre des avantages au Maroc”

Tu fais partie d'un gouvernement qui a offert à la France et à l'Angleterre des avantages au Maroc, alors que depuis juillet 1936, il serait nécessaire de proclamer officiellement l'autonomie politique marocaine. Ce que tu penses, en tant qu'anarchiste, de cette affaire ignoble et de plus, stupide, je peux l'imaginer, mais je me dis qu'est arrivée l'heure de faire savoir que toi, et avec toi les autres anarchistes, vous n'êtes pas d'accord avec la nature et la teneur de telles propositions.

Le 24 octobre 1936 j'écrivais dans *Guerra di classe* (5) : « *La base des opérations de l'armée fasciste, c'est le Maroc. Il convient d'intensifier la propagande en faveur de l'autonomie marocaine sur tout le secteur d'influence panislamique* (6). *Il est nécessaire d'imposer au gouvernement de Madrid des déclarations non équivoques de sa volonté de sortir du Maroc, et de protéger l'autonomie marocaine.*

La France voit avec inquiétude la possibilité des répercussions insurrectionnelles dans l'Afrique septentrionale et en Syrie, et l'Angleterre voit que se renforce l'agitation pour l'autonomie en Egypte et chez les Arabes de Palestine. Il convient de mettre à profit de telles in-

quiétudes par une politique qui menace de déchaîner la révolte du monde islamique. Pour une telle politique, il faut investir de l'argent et il est urgent d'envoyer des émissaires pour l'agitation et l'organisation dans tous les centres de l'émigration arabe et dans toutes les zones de la frontière du Maroc français. Sur les fronts de l'Aragon, du Centre, des Asturies et de l'Andalousie, quelques Marocains suffiront pour faire de la propagande s'ils disposent de la radio, d'imprimés, etc. » (7).

“Garantir les intérêts des Anglais et des Français au Maroc”

Il est évident qu'on ne peut garantir les intérêts des Anglais et des Français au Maroc, et en même temps faire œuvre insurrectionnelle. Valence poursuit la politique de Madrid. Il faut que cela change. Il faut, pour changer, dire haut et fort toute notre pensée, parce qu'à Valence agissent des influences visant à pactiser avec Franco.

Jean Zyromsky (8) écrit dans *Le Populaire* du 3 mars : « Ces manœuvres sont visibles et tendent à conclure une paix qui, en réalité, signifierait non pas seulement d'arrêter la révolution espagnole, mais même d'annuler les acquis sociaux déjà réalisés.

Ni Largo Caballero ni Franco, telle serait la formule qui pourrait exprimer sommairement une conception qui existe, et je ne suis pas sûr qu'elle n'ait pas l'aval de certains milieux politiques, diplomatiques et même gouvernementaux en Angleterre, et également en France. »

Ces influences, ces manœuvres expliquent plusieurs points obscurs, comme par exemple celui-ci : l'inactivité de la marine de guerre loyale. La concentration des forces provenant du Maroc, la piraterie du *Canarias* et du *Baleares* ; la chute de Malaga n'en sont que les conséquences (9). Et la guerre n'est pas terminée ! Si Indalecio Prieto est incapable et indolent, pourquoi le tolérer ? Si Prieto est lié à une politique qui paralyse la marine, pourquoi ne pas dénoncer cette politique ?

“Ce n'est pas avec des discours et des articles qu'on défend la révolution”

Vous, ministres anarchistes, vous prononcez des discours éloquentes et écrivez de brillants articles, mais ce n'est pas avec des discours et des articles que l'on gagne la guerre et qu'on défend la révolution. Dans celle-là, il faut vaincre, et celle-ci permet le passage de la défensive à l'offensive. La stratégie de la guerre de positions ne peut pas s'éterniser. Le problème ne se résout pas en lançant des mots d'ordre comme : mobilisation générale, des armes pour le front, commandement unique, armée populaire (10), etc.

Le problème se résout en réalisant immédiatement ce qui peut être réalisé. Selon *La Dépêche* de Toulouse du 17 janvier : « La grande préoccupation du ministère de l'Intérieur, c'est de rétablir l'autorité de l'Etat sur celle des groupes et sur les incontrôlés de toutes tendances. »

Il est évident que, même s'il l'on passait des mois à chercher à anéantir les « incontrôlables », cela ne résoudrait pas le problème de l'élimination de la Cinquième Colonne. L'élimination du front intérieur a comme condition préalable une activité de recherche et de répression qui ne peut être accomplie que par des révolutionnaires éprouvés. Une politique interne de collaborationnisme entre les classes et d'adulation à l'égard des classes moyennes, conduit inévitablement à la tolérance à l'égard des éléments politiquement équivoques. La Cinquième Colonne est constituée non seulement d'éléments appartenant à des formations fascistes mais également de tous les mécontents qui aspirent à une République modérée. Ce sont ces derniers éléments qui mettent à profit la tolérance des chasseurs d'« incontrôlables ».

L'élimination du front intérieur a comme condition préalable une large et radicale activité des comités de défense constitués par la CNT et l'UGT.

Nous voyons que commencent à faire partie des cadres dirigeants de l'Armée populaire (11) des éléments équivoques, sans que les garantisse aucune organisation politique ou syndicale. Les comités et les délégués politiques des milices exerçaient un contrôle salutaire. Aujourd'hui il est affaibli par la prédominance du système centralisé de nominations et de promotions, qui deviennent strictement militaires. Il est nécessaire de renforcer l'autorité de ces comités et de ces délégués.

Nous voyons un fait nouveau, et qui peut avoir des conséquences désastreuses, à savoir que des bataillons entiers sont commandés par des officiers qui ne jouissent pas de l'estime et de l'attachement des miliciens. Ce fait est grave parce que la valeur de la majorité des combattants espagnols dans la bataille est proportionnelle à la confiance qu'ils ont en leur propre commandant. Donc il est nécessaire de rétablir l'éligibilité directe et le droit de destitution depuis la base.

Je pourrais continuer longtemps sur ce sujet.

“Des erreurs énormes”

Ce fut une erreur très grave que d'accepter des formules autoritaires, non parce qu'elles étaient autoritaires mais parce qu'elles nous conduisent à des erreurs énormes et à des objectifs politiques qui n'ont rien à voir avec les besoins de la guerre.

J'ai eu l'occasion de discuter avec des officiers, italiens, français et belges de haut rang, et j'ai constaté qu'ils ont, eux, du besoin réel de la discipline une conception beaucoup plus moderne et rationnelle que celle que certains néogénéralistes prétendent réaliste.

Je crois qu'il est temps de constituer une armée confédérale, comme le Parti communiste a constitué son propre corps d'armée : le cinquième régiment des milices populaires. Je crois qu'il est temps de résoudre le problème du commandement unique, en réalisant une unité effective du commandement qui permette de passer à l'offensive sur le front aragonais. Je crois qu'il est temps d'en finir

avec le scandale de ces milliers de gardes civils et de gardes d'assaut qui ne vont pas au front parce qu'ils se consacrent à contrôler les « incontrôlables ». Je crois qu'il est temps de créer une industrie de guerre sérieuse. Et je crois qu'il est temps d'en finir avec certaines incongruités, aussi flagrantes que celle du repos dominical et celle de certains « droits ouvriers » sabotant la défense de la révolution. Il est nécessaire de maintenir bien haut l'état d'esprit des combattants.

“La guerre d'Espagne, dépouillée de toute idée de transformation sociale”

Luigi Bertoni (12), se faisant l'interprète des sentiments exprimés par plusieurs camarades italiens combattant sur le front de Huesca, écrivait il n'y a guère :

« La guerre d'Espagne, dépouillée de toute foi nouvelle, de toute idée de transformation sociale, de toute grandeur révolutionnaire, de tout sens universel, n'est pas autre chose qu'une vulgaire guerre d'indépendance nationale, qu'il faut affronter pour éviter l'extermination que la ploutocratie mondiale se propose. Reste entière la terrible question de la vie ou la mort, mais ce n'est plus une guerre d'affirmation d'un nouveau régime ou d'une nouvelle humanité.

On pourrait dire que tout n'est pas encore perdu, mais en réalité tout est menacé et compromis, et les nôtres tiennent un langage de renoncement, le même que tenait le socialisme italien devant l'avancée du fascisme : “Attention aux provocations !”, “Calme et sérénité !”, “Ordre et discipline !”. Toutes choses qui se résument pratiquement à une seule : laisser faire.

Et de même qu'en Italie le fascisme a fini par triompher, en Espagne, l'antiscialisme, revêtu de l'habit républicain, ne pourra que vaincre, à moins que ne se produisent des événements qui échappent à nos prévisions. Inutile d'ajouter que nous ne faisons que constater, sans vouloir la condamner, l'attitude des nôtres

dont nous ne saurions dire comment la conduite pourrait avoir une issue différente et efficace alors que grandissent la pression italo-allemande au front et la bolchevisation (13) à l'arrière. »

“Les anarchistes espagnols pourraient avoir une ligne politique différente”

Moi, je n'ai pas la modestie de Luigi Bertoni. J'ai la prétention d'affirmer que les anarchistes espagnols pourraient avoir une ligne politique différente de celle qui prévaut, et je prétends suggérer quelques lignes générales de conduite, fondées sur les expériences des grandes révolutions récentes et ma lecture de la presse libertaire espagnole elle-même.

Je crois que tu dois te poser la question de savoir à quelle place tu peux le mieux défendre la révolution et apporter la meilleure contribution à la lutte contre le fascisme : en participant au gouvernement ou en allant porter la flamme de ta parole magnifique aux combattants et à l'arrière à qui elle serait infiniment plus utile. L'heure est venue de clarifier le sens unitaire lui-même que peut avoir votre participation au Parlement. Il est nécessaire de parler aux masses et de les appeler à juger si Marcel Cachin avait raison lorsqu'il déclarait (*L'Humanité*, 23 mars) : « *Les responsables anarchistes multiplient leurs efforts unitaires et leurs appels sont écoutés de manière croissante* » ; ou bien si ont raison la *Pravda* et les *Izvestia* lorsqu'elles calomnient les anarchistes espagnols en les traitant de saboteurs de l'unité. Appeler également les masses à juger la complicité morale et politique du silence de la presse anarchiste espagnole à propos des délits dictatoriaux de Staline, des persécutions contre les anarchistes russes et des monstrueux procès contre l'opposition léniniste et trotskyste, silence récompensé comme il se doit par les diffamations des *Izvestia* contre *Solidaridad Obrera* [le principal organe anarchiste de la péninsule — NdT] de Barcelone.

Appeler les masses à juger si certaines manœuvres de sabotage de l'ap-

provisionnement n'entrent pas dans le plan annoncé le 17 décembre 1936 dans la *Pravda* : « *Quant à la Catalogne, le nettoyage des éléments trotskystes et anarcho-syndicalistes a été entamée, cette tâche sera menée avec la même énergie que celle qui a été utilisée en URSS.* »

Il est temps de savoir si nous, les anarchistes, nous sommes au gouvernement pour jouer le rôle de vestales d'un feu quasiment éteint ou si nous y sommes pour servir de bonnet phrygien à des politicards qui flirtent avec l'ennemi, ou bien avec les forces de la restauration de la « République de toutes les classes » (14). Le problème est posé devant l'évidence d'une crise qui dépasse ses acteurs représentatifs occupant aujourd'hui le devant de la scène.

“Ou bien la victoire sur Franco par la guerre révolutionnaire, ou bien la défaite”

Le dilemme : guerre ou révolution, n'a plus de sens. Le seul dilemme est celui-ci : ou bien la victoire sur Franco par la guerre révolutionnaire, ou bien la défaite.

Le problème pour toi, et pour les autres camarades, est de choisir entre le Versailles de Thiers ou le Paris de la Commune, avant que le Thiers et Bismarck ne réalisent l'union sacrée.

A ton tour de parler, parce que tu es « la lumière cachée » (15).

Fraternellement,
Camillo Berneri

Traduction et notes :
Roland Corominas

(Les intertitres sont de la rédaction des *Cahiers du mouvement ouvrier*.)

(1) Lettre adressée à la ministre anarchiste Federica (Frederica en catalan) Montseny et publiée dans le journal *Guerra di classe* le 14 avril 1937. Le choix de Federica Montseny peut s'expliquer par la réputation d'humanité et de sagesse (surtout due au silence qu'elle savait opposer aux questions embarrassantes) qu'avait Federica

Montseny ; celle-ci ne répondra pas aux questions posées dans la lettre.

(2) Le républicanisme fédéraliste de cet homme politique espagnol du XIX^e siècle, admirateur et traducteur de Proudhon, vaguement pro-socialiste, était surtout opposé aux progressistes espagnols et catalans, même s'il affichait volontiers un fervent « catalanisme », surtout exprimé dans les Jeux floraux de Barcelone.

(3) A Vilanesa, les gardes d'assaut ont essayé de reprendre un local à des paysans collectivistes par la violence ; la présence due au hasard de miliciens de la fameuse Colonne de fer anarchiste fit que les choses ont mal tourné et se sont soldées par la mort de quatre militants de la CNT et de douze gardes d'assaut, sans compter les deux cents militants emprisonnés. C'était la reproduction, trois ans après, des événements du village de Casas Viejas, dans la province de Cadix, au cours desquels des paysans, militants cénétistes furent assassinés par des sections de garde d'assaut appelées par la République pour leur interdire d'occuper des terres non cultivées.

(4) Allusion à un décret du gouvernement de la Généralité exigeant que soient remises aux autorités les armes possédées par les militants et les miliciens, décret qui tardera beaucoup à être appliqué, même partiellement, comme expression de la résistance des organes armés des comités locaux pour faire respecter leurs conquêtes sociales récentes.

(5) Organe de l'Union syndicale italienne, centrale anarcho-sindicaliste adhérent à l'Association internationale des travailleurs (AIT), journal que Camillo Berneri édite simultanément, d'abord à Paris et ensuite à Bruxelles.

(6) L'Islam est pris ici au sens de l'aire géographique et non religieux ; il convient de préciser que l'auteur n'utilise jamais le terme d'« islamiste ».

(7) Référence limpide à une démarche des nationalistes marocains auprès des gouvernements de la Catalogne et de l'Espagne afin d'obtenir de ces derniers une déclaration visant à libérer le Maroc du protectorat espagnol ainsi qu'une aide leur permettant de déclencher un mouvement de libération nationale à l'arrière des troupes de Franco au Maroc où se trouvait l'essentiel de ses forces ; cette demande fut refusée par le gouvernement de la République espagnole.

(8) Socialiste indépendant de la SFIO, spécialiste des pages sociales du journal *Le Populaire*, l'une des figures de la Fédération de la Seine, condamne la non-intervention de Léon Blum pendant le Front populaire.

(9) Allusion claire pour les contemporains à des événements au cours desquels le croiseur flamboyant neuf *Canarias*, l'un des deux bâtiments, avec le *Baleares*, tombés dans les mains de Franco, fut laissé libre de ses agissements par les autres unités de la marine pourtant très largement majoritaire dans cette arme. En septembre 1936, les forces de la marine républicaine avaient été expédiées vers

la mer Cantabrique, ne laissant que deux croiseurs pour défendre le détroit de Gibraltar dont l'un fut envoyé par le fond en quelques minutes par le *Canarias*, tandis que l'autre s'enfuyait vers Casablanca, laissant ainsi le contrôle du détroit à Franco, lui permettant ainsi de faire passer beaucoup plus rapidement ses forces marocaines sur le territoire de la péninsule. Ce même *Canarias*, en décembre, devait détruire le vapeur soviétique, le *Komsomol*, devant Oran, raison invoquée, semble-t-il, par l'état-major russe pour réduire l'aide à la République espagnole. En avril le *Baleares* avait procédé à un bombardement intensif de Malaga avant sa chute. La suite de la guerre ne fera que confirmer les craintes prémonitoires de Camillo Berneri : « *Et la guerre n'est pas terminée !* »

(10) Tous ces mots d'ordre résument les tentatives des opposants à la révolution faites dans le but de juguler l'action des comités locaux et du Comité central de milices antifascistes (CCMA), c'est-à-dire « *tout est soumis à la guerre, il faut arrêter les expériences révolutionnaires, soumettre toutes les milices à un seul commandement, sous-entendu celui de la République et non celui des partis et syndicats* ».

(11) L'Armée populaire, voulue par tous les tenants de l'ordre républicain contre la révolution, est venue se substituer aux colonnes de miliciens volontaires mises en place par le CCMA, les partis et les syndicats qui le constituent.

(12) Vieux combattant anarchiste-socialiste, fait, à 64 ans, en 1936, une tournée en Espagne où il parle dans de nombreux meetings, notamment aux côtés de Sébastien Faure et de Federica Montseny à Barcelone, en Aragon, tout en militant ouvertement pour la révolution et le soutien aux volontaires et aux combattants d'Espagne en Suisse.

(13) Ce terme de « bolchevisation » peut paraître étrange sous la plume de quelqu'un qui, quelques lignes plus loin, va condamner le silence honteux de la presse anarchiste sur les « *monstrueux procès [de Moscou] contre l'opposition léniniste et trotskyste* » ; cependant, le contexte de la phrase dans laquelle il est employé, ne permet pas le doute : il s'agit bien de la mainmise des staliniens sur les forces du maintien de l'ordre à l'arrière pour en finir avec la révolution, ce que ces derniers appellent « les expériences ».

S'agirait-il d'une bien hypothétique concession « langagière » à Federica Montseny qu'il ne ménage guère sous des dehors apparemment chaleureux, d'autant moins qu'il s'agit de la deuxième polémique publique avec Federica Montseny, la précédente ayant eu lieu en avril 1936, où Berneri mettait en garde ses camarades espagnols à travers la future ministre contre les illusions électoralistes et « front-populaires ». Et finalement, peut-être faut-il y voir tout simplement l'oubli innocent des guillemets par le typographe anarchiste... Quoi qu'il en soit, les différentes publications de cette lettre retiennent toutes la même leçon, probablement copiées du même texte.

(14) Allusion au premier article de la Constitution de la République espagnole de 1931 ; Berneri procède à un raccourci qui nécessite une petite explication. Lors de l'Assemblée parlementaire au cours de laquelle fut débattue cette question, les différentes passes d'armes entre socialistes et républicains aboutirent à la rédaction suivante : « *España es una República de trabajadores de toda clase* », ce qui voudrait dire en bon espagnol : « *L'Espagne est une République de travailleurs en tout genre* », en fait une absurdité, aussi étrange que cela paraisse dans un texte constitutionnel. Cependant, cette absurdité résulte du « compromis » entre la position des socialistes qui proposaient : « *L'Espagne est une République de travailleurs* », proposition qui fut adoptée, mais à laquelle le chef du gouvernement provisoire Alcalá-Zamora ajouta après coup « *de todo orden* », c'est-à-dire « *de tous ordres* », ce qui dit plus précisément les choses de son point de vue bourgeois, pour aboutir au magnifique compromis ci-dessus. Qui peut nier en effet que les patrons « travaillent », et même plus que les ouvriers souvent, n'est-ce pas ? Cette formulation, si elle ne brille pas par ses qualités littéraires, dit bien le compromis en forme de compromission imposée au (et acceptée par le) PSOE, qui n'ose pas défendre son point de vue, pendant que les républicains bourgeois font semblant de faire une concession ; et alors même que les parlementaires socialistes ont la légalité du vote pour eux ! C'est la décision de l'Assemblée parlementaire qui aurait dû primer sur celle du chef du gouvernement, provisoire par-dessus

le marché ! Saisissant raccourci, finalement, de l'histoire à venir, en ce moment si important où, en principe, est gravée dans la Constitution la nature de l'État qui va être impulsée par les vainqueurs. D'entrée de jeu, les dirigeants du PSOE avaient déjà abdicé. C'est ainsi que le comprend, à juste titre et avec lui ses contemporains, Camillo Berneri, mais, lui, il l'explicite en lui donnant tout son sens, même si ce dernier n'est pas explicitement dit dans la Constitution, avec ses classes possédantes et ses classes exploitées, prétendument réunies sous une même houlette « républicaine ».

(15) Cette phrase en forme d'énigme mérite bien une note. On peut avancer une hypothèse qui, du reste, a influé sur la traduction. On sait que Federica Montseny avait un grand talent d'oratrice, sage, mesurée, pratique, d'où son admiration quelque peu étonnante chez un(e) anarchiste pour Staline, le « réalisateur » ; cependant, on ne la voyait pas souvent répondre à des questions embarrassantes. En quelque sorte, Berneri lance à cette prétendue lumière une sorte de défi l'invitant à répondre au grand jour, à ne plus se cacher, à assumer ses responsabilités. Cette interprétation, peut-être un peu risquée, reste dans la logique littéraire de la métaphore filée de la dernière phrase où l'intellectuel italien, maniant l'humour glacial, mentionne « *la complicité morale et politique du silence de la presse anarchiste espagnole* » sur les crimes de Staline, et note que ce silence a été « *récompensé comme il se doit par les diffamations des Izvestia contre Solidaridad Obrera* ».

**Jacqueline Milon-Cellier
Pierre Roy**

**A propos du film
“Mémoire d’Octobre”
et de Théo Vial-Massat**

Jacqueline Milon-Cellier, Pierre Roy

A propos du film "Mémoire d'Octobre" (1) et de Théo Vial-Massat

**Un spectateur du cinéma Le France (Saint-Etienne)
au réalisateur : "Pourquoi vous remuez tout ça ?"**

**Jaurès : "Le courage, c'est de chercher la vérité
et de la dire" (Discours à la jeunesse)**

Les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont interrogé une fidèle lectrice, qui habite Saint-Etienne, à propos d'un film documentaire où le dirigeant PCF de la Loire Théo Vial-Massat, ancien capitaine FTP du maquis Wodli, ancien membre du comité central du PCF, ancien député de Firminy, occupe une place importante.

Il faut rappeler aux lecteurs qu'une première évasion, collective mais sélective (parmi les laissés-pour-compte figuraient cinq militants trotskystes détenus — voir plus bas), avait été organisée dans la nuit du 24 au 25 avril 1943 de la prison du Puy (Haute-Loire) par les FTP du maquis Wodli et qu'elle avait été durement réprimée. La police vichyste avait alors déployé, dans toute la région, une traque des détenus évadés et de résistants. A Saint-Etienne, Théo Vial-Massat fut arrêté en tant que résistant. Il y eut du même coup, de nouveau, un grand nombre de prisonniers dans la prison du Puy.

Une deuxième évasion menée dans la nuit du 25 au 26 septembre 1943 à partir de la prison de Bellevue (Saint-Etienne), collective mais très sélective (32 prisonniers choisis par la direction du PCF et un membre important du SOE (2) bri-

tannique libérés, sur 80 détenus) fut organisée dans la nuit du 25 au 26 septembre 1943. Parmi les libérés figuraient des résistants à la dévotion de l'appareil international politico-policier du Kremlin qu'on retrouvera au maquis Wodli peu après (dont Giovanni Sosso).

La troisième évasion collective, réalisée le 1^{er} octobre 1943 à la prison du Puy, et dont les suites furent tragiques pour quatre des cinq militants trotskystes, concernait quant à elle, en grande partie, des détenus évadés la première fois (*cf. supra*) puis repris, ainsi que les laissés-pour-compte de la première évasion (dont les cinq militants trotskystes), et des résistants arrêtés comme Vial-Massat (*cf. supra*). Cette fois-ci, le commando FTP (avec l'aide du SOE et surtout du gardien Albert Chapelle, cheville ouvrière de

(1) Film de Julien Ouguergouz, projeté au cinéma Le France, à Saint-Etienne, le 27 mars 2013, devant une salle comble (360 places).

(2) Le *Special Operations Executive* était le service secret britannique opérant en France, souvent en collaboration avec les services secrets du Kremlin qui avaient infiltré la résistance communiste en France pour la contrôler politiquement (union nationale) de façon étroite. Une figure de la résistance stéphanoise, qui subit la déportation, Violette Maurice, du groupe « 93 », proche du service secret britannique, aida, de l'extérieur, à l'évasion de la prison de Bellevue.

l'évasion) libéra tout le monde, y compris les cinq militants de la IV^e Internationale (grâce à Chapelle) : Pietro Tresso dit Blasco, l'un des fondateurs du PC italien, traqué par le régime fasciste, réfugié en France avant la guerre et devenu un dirigeant trotskyste important, Abraham Sadek, Jean Reboul, Pierre Salini et Albert Demazière. Les quatre premiers ont été tués au sein du maquis « libérateur ».

Ce film est en partie dédié à Théo Vial-Massat qui est longuement interrogé par le réalisateur. Théo Vial-Massat est mort le 30 octobre 2013, mais demeure toujours posée la question du degré de son implication dans l'assassinat de quatre des cinq militants trotskystes (Albert Demazière réussit à s'enfuir) au sein du maquis alors replié dans un groupe de fermes au lieu-dit Raffy,

commune de Queyrières, en Haute-Loire. Quand il était interrogé sur ce point, selon la plupart des témoignages, Vial-Massat se drapait immédiatement dans une attitude d'hostilité offensée et hautaine vis-à-vis du soupçon qu'on osait émettre à son encontre d'avoir participé d'une manière ou d'une autre à un assassinat. La question n'est pas éludée par le réalisateur du film, et si Théo Vial-Massat reconnaît les faits, semble-t-il pour la première fois — né en 1919, il a près de quatre-vingt-dix ans quand le film est tourné —, il assortit cette reconnaissance d'une longue justification, embarrassée malgré la superbe dont il fait encore preuve, tout auréolé — qu'il a été, toute sa vie durant — de sa réputation de grand résistant irréprochable.

Cette justification demeure pleine de non-dits.

La parole est à Jacqueline Milon-Cellier, la nièce de Théo Vial-Massat

Jacqueline, peux-tu dire aux CMO, avant même d'en venir au film proprement dit, quelles ont été tes raisons à la fois personnelles et politiques, je crois qu'elles sont très mêlées, qui font que tu t'es particulièrement intéressée à ce film ?

Politiquement d'abord, il faut que je dise mon parcours. J'ai commencé un groupe d'études révolutionnaires (GER) organisée par l'OCI le 13 mai 1968 ! J'étais alors au PCF. Tout en étant gagnée aux positions du trotskysme, je suis restée membre du PC pendant quelques mois. Mais on m'a mise au courant très vite des faits auxquels le film fait référence, et j'ai lu à ce moment-là la brochure que la compagne de Blasco, Barbara, avait écrite et qui relatait ses démarches — restées vaines — pour une commission d'enquête visant à faire la lumière sur la disparition des quatre militants trotskystes. S'il y avait eu alors une enquête, on aurait retrouvé les corps des quatre militants assassinés enterrés à un endroit connu de la surface du lieu-dit Raffy, en Haute-

Loire (arrondissement d'Yssingeaux). Dès que j'ai eu connaissance de ces faits, j'en ai parlé à ma mère qui était sœur de Théo et qui, d'ailleurs, a quitté le PC en août 1968, alors que la répression russe du « printemps de Prague » se mettait en marche. Ma mère n'était pas au courant des faits relatifs au maquis Wodli. Ce que tu me dis du mutisme absolu d'un vieux militant PC stéphanois ayant soit assisté à la liquidation des quatre soit en ayant eu vent sur place, ne m'étonne pas. Ce vieux militant, me dis-tu, a été interrogé sur ces faits dans les années 1968-1970 par son fils gagné au trotskysme ; il a opposé un refus farouche de dire quoi que ce soit. On peut penser qu'il avait peur de représailles au cas où il dirait quelque chose...

Comment as-tu « géré » cette révélation qui t'avait été faite ?

La chose est restée dans un premier temps entre ma mère et moi. Comme je le disais : j'étais trotskyste et encore au PC, par décision de l'OCI. Mais c'était une situation difficile et, je le pense mainte-

nant, une position politique discutable, sans avenir. N'en pouvant plus, après avoir été élue secrétaire de cellule au sein du PC, j'ai pris la décision de le quitter, et c'est alors que j'ai écrit une lettre que j'ai envoyée à la presse (*Le Monde, Libération*) qui commençait (je ne l'ai pas gardée mais elle été publiée à l'époque par le journal *Informations ouvrières*) à peu près ainsi : « *Moi, fille et petite-fille de militants PCF, nièce de Vial-Massat, membre du comité central du PCF, voilà les raisons pour lesquelles je quitte le PC et rejoins les rangs de la Quatrième Internationale.* » Je sais que toi, Pierre, tu as lu cette lettre, lors d'une réunion électorale du PC, et que Vial-Massat, mon oncle, a téléphoné le lendemain à ma mère, en lui disant : « *Je viens de prendre connaissance de cette lettre ; tu vas la foutre dehors de chez toi immédiatement !* » Ma mère a répondu : « *Ma fille est ma fille ; je n'ai pas d'ordre à recevoir à son sujet.* »

J'habitais alors Livry-Gargan, et une manifestation de jeunes et de chômeurs avait été organisée par l'OCI le 1^{er} mai 1968. Et cette manifestation avait été violemment dispersée sur ordre de Ballanger, alors maire PCF de la localité. Ma mère voit Pierre Juquin à la manifestation de l'après-midi et lui dit : « *Qu'est-ce que c'est que ces méthodes ? Ballanger envoie ses flics contre les jeunes !* » Juquin répond : « *Et alors, il en a tué combien ? Ta fille y était ? Eh bien, tu l'as mal élevée, ta fille !* » Elle a démissionné du PC quelques mois plus tard ; cette phrase, plus la répression du printemps de Prague, c'était trop. Mon père, lui, est resté.

Ma mère a déclaré à ce moment-là : « *Ni toi ni Juquin, vous ne me ferez mettre ma fille dehors !* » Je n'ai plus revu mon oncle Théo Vial-Massat jusqu'à ce que je revienne dans la région de Saint-Etienne en 1991.

Revenons au film "Mémoire d'Octobre" à la projection duquel tu as assisté au cinéma Le France, à Saint-Etienne. Qu'en as-tu pensé ?

Compte tenu du climat politique de la Loire sur de tels sujets, je pensais voir un film dédié entièrement à la gloire de

Théo. Mais dès le générique apparaissent les photos de Tresso, de Sadek, de Salini, de Reboul, sur des fiches d'identité... Je me suis alors dit : « *Le film ne fera pas l'impasse sur l'assassinat des quatre trotskystes.* » La suite du film a confirmé ce point, et des questions intéressantes sont en effet posées à Vial-Massat.

Dans le film, il reconnaît qu'il y a eu meurtre des militants de la IV^e Internationale et il dit qu'avec le recul, il considère que cela a été une erreur. Il se défend, en s'abritant derrière la dureté de la guerre, derrière le fait que de Gaulle, lui aussi, a fait liquider des résistants trop en marge de sa ligne politique, derrière le fait que certains militants trotskystes étaient partisans de répondre au STO pour mener en Allemagne un travail politique, que le travailleur allemand était pour eux — ce qui le choquait, lui, Vial-Massat — un travailleur comme un autre, bref que c'était compliqué, qu'il fallait se reporter à l'époque, etc.

Au départ, je n'avais pas l'intention d'intervenir, mais des gens dans la salle ont interpellé le jeune réalisateur : « *Pourquoi vous remuez tout ça ?* » J'ai alors pris la parole, et j'ai expliqué en quoi, pour moi qui avais été gagnée au trotskysme en 1968, ce film recoupait mon histoire familiale et mon histoire politique. J'ai dit que j'étais contente que ce devoir de mémoire à l'égard des quatre victimes du maquis Wodli ait été assumé par un jeune, et que moi, à partir de 1968, j'avais vécu dans un climat de tensions familiales à ce sujet.

N'as-tu pas été frappée comme, il me semble, on peut l'être, par le côté purement nationaliste, dépourvu de toute référence de classe quant au contenu social de la guerre des partisans dans la conception de Vial-Massat ? Au moment même où Blasco et ses trois camarades étaient assassinés dans le maquis, des militants communistes, dirigeants de maquis dans d'autres régions comme le Limousin avec Guingoin, ou la haute vallée de l'Hérault, cherchaient à dégager, confusément et au milieu d'extrêmes difficultés, une voie « socialiste » à la résistance. Avec Vial-Massat, rien de

tel, c'est l'appareil stalinien qui dirige et impulse une ligne purement patriotique et militarisée, et donc de contenu socialement bourgeois, ligne dont Théo est l'officier obéissant.

Je partage ton point de vue et on est frappé par le fait que Théo Vial-Massat (3) reste entièrement sur cette position jusqu'à sa mort. Il se vante encore à la fin de sa vie, le film en témoigne, d'avoir fait enlever le drapeau rouge frappé de la faucille et du marteau à l'occasion d'une inspection qu'il avait faite dans l'un des maquis qu'il aura bientôt sous ses ordres, tout en restant sous l'autorité d'un autre militant stalinien, le colonel Sosso (4), que ma mère considérait comme une ordure (pour elle, c'est lui qui dirigeait tout). En tout cas, pour interdire toute référence, même symbolique, à la révolution socialiste, Théo va même jusqu'à gifler, du haut de ses vingt-quatre ans (il était né en 1919) et de ses galons de capitaine, le jeune résistant communiste qui avait pris l'initiative du drapeau rouge frappé de l'emblème prolétarien. Théo Vial-Massat insiste dans le film sur la nécessité d'une discipline de fer dans les maquis et il est évident pour moi que cette discipline avait *d'abord* un contenu social réactionnaire.

Cette politique, que je qualifierais de « maquisarde ultra-patriote », rejetant délibérément toute visée sociale révolutionnaire, ne porte-telle pas en germe la ligne qui sera définie par Thorez (« un seul Etat, une seule armée, une seule police ») pour s'opposer à toute velléité d'une politique ouvrière indépendante, qui se serait massivement orientée vers « l'expropriation des expropriateurs », comme disait Marx, afin de mettre en cause d'une façon radicale la propriété privée des moyens de production ?

Oui, bien entendu ; d'ailleurs Théo Vial-Massat oppose à cette orientation révolutionnaire — que ses maîtres lui ont enjoint de redouter précisément parce qu'elle est prête à surgir — une orientation de reconstruction d'un Etat par le haut, sous la houlette de De Gaulle. Qu'était alors de Gaulle ? En termes de force politico-sociale, pas grand-chose.

Certes, outre sa stature politique personnelle, il bénéficiait du tremplin qu'il avait constitué avec le gouvernement d'Alger, mais la bourgeoisie, dans sa grande masse, n'avait-elle pas été collaborationniste avec la bénédiction de l'Eglise catholique ? C'est ce que j'ai appris quand j'ai été gagnée à la Quatrième Internationale. Autrement dit, pour moi, c'est le PCF qui, par sa politique d'union nationale, a littéralement donné chair et sang au gaullisme, par-delà les différends conjoncturels qui ont pu surgir.

Cette extrême fragilité sociale et politique de De Gaulle, il faut, je crois, la souligner, car, à ma connaissance, la plupart des historiens la taisent soigneusement ; cette reconstruction étatique d'un ordre capitaliste supposait de désarmer les résistants et de s'opposer à la gestion ouvrière des usines par des comités élus, cette politique supposait la tentative de liquidation de tout noyau politique orienté sur une aide à l'émancipation des travailleurs du joug du capital. Je ne veux pas plus développer, mais cette période fut riche en obscurs règlements de comptes politiques contre ceux qui n'acceptaient pas la ligne officielle (5). J'ai noté, comme toi, que Théo Vial-Massat se vantait d'avoir empêché les manifestants de 1947 de s'emparer de la préfecture de Saint-Etienne. On conspuait

(3) Dans la brochure éditée par la mairie de Firminy pour la cérémonie du 5 novembre en l'honneur de celui qui venait de mourir, est reproduite une photographie montrant Théo Vial-Massat serrant la main du pape Jean-Paul II. La photographie a été prise lors d'une rencontre au Vatican en 1985, à l'occasion d'une « délégation au Conseil de l'Europe » que Théo Vial-Massat conduisait « pour traiter des problèmes de la paix dans le monde ». Il faut croire que Théo Vial-Massat attachait beaucoup de prix à cette photo puisqu'il la diffusa largement, notamment auprès de sa parentèle, et que sur les dix photos reproduites par la brochure, les responsables de cette publication ont estimé opportun d'en consacrer une à cet « événement ». Celui-ci fut donc jugé significatif, voire indispensable, pour perpétuer la mémoire du défunt, par ailleurs athée complet, mais fidèle à la politique « de la main tendue » à l'Eglise catholique préconisée par Maurice Thorez.

(4) C'est ce Giovanni Sosso aux multiples pseudonymes qu'on retrouve plus tard dans d'autres régions des maquis FTP : pour Broué et Vacheron, c'est le tueur en chef qui a orchestré, sur ordre des directions conjointes du PC italien et du PC français, la « liquidation » des quatre trotskystes. Cf. Broué-Vacheron, *Meurtres au maquis*, pp. 63 à 67.

(5) Cf. annexe, « Stalinisme et Résistance ».

certes Jules Moch, mais on protégeait aussi l'Etat bourgeois...

Alors, penses-tu que Théo Vial-Massat a participé à l'assassinat des quatre militants trotskystes ?

Je ne peux pas affirmer cela, car je pense qu'en effet, le 25 octobre 1943, Théo Vial-Massat avait déjà été — ou sera peu après cette date — envoyé en Ardèche. En tout cas, il n'était pas encore un rouage suffisamment rôdé de l'appareil. Ça viendra peu après, comme produit d'une période de formation qu'il accomplira. La façon de le tenir a été de lui demander de couvrir le meurtre. Cela n'est pas moins odieux que de tirer, on peut le penser. Par la suite, il deviendra commandant du camp, effectuant des tournées d'inspection dans les différents

endroits du maquis éparpillé et il deviendra commandant de la place de Saint-Etienne, sous les ordres de Sosso (cf. note 2).

Ta conclusion ?

Je voulais apporter ce témoignage (6). Je dois dire que mon intervention au cinéma Le France fut applaudie par le public. Certes, je n'ai pas dit autant de choses que dans cette interview pour les Cahiers du mouvement ouvrier, mais je crois avoir mis alors en évidence l'essentiel. Mon émotion était forte, tu peux le comprendre, car cet épisode de l'Histoire avec un grand H (le meurtre des quatre trotskystes) s'est trouvé intimement mêlé à ma propre histoire personnelle.

Interview réalisée par Pierre Roy

(6) Pour les lecteurs qui veulent en savoir plus, il faut lire, de Alfredo Azzaroni, Pierre Naville, Ignazio Silone, *Blasco-Pietro Tresso, La Vie d'un militant* — Commission pour la vérité sur les crimes de Staline, 1965 ; le livre de Broué-Vacheron, *Meurtres au maquis*, Grasset, 1997, procède à une enquête très sérieuse, richement informée, malheureusement, à mon avis, quelque peu encombrée d'éléments polémiques avec Albert Demazière et la direction du PCI de l'époque (le PCI était un parti issu de la fusion du POI et du CCI à la Libération). Ces éléments polémiques concernent d'une part les illusions du premier sur ce qu'il considérait à l'époque, avant qu'il ait eu connaissance du meurtre, comme un rapprochement politique avec les maquisards FTP et, d'autre part, une supposée inertie de la seconde quant à une enquête, possible, d'après les auteurs, dès la sortie de la guerre, mais non réalisée. Ces reproches peuvent, plus de cinquante ans après les faits, mettre mal à l'aise le lecteur ; en tout cas, c'est comme cela que je l'ai ressenti, et j'ai considéré que cette polémique qui court tout au long du livre n'y avait pas sa place ; elle affaiblit à mon sens la portée de l'ouvrage, et c'est dommage pour ce qu'il apporte par ailleurs. Signalons qu'une publication servie uniquement sur abonnement, *La Lettre de la Vérité*, a consacré son numéro 15 de mai 1996 à la demande de « réhabilitation » des assassinés adressée à Robert Hue, alors secrétaire général du PCF, par Albert Demazière, Paul Parisot et Jean-René Chauvin. Demande jugée totalement inappropriée d'un point de vue politique par la publication trotskyste. On peut en acquérir photocopie auprès du Cermtri.

Un mot sur le film *Mémoires d'Octobre* de Julien Ouguergouz, distribué par Ardèche-Images production. C'est un joli film, rythmé par le poème de Boris Vian *L'Évadé* : « Pourvu qu'ils me laissent le temps... », où la beauté de la campagne de la Haute-Loire ne peut faire oublier qu'à un endroit précis, il y a les corps de quatre militants assassinés (PR).

Annexe

Stalinisme et Résistance

L'appareil stalinien (n'oublions pas qu'il était international, via les PC nationaux, mais qu'il procédait des services politico-policiers — NKVD — de la bureaucratie dirigeante en URSS) ne tolérait aucun espace où aurait pu se manifester une politique ouvrière anticapitaliste et qui aurait posé le problème du pouvoir jusqu'au plus haut niveau.

La révolution espagnole trahie peu auparavant (les CMO ont fourni sur ce sujet maints témoignages, analyses et documents, voir les deux numéros spéciaux sur la révolution espagnole, n^{os} 55 et 56) indiquait bien que tel serait le choix politique obstiné mis en œuvre par la direction du PCF ; on ne peut le comprendre que si on relie ce choix aux ordres de la bureaucratie du Kremlin qui se préservait ainsi comme telle d'une révolution prolétarienne victorieuse dans un pays historiquement décisif. Danger mortel pour la nomenklatura conservatrice, accrochée à ses privilèges, qu'une révolution victorieuse dans ce type de pays !

L'action révolutionnaire organisée par en bas ne pouvait avoir pour résultat en cas de victoire que la déstabilisation, puis le renversement par les masses, de la bureaucratie détestée, en URSS même. Les révolutions politiques commencées en Allemagne de l'Est en 1953, puis les révolutions polonaise et hongroise de 1956, celle de Tchécoslovaquie en 1968 montrèrent plus tard clairement la direction générale que pouvait prendre l'histoire...

Pour contrôler les jeunes des maquis, et plus généralement les masses populaires admiratrices des conquêtes d'octobre 1917 et ignorantes de leur monstrueuse dénaturation, la direction du PCF joua sur le prestige des victoires

militaires soviétiques contre l'armée nazie (Stalingrad), pourchassant de façon implacable les opposants de gauche à cette ligne politique. Adossée au formidable point d'appui des victoires de l'Union soviétique, et chevauchant le sentiment d'oppression insupportable engendré par l'Occupation et la politique de collaboration en France, la direction du PC imposa sa « ligne » par tous les moyens, sans égard pour les sinistres « dégâts collatéraux » qui furent nombreux, les uns connus, les autres, pour beaucoup, encore dans l'ombre.

Elle parvint de la sorte à bloquer la poussée révolutionnaire des masses, non sans que la bourgeoisie française ne soit contrainte de consentir à des avancées sociales importantes, en quelque sorte sous-produits d'une poussée révolutionnaire endiguée, y compris *manu militari*.

Sous-produits ? Cela ne veut pas du tout dire sans valeur (*cf.* la Sécurité sociale, au premier chef, mais aussi le statut des fonctionnaires et des travailleurs de l'Etat, l'existence d'un large secteur nationalisé, l'obtention de garanties démocratiques importantes, le CNRS, etc.). Bien au contraire, ces conquêtes — battues en brèche depuis, notamment par tous les gouvernements de la V^e République — donnent à penser ce qui aurait été possible, ce à quoi aurait pu aboutir le processus révolutionnaire s'il avait pu se développer librement.

Le programme du Conseil national de la Résistance n'a-t-il pas été un compromis politique entre différentes composantes, où sont perceptibles à la fois les échos d'une volonté révolutionnaire venue d'en bas et une volonté contraire, coiffant et comprimant le tout, par souci de ne pas porter atteinte aux fondamen-

taux de l'Etat en tant que gardien ultime du capital ?

Stalinisme, christianisme social, gaullisme, etc., ont certes conjugué leurs efforts pour imposer ce résultat, mais c'est le stalinisme qui a dû faire le gros de l'ouvrage, car c'est à travers les organisations que le PCF contrôlait, notamment la CGT, et y compris dans ses propres rangs, que la poussée révolutionnaire se faisait sentir et devait être brutalement refoulée.

Dans ce contexte, Théo Vial-Massat fut sans doute remarqué en tant que jeune doté d'un fort caractère, mais idéologiquement peu exigeant et donc malléable ; il était donc propre à être formaté (même si son adhésion formelle au PCF est datée par ses biographes de l'année 1944) pour faire partie de ces cadres staliniens décidés à empêcher que la classe ouvrière ne s'oriente librement en fonction de ses intérêts de classe, en liaison avec les secteurs les plus avancés de la paysannerie et avec tous ceux qui, comme les trotskystes, voulaient faire triompher une politique ayant pour objectif ultime le renversement de l'ordre capitaliste. Le PCF agitera un peu plus tard le spectre d'une intervention américaine pour faire barrage à toute tentative de débordement sur sa gauche, notamment au moment des grèves très dures des mineurs de 1947, pour des revendications très légitimes ;

ces grèves et ces manifestations — sous le vacarme trompeur de paroles violentes et radicales proférées par le PCF, notamment contre le SFIO Jules Moch qui réprima le mouvement sans ménagement, se conduisant, toutes proportions gardées, comme une sorte de « boucher » à la Ebert, social-démocrate allemand qui écrasa la révolution allemande de janvier 1919 — seront conduites dans des impasses, parfois aventuristes, parce que tout débouché politique authentique leur fut barré.

Les lecteurs des *CMO* savent que la bureaucratie conservatrice, opposée coûte que coûte à la révolution faite d'en bas, qui, si elle avait été victorieuse dans un pays avancé, lui eût été fatale, dominait l'URSS depuis environ deux décennies et était alors au zénith de son prestige.

Les lecteurs des *CMO* n'oublent pas non plus que le régime stalinien avait derrière lui une longue pratique de l'assassinat politique individuel et de masse. Il serait trop long d'évoquer dans cette note de façon exhaustive cette histoire de sang. Nous renvoyons aux ouvrages de Trotsky et à tous ceux qui, dans son sillage, notamment dans leurs articles dans les *CMO* et dans leurs livres, comme c'est le cas du directeur de cette publication, ont étudié cette histoire tragique de la contre-révolution *in situ*, installée depuis le haut jusqu'en bas de l'immense appareil dirigeant.

**Petit fragment
d'histoire
contemporaine**

Lu sur NovayaGazeta.ru (19 mars 2014)

“Le train est parti définitivement”

“Comment vivent les villages éloignés de la région de Pskov, totalement coupés du monde après la suppression de la ligne de banlieue”

“Depuis le début de l’année, 150 lignes ont été supprimées en Russie dans les banlieues. Le plus souvent, il n’y a même pas de routes secondaires, et, avec la suppression de la ligne de chemin de fer, c’est l’existence même du village qui est remise en cause. Mais des villages commencent à se battre pour leur survie. En février, les habitants du village de Dolzhitsy, dans la région de Pskov ont occupé les rails et ont empêché le passage des trains directs.

[...] Les “Chemins de fer de Russie” se sont plaints de l’énorme endettement des autorités régionales vis-à-vis de ses filiales ; les administrations régionales considèrent les trains de banlieue comme non rentables et maintenant ils se défassent comme ils peuvent : ils ont offert un cheval aux rares habitants de Tchadkovo ; dans un autre village, Tatino, le train a été remplacé par un tank (un tracteur routier à chenilles).

[...] Au village de Lioubeneg, les trains ne s’arrêtent plus depuis janvier. En février, une femme qui se rendait chez elle à pied a été happée par un train rapide.

[...] Il n’y a plus de réverbères depuis une dizaine d’années.

[...] *“Ma mère est invalide et elle est souvent malade. Maintenant, comment*

aller chez le médecin ? Le taxi, c’est trois cents roubles.”

[...] Le 29 janvier, Lioudmila Matveïeva a eu un œdème de Quincke, elle commençait à étouffer.

“Il faut aller à l’hôpital, mais pas de train, raconte tranquillement Matveïeva dans la cuisine. Bon, on a fait un barrage sur les rails. On nous a prises dans le train, et, en ville, on m’a emmenée à l’hôpital.”

[...] La direction des Chemins de fer avait deux solutions : ou laisser repartir les gens par le train de retour, ou attendre qu’ils fassent un autre barrage sur les rails. La direction s’en est sortie avec élégance : ils ont simplement supprimé le train ce jour-là. Et ce n’est pas seulement les habitants de Dolzhitsy qui sont rentrés chez eux à pied, mais aussi les contrôleurs et le personnel.

[Les habitants ont fini par obtenir une camionnette Ouaz.] Lors du dernier enterrement, ils ont acheté un cercueil dans le chef-lieu, mais il y a eu un brusque redoux ; l’Ouaz s’est enlisé ; il a fallu mettre le cercueil dans la draine. Le conducteur a été sympa, il n’a pris que 300 roubles.

[...] Natacha a été écrasée par le train en janvier. Comment c’est arrivé ? Personne ne le sait. Le conducteur ne l’a même pas remarquée, il y a juste senti un

choc. Il a téléphoné à la station pour qu'ils aillent vérifier. Ils ne s'arrêtent pas, bien sûr. [...] On n'a retrouvé Natacha que trois jours après. Mais on n'a pas retrouvé ses bras, les loups ont dû les dévorer.

[...] A l'administration, on nous a dit qu'on était un village en voie de disparition. Mais vous comprenez, la population doit tout de même y vivre encore une vingtaine d'années.

[...] "Vous verrez, tout cela va finir par un Maïdan...", bougonne Galina Ivanovna en piétinant dans la boue.

"Pourvu que ce ne soit pas par un Magadan (1)", dit quelqu'un dans l'obscurité.

[Rencontre avec Tourtchak (gouverneur de la région de Pskov) :]

Tourtchak arrive avec ses gardes du corps et la police.

"Alekseï Anatoliévitch !, se lance Lioudmila Ivanovna. J'aimerais vous demander à propos du train...

— Andreï, rectifie Tourtchak. On se bat, pour le train. La semaine dernière, j'ai rencontré Iakounine (2) personnellement. Personnellement ! Je lui ai transmis tous vos malheurs. Il a promis que la question serait réglée le mois prochain. On vous recevra en avril...

— Et en attendant, qu'est-ce qu'on devient ?

— Il faut patienter. On a un autobus de remplacement...

— Il n'y a aucun remplacement, intervient le député Oleg Briatchak. Je prête ma voiture pour transporter les gens dans les champs. Il faut résoudre ce problème...

— Approchez donc, qu'est-ce que vous avez à aboyer dans votre coin ?, fait Tourtchak à l'adresse de Briatchak.

— Moi, j'aboie ? Modérez vos expressions !

— Et nous, qu'est-ce qu'on devient, insiste Lioudmila. Même le conducteur nous dit d'aller poser nos problèmes à Tourtchak...

— Vous voyez, ils sont bien informés, ils savent qui décide !

— J'aboie ? Je n'aboie pas !

— On nous abandonne, tout le monde nous abandonne !, pleure Lioudmila, et les femmes autour s'avancent et parlent toutes en même temps.

— Ma belle, qui vous abandonne ?, répond Tourtchak en élevant le ton.

— On ne demande pas une vraie route, juste une piste nivelée...

— Ça, je vous le promets. Promis. [...]

— Et l'hôpital, quand est-ce qu'il sera construit ? Tout le monde s'adresse en même temps au gouverneur.

— Ça y est, c'est ma fête !, crie Tourtchak en tournant le dos, et il disparaît à la rédaction."

"Je pense qu'on n'aura rien", me dit Lioudmila Ivanovna dans l'Ouaz.

[...] L'infirmière retraitée Galina Iakovlevna a longtemps vécu avec son mari militaire au Kamtchatka ; elle a connu différentes villes de garnison et s'intéresse à la politique : "Tout le monde attend que la Russie le nourrisse, il y a tant de terres en jachère ! Comment peut-on dire qu'un village est sans perspectives ? C'est eux qui sont sans perspectives !" »

Parmi les commentaires en ligne :

— "Entre Pétersbourg et Smolensk, on a supprimé la ligne directe, il faut passer par Vitebsk. Le train parcourt la moitié de la Russie, avec toutes les conséquences..."

— "Organisez un référendum et rattachez-vous à la Crimée..."

— "Il y en a marre ! Il y a combien de villages et de petites villes comme ça dans la région de Tver ! Rien ne change dans ce pays. Ni les discours de grande puissance ni les seigneurs qui les prononcent. Ça sent la nouvelle révolution."

— "Pendant qu'on établira un paradis terrestre en Crimée, les mères russes continueront à demander de l'argent sur les réseaux sociaux pour soigner leurs enfants. Elles sont d'accord pour cet échange ?"

— "Comme disait une reine célèbre au sujet du pain et des brioches, s'ils ne veulent pas vivre à la campagne, qu'ils aillent en Crimée !"

(1) Magadan : célèbre chef-lieu concentrationnaire de l'immense Kolyma où le goulag renfermait un vaste territoire gelé grand comme près de quatre fois la France.

(2) Iakounine : oligarque, profondément croyant orthodoxe (au moins officiellement), et plus encore, riche et corrompu, chef des chemins de fer russes.

Notes de lecture

“Quand le capitalisme devient fou”

Jean-François Gayraud,
Le Nouveau Capitalisme criminel,
préface de Paul Jorion, Paris,
Odile Jacob, 360 pages, 24,90 euros.

Sophie Coignard, Romain Gubert,
*La Caste cannibale, quand
le capitalisme devient fou*, Paris,
Albin Michel, 328 pages, 20 euros.

La conception et l'écriture de ces deux ouvrages diffèrent sensiblement, l'axe sur lequel ils sont construits tout autant, l'objectif poursuivi par les auteurs de l'un et de l'autre n'est pas identique, et pourtant, on peut appliquer sans forcer le trait le sous-titre du livre de Sophie Coignard et Romain Gubert, « *Quand le capitalisme devient fou* », à celui de Jean-François Gayraud. La lecture des deux ouvrages peut aider le lecteur à éviter de se laisser abuser par les discours anesthésiants des politiques et des éternels mêmes experts médiatiques, liés souvent au milieu bancaire, apologistes d'un système qui leur procure de solides pourboires et qui, de crise en crise, répètent inlassablement les mêmes formules stéréotypées, les mêmes analyses fournies clé en main par l'OCDE, le FMI, l'Union européenne et la Banque mondiale, et les mêmes recettes toujours condamnées à l'échec, mais dont des millions d'hommes et de femmes paient les faux frais.

Les crimes de la déréglementation

Jean-François Gayraud s'attache à débusquer les mille et unes manières par lesquelles les diverses mafias qui peuplent l'économie mondiale utilisent la déréglementation et la dérégulation financières entrées en vigueur depuis le début des

années 1980 pour recycler l'argent dit sale qu'elles accumulent. Il analyse comment, ce faisant, ces mafias deviennent, avec le concours des banques — y compris les plus grandes —, à la fois acteurs et bénéficiaires des bulles financières, qu'avec leur concours, la spéculation financière déchaînée **produisent** grâce à cette déréglementation. Les bénéficiaires sont multiples. Gayraud évoque ainsi les « *banques blanchisseuses d'argent sale au service à la fois de la CIA et du crime organisé* », au premier chef la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), l'un des plus beaux exemples de la fusion entre le monde des marchés financiers et l'escroquerie à grande échelle, voire le pur et simple banditisme.

Avant Tony Blair déjà...

L'un des aspects les plus frappants de cette banque, qui pratique dès les années 1960-1970 l'escroquerie à grande échelle, est sa fusion avec le monde politique. Elle mobilise ainsi au début des années 1980 l'ancien secrétaire au trésor américain et ami de l'ex-président des Etats-Unis, le vertueux Jimmy Carter, pour sa publicité et sa propagande.

Aussi bien elle embauche comme consultant « Lord Callaghan », ancien Premier ministre travailliste (eh oui, chef du Labour Party). Elle obtient le patronage de Jimmy Carter lui-même et de deux personnalités du Parti démocrate, dont l'avocat Clark M. Clifford, « *un des hommes les plus respectés à Washington et un des piliers de l'establishment américain* », souligne Jean-François Gayraud, qui ajoute : « *La BCCI s'offre les services du grand cabinet de relations publiques Hill and Knowlton qui n'hésite pas à diffuser de fausses informations sur la banque pour en maquiller les aspects*

salariés de 180 000 à 60 000. Voilà qui mérite bien un bonus de 6 millions d'euros.

Parmi les portraits les plus réussis, on notera celui de l'homme que les deux auteurs qualifient, arguments à l'appui, de Père Ubu du management, dont la rémunération annuelle avoisine les douze millions d'euros et qui se bat avec acharnement pour la « réduction des coûts » (Carlos Ghosn). Mais bien d'autres valent le détour, à commencer par le portrait grotesque — mais si vrai — du père de l'école dite de Chicago, Milton Friedman. Ce gourou de l'ultra-libéralisme reçut le prétendu prix Nobel d'économie, comme plusieurs de ses pairs, pour avoir « découvert », si l'on peut dire, que le marché s'autorégulait avec une profonde harmonie, dénoncé comme liberticide toute forme de règle et de contrôle, et ainsi anticipé les mesures brutales de déréglementation-dérégulation qu'allaient bientôt prendre Thatcher et Reagan.

Pourquoi la spéculation financière devient-elle de plus en plus nettement le moteur du capitalisme actuel aux traits de sénilité prononcés. On pourrait sans doute synthétiser des éléments épars de réponse contenus dans leurs pages par la formule suivante : le capital se valorisant de moins en moins dans la production (ce que les auteurs appellent « l'économie réelle »),

malgré la baisse brutale du coût du travail dans de nombreux pays, de la Lettonie aux Etats-Unis en passant par l'Allemagne, l'Espagne, la Grèce, le Portugal et bien d'autres, cherche et tend de plus en plus à le faire dans la spéculation financière, au détriment de la production elle-même et donc des producteurs, liquidés sur l'autel des produits dérivés, du Leverage Buy out (LBO) (le LBO permet d'acheter une entreprise en empruntant aux banques les sommes énormes nécessaires à l'achat, que l'on impute ensuite au bilan des dettes de l'entreprise rachetée ainsi sommée de les régler et donc conduite rapidement au dépècement et à la liquidation) et autres procédés analysés dans les deux ouvrages. Sophie Coignard et Romain Guibert intitulent leur dernier chapitre : « *Les fauteuils du Titanic* ».

Ils décrivent donc une folle course à l'abîme dont ils ne voient pas comment l'arrêter. Et pour cause, puisque c'est la nature même du système capitaliste d'aujourd'hui — essentiellement spéculatif et donc destructeur — qui engendre cette course à l'abîme dont les décideurs politiques, de droite comme de gauche, s'acharnent à faire payer les frais (on pourrait dire les faux frais) à la population laborieuse tout entière.

Jean-Jacques Marie

Une révolution étranglée

Paul Frölich, Rudolf Lindau, Albert Schreiner, Jakob Walcher, *Révolution et contre-révolution en Allemagne, 1918-1920, de la fondation du Parti communiste au putsch de Kapp*, éditions Science marxiste, 510 pages, 22 euros.

Paul Mattick, *La révolution fut une belle aventure. Des rues de Berlin en révolte aux mouvements radicaux américains (1918-1934)*, traduit de l'allemand par Laure Batier et Marc Geoffroy, préface de Gary Rothe, notes de Charles Reev, éditions L'Echappée, 192 pages, 17 euros.

Le préambule du fascisme

Ces deux ouvrages, chacun dans un registre très différent malgré l'apparente parenté politique de leurs auteurs, évoquent l'un des épisodes majeurs de l'histoire de l'Allemagne et de l'Europe au début du XX^e siècle : l'effondrement de la monarchie allemande (accompagné au même moment de celui de la monarchie austro-hongroise), le déferlement de la révolution en Allemagne, son écrasement sanglant et l'instauration d'une république édifée sur cette défaite. Comme en Autriche et en Italie, pays soumis aux mêmes secousses violentes, l'échec de la révolution débouchera sur le fascisme au cours des années suivantes.

Pourquoi cet échec ? Frölich, Lindau, Schreiner et Walcher, dans leur ouvrage publié pour la première fois en 1929 par le KPD sans indication de noms d'auteur, tentent de l'expliquer. Ils furent tous les quatre membres du Parti communiste

allemand (le KPD), fondé les tout derniers jours de décembre 1918. Frölich, auteur par ailleurs d'une remarquable biographie de Rosa Luxemburg (1) et d'une autobiographie passionnante (2), en fut exclu en 1928 comme Walcher ; Schreiner subit le même sort l'année suivante. Seul Lindau y échappe. A l'exception de Frölich qui, à son retour en Allemagne au lendemain de la guerre, adhéra au SPD, les trois autres s'installeront en RDA, adhéreront au SED (le parti stalinien unique de RDA) et, réduits au rôle de momies, ne joueront aucun rôle...

Le premier mérite de leur livre est surtout le récit détaillé et fouillé des événements essentiels de cette révolution piétinée dans toutes les régions de l'Allemagne. Le lecteur assiste, effaré, au combat inégal entre des dizaines de milliers d'ouvriers en grèves répétées, mal armés, mal ou pas dirigés et des unités militaires et des corps francs (Freikorps) armés jusqu'aux dents et qui, sous la direction politique du ministre social-démocrate Noske, traversent l'Allemagne du nord au sud et de l'est à l'ouest pour les abattre et les massacrer sans pitié. Les pages consacrées au « *raid [sanglant] de Maercker* » en Allemagne centrale (la Thuringe, la Saxe-Anhalt, la Basse-Saxe, la Saxe), à la terreur blanche déchaînée dans la Ruhr au lendemain du putsch de Kapp en mars 1920, ou encore celles qui évoquent l'existence éphémère de la République des conseils de Bavière proclamée en avril 1919 par une coalition d'anarchistes et de communistes, puis écrasée par les corps francs qui liquident au lance-flammes les derniers foyers de résistance et fusillent ses dirigeants, sont parmi les plus saisissantes du volume.

(1) Paul Frölich, *Rosa Luxemburg*, Maspero, 1965.

(2) Paul Frölich, *Autobiographie 1890-1921*, éditions Science marxiste, 2011.

Un effondrement brutal

Rappelons d'abord brièvement l'essentiel des faits. Le 2 novembre 1918, les marins des navires de guerre de Kiel, en Allemagne, se mutinent. Les conseils ouvriers et de soldats se multiplient. Pour faciliter « *la lutte contre la révolution bolchevique qui monte toujours plus menaçante*, dit l'un des dirigeants sociaux-démocrates, *il faut sacrifier l'empereur pour sauver le pays* », c'est-à-dire « l'Etat ». Ces dirigeants exigent la démission de l'empereur, arrachée le 8 novembre par les grèves et les manifestations ouvrières. Le chancelier Max de Bade transmet son poste au social-démocrate Friedrich Ebert, qui devient aussi, deux jours plus tard, président du Conseil des commissaires du peuple. Il n'y aura donc pas de double pouvoir en Allemagne

Au même moment, la monarchie de Vienne s'effondre. Les sociaux-démocrates accèdent au pouvoir. Leur ministre des Affaires étrangères, Otto Bauer, expliquera l'année suivante : « *La révolution politique ne supprime pas l'exploitation économique et, bien plutôt, elle la rend plus directement sensible (...). La demi-révolution éveille la volonté d'une révolution sociale. Le bouleversement politique éveille la volonté de la révolution sociale* » qu'il faut, selon Bauer, empêcher, car elle provoquerait la guerre civile. Il le fera.

A la mesure de la peur

La violence de la répression des manifestations et des grèves ouvrières est à la mesure de la peur profonde des possédants. Le 16 janvier 1919, Conrad Adenauer, bourgmestre de Cologne et futur chancelier de l'Allemagne, déclare à l'envoyé du *Matin* : « *L'Allemagne ne présente plus qu'un danger, mais grave, le bolchevisme.* »

L'enjeu ne concerne pas seulement l'Allemagne. Ce même 16 janvier, le président des Etats-Unis, Woodrow Wilson, explique au Conseil supérieur de guerre allié à Paris : chaque pays, même l'Amérique, peut être menacé par le bolchevisme. Clemenceau déclare le 21 janvier : « *Si le bolchevisme, après*

avoir gagné l'Allemagne, allait traverser l'Autriche et la Hongrie et atteindre ainsi l'Italie, l'Europe serait mise en face d'un grand danger. »

La révolution en Allemagne n'a pas connu le sort qu'elle a connu en Russie pour des raisons qui ressortent clairement du livre des quatre. En Russie, lorsque les bolcheviks prennent le pouvoir fin octobre 1917, l'armée est totalement démoralisée et disloquée : deux millions de soldats ont déserté, les officiers, rejetés par leurs soldats, n'ont plus d'autorité, et, sauf rarissimes exceptions, ne sont pas membres des conseils de soldats.

L'armée allemande, quoique battue, n'est, elle, nullement disloquée, elle maintient globalement son ordre et sa discipline, les officiers appartiennent aux conseils de soldats qu'ils contrôlent souvent et peuvent ainsi dresser, si nécessaire, contre les conseils ouvriers. Ces derniers, eux-mêmes, sont souvent sous le contrôle du Parti social-démocrate, le SPD, qui, au cours de près d'un demi-siècle d'existence d'activité et d'acquis sociaux, a développé un appareil bureaucratique énorme et organisé un maillage serré, politique et syndical, de la classe ouvrière. En Russie, l'autoritarisme tsariste avait réduit les trois partis « socialistes » à une existence à demi-clandestine, leur avait interdit de créer un quelconque appareil bureaucratique, et avait brutalement limité l'activité des syndicats. Enfin, l'Allemagne ne connaît rien de semblable à l'énorme déferlement de la paysannerie russe qui prend d'assaut les grandes propriétés terriennes et disloque l'ordre existant à la campagne.

“Obtenir la productivité maximale au moindre coût”

En revanche, toute une campagne organisée par le SPD au pouvoir prône les vertus de la collaboration entre les diverses classes. La forme la plus achevée en est donnée par une loi sur les conseils d'entreprise que le ministre du Travail du Reich, Schlicke, présente sans ambiguïté : « *La loi demande aux salariés de faire en sorte d'augmenter la rentabilité de l'entre-*

prise, d'obtenir la productivité maximale au moindre coût. » C'est la formulation générale des réformes Schröder, le dernier chancelier social-démocrate allemand, réformes que le journaliste économique Guillaume Duval résume en quelques formules : « *Baisse des cotisations sociales patronales, facilitation des licenciements, durcissement de l'assurance chômage, développement de l'emploi précaire, déremboursement de nombreuses prestations santé, réduction des retraites, allongement de la durée de cotisation* » (*Le Nouvel Observateur*, 31 janvier 2014 p. 62). A quoi il faut ajouter la réforme Hartz : le salaire à un euro l'heure. Décidément, *nihil novi sub sole...* à une nuance près : il a fallu en 1919 utiliser canons, lance-grenades et mitrailleuses pour tenter d'imposer aux ouvriers allemands cette vision des rapports dans l'entreprise.

Cette politique d'asservissement total aux besoins du capital menée par la social-démocratie allemande favorise le développement d'un courant gauchiste ou ultra-gauche dans le KPD. Ce courant considère en particulier les syndicats comme une simple courroie de transition du SPD ; constatant que le SPD en dirige une large majorité, il rejette et combat l'adhésion aux syndicats qu'il considère en bloc comme des instruments de la bourgeoisie. Or, au cours de la révolution, les ouvriers et les employés y adhèrent en masse : les syndicats passent ainsi de 1 415 519 adhérents à la veille de la révolution, à 2 266 012 au 1^{er} décembre 1918 (au lendemain de l'effondrement de la monarchie), puis à 7 337 477 au 1^{er} décembre 1919 et à 8 025 682 au 1^{er} décembre 1920.

Les gauchistes se détournent donc de cette masse ouvrière organisée et tentent d'en détourner tout le parti. En juillet 1919, Paul Levi, qui dirige le KPD après l'assassinat par la police social-démocrate, en mars, de Leo Jogisches, qui en avait assumé la direction au lendemain du meurtre de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg, exclut les gauchistes du KPD. Ces derniers entraînent avec eux plus de la moitié du parti et fondent le Parti communiste ouvrier allemand (KAPD), fort, au début, de près de cinquante mille

membres. Mais le gauchisme tournant le dos à la grande majorité de la classe ouvrière, le KAPD se désintègre vite, voire, pour certaines de ses composantes, dégénère, comme en témoigne le livre de Paul Mattick, membre de ce courant.

“Une vie d'aventurier, de voleur et de baroudeur”

A partir du récit de son enfance misérable dans un quartier pauvre de Berlin, Mattick décrit son itinéraire personnel tout entier construit sur la révolte. Il milite d'abord à la Jeunesse socialiste libre, liée à la Ligue Spartacus de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht (assassinés le 15 janvier 1919). Apprenti à l'usine Siemens en 1918, âgé de 15 ans, il résume ces années brûlantes telles que lui et ses camarades les ont vécues :

« *Pour moi, la révolution fut surtout une grande aventure (...). Pleins d'entrain, nous passions notre temps en bandes dans la rue (...). Nous voulions à tout prix prendre part aux affrontements armés qui se déroulaient dans la rue.* »

Sa pratique, qu'il décrit dans un récit souvent picaresque, relève d'une forme d'anarchisme, fondé sur la reprise individuelle et l'action directe. Ainsi, pour financer le journal de son groupe, écrit-il : « *L'idée nous est venue de faire des expropriations. Dans l'usine où je travaillais, je dérobaï du plomb, du laiton et du cuivre pour les refourguer ensuite aux ferrailleurs. Il nous arrivait aussi de subtiliser des livres* » revendus par centaines. « *Ensuite, nous sommes passés aux cambriolages.* »

Ces jeunes, « *armés de grenades à main, de revolvers et de mitraillettes* », s'attaquent d'abord à une coopérative de consommation sociale-démocrate.

Ces cambriolages payent jusqu'au jour fatal : un jour ils s'attaquent au caissier qui transporte la paye des ouvriers d'une entreprise. Hélas !, « *les ouvriers se sont retournés alors contre les “expropriateurs”.* Ils ont voulu les rouer de coups et les tuer pour récupérer leur argent. »

Beau succès révolutionnaire ! Des « révolutionnaires » qui, s'engageant dans

l'action directe, finissent par tenter de voler le salaire des ouvriers...

Cette aventure à laquelle Mattick a été *in extremis* convaincu par un de ses camarades de ne pas prendre part personnellement, mais sur laquelle il ne porte aucun jugement, marque la fin de ce qu'il qualifie lui-même de « *vie d'aventurier, de voleur et de baroudeur* »

sans avenir politique. La révolution, en effet, est autre chose qu'une « *grande* [en l'occurrence d'ailleurs bien petite] *aventure* ». En 1926, il parachève ce constat d'échec en partant pour les Etats-Unis... où il finira par acquérir une réputation, assez largement usurpée à mon sens, de théoricien...

Jean-Jacques Marie

CHRONIQUE DES FALSIFICATIONS

A propos du journal de Goebbels : d'où vient la falsification ?

Le numéro 61 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a publié la note suivante sur une énorme falsification visant à conforter la vieille infamie stalinienne sur l'« hitléro-trotskisme », dont je n'avais alors pu trouver l'origine. Pour la clarté de l'exposé, je la reproduis ci-dessous.

*

Un stalinien pris la main dans le sac...

Sur le site « Forum unité communiste » (bien mal nommé !), un stalinien a écrit les lignes suivantes :

« *L'hitléro-trotskisme vu par J. Goebbels. Notes extraites du Journal de Joseph Goebbels (1933-1942).*

Avril 1938 : « *Notre station de radio clandestine qui émet depuis la Prusse orientale jusqu'en Russie a fait grand bruit. Elle opère pour le compte de Trotsky et presse Staline à réagir.* » »

Passons sur le fait qu'il est un peu étrange de voir indiquer une référence aussi vague qu'« avril » sans indication de jour, mais en avril 1938, Goebbels n'a pas beaucoup écrit. Il ne m'a donc pas fallu des heures pour vérifier que cette prétendue « citation » de Goebbels est un faux grossier.

Jamais Goebbels ne cite alors le nom de Trotsky. Il écrit simplement à la date

du 23 avril 1938 : « *Le Führer est très satisfait de notre émetteur secret contre Moscou. Il faut continuer* »... et c'est tout. Le faussaire a rajouté Trotsky... et même la Prusse orientale.

Précisons que Goebbels n'évoque Trotsky que quatre fois dans les quelque 3 000 pages de ses *Carnets*, et ce, uniquement, au début de sa carrière dans le premier volume de ses *Carnets*.

Voici ces quatre occurrences :

26 mars 1924 : « *Napoléon est véritablement le type du bourgeois émancipé. Il offre des ressemblances avec Trotski ou davantage encore avec Lénine* » (p. 39).

7 juillet 1924 : « *Comment un petit-bourgeois allemand peut-il s'accommoder des idées sanguinaires d'un Karl Marx, d'un Lénine et d'un Trotski, qui parlent de catastrophe mondiale ?* »

21 mars 1929 : « *Hier soir j'ai été éveillé longtemps par la lecture de La Véritable Situation de la Russie de Trotski. Un livre très intéressant et d'autant plus instructif qu'ici ce Juif vaniteux et destitué dit à demi-mot la vérité. Vaniteux et geignard, comme le sont les Juifs une fois écartés du pouvoir. Le problème Lénine-Trotski n'est pas encore tout à fait clair à mes yeux. Je suppose que Lénine n'a pris ce Juif que parce qu'il n'avait personne d'autre.*

L'opposition Staline-Trotski ne s'explique qu'en termes antisémites. Trotski a dit aux journalistes il y a quelques jours : "Staline est national, moi je suis

international.” *C’est bien là le cœur du problème.* »

3 avril 1929 : « *Dans l’appréciation de la question Trotski, je ne peux pas partager l’avis de Hitler. Il ne croit pas à une opposition entre Trotski et Staline et pense que tout repose sur une ruse des Juifs pour amener Trotski en Allemagne et à la tête du KPD (Parti communiste allemand — NDLR). Pour moi, cela ne tient pas debout.* »

Après cette note du 3 avril 1929, qui, soit dit en passant, montre un Goebbels moins stupide que Hitler, le nom de Trotsky ne réapparaît plus dans les *Carnets* de Goebbels, jusqu’à la fin...

Ce même auteur d’Unité communiste ajoute une seconde falsification ; il écrit :

« *Evoquant l’opération Barbarossa 1941* : “Nous travaillons à présent avec trois radios clandestines en Russie, l’une est trotskiste, l’autre séparatiste, la troisième nationaliste russe et toutes sont tournées contre le stalinisme. Ce sont des exemples de nos ruses et subtilités.” »

Or on lit seulement dans le tome trois des *Carnets* de Goebbels 1939-1942, page 319, à la date du 1^{er} juillet 1941 :

« *Nos trois émetteurs secrets sont désormais en fonction et ne font pas les choses à moitié.* »

Le petit trafiquant d’Unité communiste a donc à la fois modifié et enrichi le texte de Goebbels... tout en manifestant une ignorance fâcheuse de la langue de ce dernier.

S’il avait lu les *Carnets* de Goebbels (mais on ne saurait sans doute trop demander !), il se serait aperçu que le chef de la propagande nazie ne parle jamais de « stalinisme » mais toujours de « bolchevisme ».

L’anéantissement du « bolchevisme » est, à dater de juin 1941, un leitmotiv permanent et obsessionnel de ses *Carnets*.

Il va jusqu’à qualifier Moscou de « capitale bolchevique » (p. 419), évoque « la presse bolchevique » et la « radio rouge » (p. 415) mais n’utilise pas les mots « staliens » ou « stalinisme ».

* * *

En conclusion, nous posons une dernière question :

Pourquoi notre stalinien si zélé ne publie-t-il pas sur son blog la phrase prononcée par Viatcheslav Molotov devant le soviet suprême de l’URSS le 31 octobre 1939 et reproduite dans la *Pravda*, datée du 1^{er} novembre 1939 : « *On peut aimer ou ne pas aimer l’hitlérisme. Mais toute personne saine d’esprit comprendra qu’une idéologie ne peut pas être détruite par la force. Il est donc non seulement insensé mais encore criminel de continuer une guerre pour la destruction de l’hitlérisme, sous la fausse bannière d’une lutte pour la démocratie* » ?

*

D’où vient cette falsification?

Restait à trouver la réponse à cette question. Que les gérants du site Unité communiste l’aient fabriqué eux-mêmes paraissait assez improbable. A force de recherches, j’ai trouvé. Les éditions Christian Bourgois ont publié, en 2011, sous le titre *Carnets de l’interprète de guerre*, la traduction française des carnets de l’interprète de l’état-major de l’Armée rouge, Elena Rjevaskaia, qui a eu, la première, connaissance du journal de Goebbels, ou plutôt d’une partie du texte (de 1932 au 8 juillet 1941. Goebbels dicta la suite du journal à deux sténographes, et la partie antérieure à 1932 avait été disjointe par Goebbels). Le manuscrit fut emporté à Moscou. En 1969, les historiens allemands reçurent le microfilm, et les Allemands publièrent, en 1987, le texte complet. Elena Rjevaskaia n’émet aucune réserve sur cette édition...

... Mais, en 1965, sous Brejnev, elle avait publié à Moscou une première édition de ses carnets de guerre, sous le titre : *Berlin, mai 1945*. Ce livre a été traduit dans une dizaine de langues (italien, allemand, hongrois, finlandais, japonais, etc.), en général sous le titre : *La Fin d’Hitler sans mythe*.

Je n’ai pas trouvé de trace d’une édition française de ce livre. Mais dans son livre de souvenir de *Po sledam soudby moiejo pokolenia* (*Sur les traces du des-*

tin de ma génération, Syklytyvkar 1991) la vieille communiste A. Voitolovskaia évoque ce livre de Rjevskaja et reproduit une de ces deux citations fabriquées de Goebbels (p. 206).

Ces deux pseudo citations figurent donc dans l'édition russe brejnévienne de 1965 (et sans doute dans au moins l'une des traductions). Est-ce Rjevskaja qui les a fabriquées ou l'agitprop du comité central et son responsable de l'histoire, omnipotent censeur chargé de contrôler, modifier, altérer tout ce qui concernait l'histoire, l'abruti stalinien

Trapeznikov, qui les a ajoutées ? Très probablement ce dernier...

Une chose est sûre : aucune des deux ne figure dans l'édition russe de 2007 ni dans sa traduction française de 2011. Rjevskaja les a supprimées. Et pour cause... puisque le journal de Goebbels a été publié en intégralité et traduit en français. Tout un chacun peut donc vérifier que les deux « citations » prétendues n'y figurent pas. Cette suppression n'a guère dû lui demander d'effort car ce n'est sans doute pas elle qui les a inventées... **Jean-Jacques Marie**

